ECO
SAVOIE MONT BLANC

8 € - HORS-SÉRIE

groupe-ecomedia.com

ECO SAVOIE MONT BLANC
HORS SÉRIE
ECO SAVOIE MONT BLANC

BTP

PANORAMA ÉCONOMIQUE 2022



37829821-H-8,00 €
01290
3 782982 108000

BTP
FEDERATION FRANÇAISE DU BATIMENT

FÉDÉRATION BTP SAVOIE



Fédération BTP Savoie

Un réseau sans équivalent !

Défendre - Représenter
Fédérer - Accompagner

04 79 85 52 82 - contact@d73.ffbatiment.fr - www.ffbatiment.fr

Conception : www.reflex2com.fr



FONDATEUR : Alain Veyret

PANORAMA ÉCONOMIQUE BTP 2022
Hors-série de l'hebdomadaire économique
ECO SAVOIE MONT BLANC
RÉDACTRICE EN CHEF DE CE HORS-SÉRIE : Sophie Boutrelle
AVEC LA COLLABORATION DE : Victoire Barrucand, Alexia Bastide, Marie-Christine Fert, Marie-France Sarrazin, Jean-Christophe Sarrazin, Raphaël Sandraz, Vincent Charbonnier

ECO SAVOIE MONT BLANC
RÉDACTION
redaction.esmb@groupe-ecomedia.com
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Olivier Bloch
RÉDACTEUR EN CHEF : Éric Renevier
SECRÉTAIRE DE RÉDACTION : Yves Baunez
JOURNALISTES : Sylvie Bollard, Sophie Boutrelle, Philippe Claret, Carole Muet, Patricia Rey
RUBRIQUE INSPIRATION : Sylvie Bollard
DÉPARTEMENT INTELLIGENCE ECONOMIQUE
RESPONSABLE : Audrey Lebedeff
CHARGÉE D'ÉTUDES, ENQUÊTES ET STATISTIQUES : Hugo Priol, Célia Rossillol
COMMUNITY MANAGER
Nicolas Fougerousse

DÉPARTEMENT INFOGRAPHIE
RESPONSABLE : Laurent Lamet
INFOGRAPHISTES : Gaëtan Perrotin, Charles Sennepin

JURIDIQUE ET ANNONCES LÉGALES
RESPONSABLE DES ANNONCES LÉGALES ET MARCHÉS PUBLICS :
Delphine Haméon - d.hameon@groupe-ecomedia.com
SECRÉTARIAT :
Aurélie Cuzin, Patricia Francony – 04 50 33 11 02
al@groupe-ecomedia.com
groupe-ecomedia.com/annoncelegale
Habilité pour les départements 73 et 74
Tarif préfectoral en vigueur

SERVICE COMMERCIAL
COORDINATION PUBLICITAIRE :
Elisa Raddaz - 04 50 33 35 34
e.raddaz@groupe-ecomedia.com
COMMERCIALES :
Nathalie Attinault - 06 47 84 79 86
Lætitia Bécret - 06 61 06 24 31
Agnès Desplantes - 06 51 01 20 58
Dominique Marichy - 06 60 08 24 92
Blandine Mathieu - 06 60 60 24 94

ABONNEMENTS ET DIFFUSION
CHARGÉE DE PRODUCTION, DIFFUSION ET PARTENARIATS :
Pamela Damaggio - 07 82 95 14 81
p.damaggio@groupe-ecomedia.com
Service abonnement : 04 50 33 35 39
abonnement@groupe-ecomedia.com
France et UE, tarif par an
Édition 74 : 119 € TTC
Édition 73 : 119 € TTC
CS 62019 - 74010 Annecy cedex

FABRICATION
Rotimpres

Origine papier : Rauma, Finlande
Caractéristiques environnementales : Ptot = 0,008kg/tonne

COMMISSION PARITAIRE
Édition Haute-Savoie : 1125 C 79304 – ISSN : 2552-0148
Édition Savoie : 1125 C 79305 – ISSN : 2552-0385

COUVERTURE
© Adobe Stock

MEMBRE DE RESO HEBDO ECO

UNE MARQUE DU GROUPE
GROUPE ECOmedia
DÉCODAGE IMMÉDIAT

Siège social
SOPREDA 2 - CS 62019 - 74010 Annecy cedex
Tél. 04 50 33 35 35
SA à directoire et conseil de surveillance au capital de 665 415 €

PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE : René Nantua
DIRECTEUR GÉNÉRAL : Olivier Bloch
ASSISTANTE DE DIRECTION : Pascale Dubois
PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE : André Bergerat

DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE : Karine Lambert
COMPTABILITÉ CLIENTS PUBLICITÉ : Charlotte Carrillat
COMPTABILITÉ FOURNISSEURS : Valérie Rizzo
Crédit Agricole des Savoie
IBAN FR76 1810 6000 1996 7672 4136 113 - BIC AGRIFRPP881

Avant-propos

ÉDITO p5 **EN BREF** p6 **L'ESSENTIEL** p8



Secteur p11

LA PÉNURIE DE MATÉRIAUX PÉNALISE LES CHANTIERS

p12 **Montagne**
Luxe, éco-sensibilité et frugalité
Les grands projets sortent de neige

p16 **En chiffres**
Marchés du BTP
Poids du BTP
Entreprises

p32 **Conjoncture**
Jongler avec l'effet Covid
La construction appelée à réduire son empreinte écologique
Les travaux publics avancent avec prudence

p38 **Top entreprises**



Responsabilité sociale et environnementale p47

LA CONSTRUCTION SE VEUT PLUS VERTUEUSE

p48 **Formation**
Paroles d'apprentis
En chiffres
Formation apprentissage

p52 À Pringy, la biodiversité a trouvé son "Pré" Carré

p54 Les écoles chambériennes se mettent au vert

p56 Une peste végétale pour les entreprises

p58 **En chiffres**
Développement durable

p60 Comment rompre avec le déclin des roselières ?
La nouvelle nature du marais de Chautagne
Les retenues d'altitude entre deux eaux

p64 Des quartiers pensés pour et par les habitants
La seconde vie des matériaux en bon état
La responsabilité sociétale dans l'ADN d'Halpades

p70 Que faut-il penser des écolabels ?
Bas carbone : une opération pilote à Saint-Julien-en-Genevois



Prospective p73

CONSTRUIRE MIEUX, PLUS VITE, MOINS CHER

p74 Grégory Monod, président du pôle habitat de la FFB :
« Nous ne sommes pas des bétonneurs compulsifs »

p76 Entre Lean, BIM et robotisation

p78 Joël Baud-Grasset, président du CAUE 74 :
« les CAUE, des ovnis au service du cadre de vie »

p80 Architecture : le regard de la jeune génération

p82 Une stratégie pour terrasser le carbone

CONSTRUCTEUR & PROMOTEUR

CONSTELLIA À SALES (74)



Transition environnementale : Construction Hors-Site

Depuis plus de 30 ans, le Groupe PELLETIER œuvre dans la Construction-Promotion.
Face aux défis environnementaux et sociétaux qui bousculent nos habitudes de travail et de vie, le Groupe PELLETIER accélère sa transition, initiée depuis 2015, en développant pour tous ses projets une démarche holistique et itérative des sujets de transition numérique, environnementale, sociétale.



TRANSITION NUMÉRIQUE :
BIM



INNOVATION : PANNEAU ELMERE
Brevet déposé par le Groupe PELLETIER



TRANSITION ÉCOLOGIQUE :
Green Facilities

Groupe PELLETIER
Barel Pelletier
Cascade bati.
ALPHA MODULES

Adresse :
490 Rue Nicolas Copernic,
Savoie Hexapole,73420 Méry

04 79 61 60 11
contact@groupepelletier.fr
www.groupepelletier.fr

TOUJOURS TROP DE CAMIONS DE TERRE SUR LES ROUTES

En 2019, la fédération du BTP 74 s'alarmait du manque de débouchés pour les terres de chantier. *« Près de 300 000 camions parcourent chaque année 15 millions de kilomètres pour évacuer les 3 millions de m³ de terre générés par la construction des infrastructures nécessaires à la croissance démographique du département »*, expliquait-elle. Le calendrier électoral et le fort renouvellement des équipes en place, au sein des communes et intercommunalités, ont largement saboté les effets de la campagne de sensibilisation conduite pour trouver des solutions de proximité. Au point que la situation s'est dégradée depuis trois ans : la distance moyenne parcourue en Haute-Savoie par les camions évacuant les terres a augmenté, passant de 50 à 65 km. La faute au manque d'installations de stockage pour les déchets inertes (Isdi) : entre 2011 et 2021, le département a perdu 275 000 tonnes de capacité d'accueil avec un nombre d'Isdi tombé de 29 à 13. La problématique en cache une autre touchant au manque de granulats nécessaires pour construire dans le département. La Haute-Savoie ne compte plus que 28 carrières autorisées alors qu'elle en hébergeait 55 il y a 20 ans. *« Ce va-et-vient incessant entre les carrières, les chantiers et les lieux de stockage des terres excavées entraînent de nombreuses nuisances pour les riverains : émissions de polluants des poids lourds, encombrement de la circulation, risques d'accidents routiers, dégradation de l'état des routes, bruits et poussières »*, énumèrent les professionnels.

L'IDENTIFICATION DE SITES

L'analyse est partagée par les associations environnementales comme France Nature Environnement (FNE) 74 qui coopère, sur le sujet, avec le BTP74. *« On peut définir les sites qui pourraient convenir pour accueillir une Isdi sans poser problème par rapport à l'environnement »*, reconnaît Thierry de Curninge, son vice-président. La démarche de sensibilisation engagée en 2019 s'était traduite par des visites de terrain afin d'identifier les zones susceptibles d'accueillir une Isdi. Sur le Chablais par exemple, une vingtaine de lieux avait été repérée dans un premier temps. Une fois les différents critères pris en compte, la sélection finale en retenait 5 ou 6. C'était sans compter les plans locaux d'urbanisme (PLU) communaux et intercommunaux qui n'ont tout simplement pas prévu de zones pour l'évacuation des terres générées par les constructions et pour l'approvisionnement en granulats des chantiers. Cette solution qui consiste à transférer le problème sur les territoires voisins, a le mérite d'éviter la grogne d'éventuels riverains mais elle ne gomme pas les nuisances. Et pourrait bien anéantir la bonne volonté des communautés de communes qui ont pris le sujet à bras-le-corps, dans le Genevois, les Usses-et-Rhône ou encore Rumilly. Voire dans l'Ain où les capacités de stockage et de production de matériaux sont de plus en plus sollicitées par les entreprises haut-savoyardes.

La revalorisation de ces terres de chantiers pour réaménager des terres agricoles, construire des merlons antibruit est une alternative possible. Elle représente déjà un taux de 76 %. La réutilisation sur site est encore plus judicieuse : elle fait tomber à 12 euros le prix total du m² terrassé alors que la moyenne est à 20 euros du m² et pourrait avoisiner, à court terme, les 25 à 30 euros. Encore faut-il que le chantier soit suffisamment au large. C'est notamment le cas pour l'aménagement de l'ÉcoQuartier de Pré Billy à Pringy où l'ensemble des matériaux sont réutilisés sur site : les gravats de démolition, les roches, le sable ont été dépollués, puis triés et concassés pour modeler les terrains, remblayer les voies. La terre végétale présente dans la couche supérieure des sols a été prélevée et servira aux futurs aménagements paysagers.

Pour autant, la Haute-Savoie manque d'installations, grandes et petites, pour traiter à proximité des chantiers les 24 % de terres non valorisées. Si certaines des nuisances redoutées par les riverains et les élus sont indéniables, les carrières offrent une mosaïque d'habitat pour la faune et la flore chassées par l'urbanisation. Leurs gestionnaires sont habitués à travailler avec les associations environnementales pour préserver le rythme naturel des espèces qui y trouvent refuge. Les efforts réalisés pour gommer les cicatrices de l'exploitation apportent aussi de l'eau au moulin des professionnels qui ont décidé de relancer une campagne de communication afin de faire passer le message aux élus.



« LES CARRIÈRES OFFRENT UNE MOSAÏQUE D'HABITAT POUR LA FAUNE ET LA FLORE CHASSÉES PAR L'URBANISATION.

Sophie Boutrelle
Rédactrice en chef
s.boutrelle@groupe-ecomedia.com

© Thomas Bellet



FONCIER

HALPADES LANCE UN APPEL AUX ENTREPRISES

En Haute-Savoie, 16 000 demandes de logements sociaux ne sont pas satisfaites et la conjoncture est défavorable au lancement de nouvelles opérations de la part des opérateurs HLM. Alain Benoiston, directeur général d'Halpades, évoque un premier obstacle : le coût majoré de 14 % environ entre la pénurie de matériaux et la mise en place de la RE 2020 dès 2022. *« Nos valeurs locatives étant réglementées, la variable d'ajustement reste le prix du foncier. Demain, nous ne pourrons plus acheter de terrain, sauf à avoir recours au bail emphytéotique. »* Pour le directeur d'Halpades, cette tension foncière tient aussi au fait que *« les collectivités se sont progressivement dessaisies de leurs réserves foncières en raison de la loi SRU »*. *« Pour loger les salariés de la Haute-Savoie à des prix qui leur laissent un reste à vivre suffisant »*, Alain Benoiston lance un appel aux entreprises qui auraient du foncier disponible. *« Il peut y avoir par endroits quelques réserves, ou la possibilité de construire des logements au-dessus de locaux d'activités »*, soumet le directeur général, qui exhorte tous les acteurs publics et économiques à se saisir de la question.

INDUSTRIALISATION

DEUX LAURÉATS HAUT-SAVOYARDS

Deux des dix premiers lauréats nationaux de l'appel à projets *« industrialisation de produits et systèmes constructifs bois et autres biosourcés »* sont haut-savoyards. Il s'agit de Lignalpes à Saint-Pierre-en-Faucigny. Son projet Lignalpinvest d'augmentation des capacités de production et de développement de produits de traitement biosourcés des bois rabotés est subventionné à hauteur de 1,8 million d'euros. Technologies & Habitats (Saint-Félix) bénéficie pour sa part d'une subvention de 900 000 euros pour son projet d'extension des capacités de production et développement d'un système de constructions modulaires en bois pour les bâtiments résidentiels de moyenne hauteur.

CHANTIER

HAUTE-SAVOIE HABITAT INTENSIFIE LES CONTRÔLES

Entre 2021 et 2023, Haute-Savoie Habitat investira 170 000 euros pour s'assurer du respect de la légalité dans les chantiers qu'il mène et lutter contre la concurrence déloyale dans le secteur de la construction. Le bailleur social s'appuie sur la solution Bativigie pour systématiser ses contrôles à tous les intervenants sur les chantiers, y compris la chaîne de sous-traitance. Engagé en août 2021, le déploiement de la plateforme touchera une quarantaine d'opérations de construction ou réhabilitations représentant 5 000 opérateurs. Il fait l'objet d'un accompagnement de l'ensemble des équipes (chargés d'opérations, responsables de programmes, entreprises de travaux) sur chaque chantier.

IMMOBILIER

COGEDIM DÉVOILE SON PROJET ANNÉCIEN

À l'issue de la concertation citoyenne demandée par la Ville d'Annecy, Cogedim présente le projet de reconversion d'une partie du site industriel de NTN-SNR. Le promoteur qui prévoit 660 logements, des commerces et services a retravaillé l'ambiance végétale des espaces extérieurs privatifs, des rues et cœurs d'îlots. Au total, la surface plantée représentera 60 % de la parcelle (37 % hors toitures). Les toitures végétalisées seront rendues accessibles aux habitants et pourront accueillir des espaces dédiés à l'agriculture urbaine. Le permis de construire de la première des quatre tranches a été déposé début décembre 2021.

▶ NEUVECELLE DISTINGUÉE

Les équipements de services publics de Milly à Neuvecelle ont remporté une Équerre d'argent. Leur concurrent le plus sérieux était la Bourse du commerce, le nouveau musée de la collection Pinault à Paris. Ce prix prestigieux est décerné à la maîtrise d'œuvre, l'atelier PnG Architecture (Voiron et Paris) ainsi qu'à la commune de Neuvecelle, maître d'ouvrage de cette série de bâtiments reliés par des cours et coursives.

2500

C'est le nombre de collaborateurs que Spie France prévoit d'embaucher en 2022 dont plus de 500 alternants. Leader européen dans les domaines de l'énergie et de la communication, le groupe a mobilisé ses équipes pour imaginer le slogan de sa campagne de recrutement : *« venez chez nous si ça vous branche ! »*



▶ PREMIÈRE PROMOTION DE L'ESJDB

La première promotion savoyarde de futurs dirigeants de l'ESJDB a choisi de rénover le hall d'accueil du cinéma Le Dôme Gambetta à Albertville. Le chantier qui concernait les moquettes, peintures et l'électricité a permis aux stagiaires de mettre en œuvre les compétences acquises (finances, juridiques, coordination de travaux, communication…) pendant les 15 mois de formation qui se sont déroulés dans les locaux de la Fédération de BTP Savoie. La cérémonie de remise des diplômes est prévue pour mars 2022.

▶ CONSTRUCTION DURABLE

Les communes bénéficiaires en Savoie du plan de relance de la construction durable sont au nombre de 22. Urbaines ou rurales, elles vont recevoir une aide totale de l'ordre de 1,8 M€ pour favoriser la sobriété foncière et améliorer le cadre de vie par la réalisation d'équipements ou aménagements.

© Halpades • © Sophie Boutrelle



Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes – Société Anonyme Coopérative de Banque Populaire à capital variable, régie par les articles L512-2 et suivants et du Code Monétaire et Financier et l'ensemble des textes relatifs aux Banques Populaires et aux établissements de crédit – Siren 605 520 071 RCS Lyon – Intermédiaire d'assurance N° ORIAS : 07 006 015 – Siège social : 4, boulevard Eugène Deruelle – 69003 LYON – N° TVA intracommunautaire : FR 00605520071
Crédits photos : GettyImages, – Crédit agence : All Contents – RCS : 495 289 399 – 18110391 – Janvier 2022 – Document publicitaire non contractuel.

Le BTP en chiffres



CHIFFRE D'AFFAIRES

-11,6 %

C'est la chute du chiffre d'affaires des entreprises de la construction en Savoie à 3,5 milliards d'euros en 2020, contre -2 % en Haute-Savoie (4,6 milliards d'euros). L'activité est repartie à la hausse au 1er semestre 2021 (respectivement +12,7 % et +22,1 %) et a même dépassé son niveau d'avant-crise en Haute-Savoie (+18,2 % par rapport à 2019).

ENTREPRISES

+2,3 %

C'est la progression du nombre d'établissements employeurs privés dans la construction en Savoie Mont Blanc en 2020 : +1,9 % en Savoie (2109 établissements) et +2,6 % en Haute-Savoie (3353).

-40,9 %

C'est la baisse du nombre de défaillances d'entreprises exerçant une activité dans la construction en Savoie au 2e trimestre 2021 (55 défaillances cumulées sur un an), contre -12,6 % en Haute-Savoie (76).

+8,3 %

C'est la hausse du nombre de créations d'entreprises dans la construction en Savoie Mont Blanc au 3e trimestre 2021 : +1,5 % en Savoie (748 créations cumulées sur les 4 derniers trimestres) et +12,9 % en Haute-Savoie (1214).

MATÉRIAUX

+30 à +80 %

C'est la flambée du prix de l'acier, du plastique, du cuivre, de l'aluminium, du bois et de la peinture depuis le début de l'année 2021.



EMPLOIS

33581

C'est le nombre d'emplois salariés privés dans la construction en Savoie Mont Blanc au 2e trimestre 2021 : 13979 en Savoie (+2,5 % sur un an) et 19602 en Haute-Savoie (+2,9 %). C'est, après le record observé au 1er trimestre, le plus haut niveau jamais enregistré depuis le début du recensement.

-33,6 %

C'est la chute du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A dans la construction en Savoie au 2e trimestre 2021 (1730 personnes). Elle est de 29 % en Haute-Savoie (3123 demandeurs d'emploi).

+9,5 %

C'est la progression sur un an du nombre d'embauches dans le BTP en Savoie Mont Blanc au 2e trimestre 2021, soit +8,4 % en Savoie (1986) et +10,5 % en Haute-Savoie (2344). Les CDD de plus d'un mois sont les contrats les plus proposés (46,4 %) devant les CDI (38,8 %).

FORMATION

9356

C'est le nombre total d'élèves, d'apprentis et de stagiaires en contrat de professionnalisation ou en formation continue dans le BTP en Savoie Mont Blanc en 2020. Ils sont 4040 en Savoie et 5316 en Haute-Savoie. La formation continue concentre plus de 60 % des effectifs.

CONSTRUCTION

9498

C'est le nombre de logements mis en chantier dans les deux Savoie entre janvier et septembre 2021 : 2447 en Savoie (-6,3 % sur un an) et 7051 en Haute-Savoie (+16,5 %). Sur la même période, 334351 m² de locaux ont été construits : 103391 m² en Savoie (-37,6 % sur un an) et 230960 m² en Haute-Savoie (+5,6 %).

Sources : DGFIP, Acoss-Urssaf, Cerc Auvergne-Rhône-Alpes, Banque de France, Insee, Pôle Emploi, Dares, Observatoire des métiers du BTP, CCCA-BTP, Constructys, SOeS sit@del2, Capeb

Secteur

La pénurie de matériaux pèse sur les chantiers

Les carnets de commandes des entreprises sont bons, y compris en montagne où la saison blanche 2020-2021 n'a pas remis en cause les gros projets d'investissement. Mais les chantiers sont sérieusement compliqués par une pénurie générale de matériaux qui se traduit par des retards en cascade. La flambée des prix qui en découle dégrade les marges et vient fragiliser la trésorerie des sociétés.





© Kara - Adobe Stock



Luxe, éco-sensibilité et frugalité

LE LUXE N'EST PAS ENNEMI D'UNE CERTAINE SOBRIÉTÉ ENVIRONNEMENTALE. DE PLUS EN PLUS DE PROGRAMMES IMMOBILIERS AFFICHENT CETTE AMBITION.

Par Vincent Charbonnier

Guerlain Chicherit en est convaincu : « *Le modèle d'exploitation des montagnes est obsolète et doit être repensé. Nous ne devons plus chercher à aménager des zones de montagne sauvages mais plutôt assainir et améliorer l'existant.* » L'ex-champion de free ride, fondateur du groupe DeSavoie, ne parle pas en l'air. Baptisé WOM, son projet d'éco-village à Tignes – Les Brévières *(photo)* répond à cette philosophie. Il s'inscrit sur le site d'un ancien centre de vacances. Après dépollution et concassage des matériaux récupérés sur place, limitant ainsi les flux de camions, un hôtel, une résidence de tourisme et 17 chalets (800 lits au total) sont construits d'ici fin 2023. Quelque 82 M€ vont être investis dans ce complexe hôtelier haut de gamme qui comprendra un restaurant, des boutiques, un espace aquatique, un pôle multisport, un ski room, une conciergerie et un centre de séminaire, fonctionnant avec 100 % d'énergie renouvelable. Selon ses promoteurs, WOM marque un virage vers une "promotion immobilière durable".

CONVERSION VERTE

Autre réalisation écoresponsable, la rénovation de l'ex-hôtel Hyatt Centric à La Rosière qui arbore aujourd'hui l'enseigne I.L. Y Hôtel. Ce 4 étoiles (69 chambres) avec espace de restauration, spa haut de gamme, salles de séminaires, club enfants a banni le plastique de ses emballages et contenants. Plus de bouteille d'eau mais des gourdes. Les éléments de décoration, le linge sont chinés, recyclés. Tri sélectif, produits locaux sont privilégiés par la société montpelliéraine à l'origine de ce concept et de la marque I Love You (ILY). Elle revendique une « *hôtellerie éco-performante* » et inscrit son développement dans une transition énergétique. D'autres grands hébergeurs se réclament d'une conversion verte. En particulier Pierres & Vacances-Center Parcs. Sa nouvelle gamme d'hôtels Life style vise une empreinte environnementale minimale à des emplacements déjà urbanisés que le groupe s'engage à démolir, désamianter, dépolluer avant de reconstruire. Sur ces chantiers verts, les matériaux déconstruits sont réutilisés ou prélevés sur place, comme les ardoises en façade issues de la carrière de Morzine. Outre ces 143 chambres, un deuxième établissement est programmé à La Plagne (201 chambres), pour fin 2024 également.

Autre évolution, la densité de ces nouveaux programmes est réduite à raison de 10 000 m² pour 1 000 lits, quatre fois moins élevée que pour les grands villages clubs. Plus question non plus de les suréquiper, d'aménager une piscine

CHAMPION DU MONDE

Le parc français figure au premier rang mondial par le nombre des remontées mécaniques : au 1er janvier 2021, il comprenait 1978 téléskis, 462 tapis roulants, 1 101 téléphériques, télécabines ou télésièges. Gérés à 37 % par des écoles de ski, il représente près de 16 % du parc international. Près de deux tiers des installations sont des téléskis, un tiers des téléphériques.

© Valentin Studio

ou un spa supplémentaire dans les stations qui en possèdent déjà. L'heure est à la frugalité. Énergétique avec le couplage à des chaufferies biomasse, à des énergies renouvelables. Et au recyclage des tissus, mobiliers et matériaux issus des travaux de rénovation dans les résidences du groupe.

À UN BON RYTHME

En immobilier, il est question de reconversion et de changement d'usage. Au Corbier, la résidence MMV Étoile des Sybelles a été construite à l'emplacement d'une piscine. Au-dessus de Val d'Isère, une ancienne gare de téléphérique a été transformée en résidence haut de gamme, cosy, à 2 500 m d'altitude. Avec des murs en pierre du pays et du bois local, de grandes baies vitrées. L'association entre Paris Society et l'agence de Jean-Charles Covarel n'a pas lésiné sur les moyens pour ses seize chambres, quatre appartements, deux restaurants, spa avec piscine intérieure, salle de séminaire. Originalité : un dortoir de 14 couchages pourvu de deux salles de bains et d'accès wifi.
À l'image du refuge de Solaise, le luxe mâtiné de prétentions écologiques est plébiscité par les clientèles françaises et européennes. Ce qui fait le bonheur de MGM dont les investissements s'enchaînent. En témoignent les trois programmes et une extension de résidence lancés à Manigod, Morillon et au Grand-Bornand pour une ouverture en 2023. À raison de 250 appartements livrés en moyenne chaque année, le spécialiste de l'immobilier haut de gamme maintient un rythme de livraisons élevé qui ne devrait pas se ralentir du fait de réserves foncières constituées au fil des décennies. ▮



› Le Refuge de Solaise à Val d'Isère.

LES REMONTÉES MÉCANIQUES SUR LA BONNE PENTE

AVEC 132 M€ INVESTIS EN 2021, LES STATIONS FRANÇAISES NE CÈDENT PAS À LA SINISTROSE.

Alors que le président de Domaines skiables de France (DSF), Alexandre Maulin, annonçait à la fin de l'hiver une *« année noire »* pour les investissements en montagne après une saison blanche en 2020, Covid oblige, le bilan de 2021 s'avère plus nuancé, moins catastrophique.
Selon les chiffres communiqués par le Service technique des remontées mécaniques et des transports guidés (STRMTG) rattaché au ministère des Transports, 132 millions d'euros ont été investis dans de nouvelles installations cette année. Près de 50 millions de plus qu'en 2020. Ce résultat *« inespéré »* pour Laurent Reynaud, délégué général de DSF, est dû à quelques gros projets, une dizaine de nouvelles installations à près de 10 millions l'unité. Parmi ces gros investissements qui n'ont pas été remis en cause : sept télécabines et un téléphérique bicâble. Le remplacement de la télécabine des 3 Vallées Express et la nouvelle installation d'Orelle (Savoie) cumulent à elles seules 29,2 millions de travaux. Aux Ménuires, la télécabine Masse 2 a été remplacée pour 13,1 millions. À noter également parmi les grands projets 2021, le téléphérique bicâble de Val Thorens. *« Il n'y a pas eu d'effondrement des investissements (N.D.L.R. : comme attendu) »*, observe Laurent Reynaud. Une logique pluriannuelle a prévalu malgré la conjoncture contrariée des deux dernières saisons. La modernisation des installations a primé comme aux Arcs avec le remplacement d'un téléphérique débrayable. Cette performance est à relativiser au regard des investissements annuels effectués avant la Covid, à près de 170 millions d'euros en moyenne chaque saison.
Mais cette éclaircie ne présage pas forcément une météo dégagée pour les prochaines années. Après le coup d'arrêt brutal du 15 mars 2020 et les incertitudes de 2021, personne ne veut se prononcer pour l'instant sur 2022. Et encore moins pour la suite. Toute prévision reste périlleuse. *« On prend les choses comme elles viennent »*, se contente d'affirmer Laurent Reynaud. ▮



LA CONSTRUCTION BOIS S'INDUSTRIALISE

Le bois retrouve des couleurs dans la construction en montagne depuis une quarantaine d'années. Mais la mue est devenue encore plus radicale, les conditions de production industrielle et de livraison de modules ont changé la donne. Ainsi la résidence de tourisme MMV, Étoile des Sybelles, a été livrée en décembre 2020 dans les délais malgré la crise sanitaire, à un coût similaire à une opération traditionnelle en dur du fait du mode constructif choisi. Certaines entreprises locales tirent leur épingle du jeu. Telle la menuiserie savoyarde Roux qui multiplie les chantiers d'habitat collectif, d'équipements publics, de chalets très haut de gamme essentiellement dans les Savoie et "un peu en Suisse" limitrophe. Pour tenir la cadence, l'établissement repris fin 2018 par Thomas Charmasson a engagé un plan d'investissement, soutenu par France Relance, qui comprend l'extension de son usine de Magland et l'installation d'une deuxième chaîne automatisée de peinture, un robot et une cabine de finition de peinture. Avec une dizaine de créations d'emplois à la clé. *« Quand j'ai racheté la société, j'avais le souhait de réinvestir pour lui permettre de franchir un nouveau cap »*, observe Thomas Charmasson. Mais pas à ce rythme. La compétition olympique est passée par là. La PME haut-savoyarde a décroché l'un des lots de construction d'un îlot du village des athlètes, pour les JO de Paris 2024 une surface de plancher de 50 000 m². Un gros chantier que son expérience alpine et sa maîtrise technique constructive lui permettent de relever. V.C.

© Paris Society • © Manu Reboz

▶ PLUS D'INSTALLATIONS FERMÉES QUE DE NOUVELLES



34 installations nouvelles ont été recensées en 2021 par le Service technique des remontées mécaniques et des transports guidés (STRMTG) rattaché au ministère des transports. 23 sont localisées dans les Alpes du Nord et deux en ville à Toulouse et Saint-Denis à La Réunion.
36 installations ont été fermées.
À Saint-Jean-de-Sixt, le téléski du Crêt, hors service depuis 2017, a été démonté (photo). Le site a été rendu au pâturage et au camping. Domaines skiables de France s'est engagé à démonter trois installations par an dès 2023.

▶ POMA EN OR

Poma se taille la part du lion au palmarès des installations nouvelles 2021. Il en comptabilise 12 (dont deux urbaines), devant Sunkid (8), Doppelmayr, GMM et MND (3 chacun). Le constructeur grenoblois est particulièrement actif dans les Alpes du Nord, son dauphin également ainsi que dans les Pyrénées. Huit constructeurs ont réalisé des chantiers cette année.

▶ RÉSILIENCE



La Compagnie des Alpes a investi 160 millions ces deux dernières années dans les dix domaines skiables qu'elle exploite dans les Alpes. De nouveaux équipements ont notamment été installés à La Plagne *(photo)*, Les Arcs, Peisey-Vallandry, Méribel où une passerelle et un tunnel sont construits en prévision des championnats du monde de ski alpin 2023.



LES GRANDS PROJETS SORTENT DE NEIGE

À CHAMONIX, SAINT-GERVAIS, EN TARENTAISE ET EN MAURIENNE, ÉLUS ET INVESTISSEURS SE MOBILISENT POUR DES PROJETS PLUS VERTUEUX.

Par Vincent Charbonnier

Après sept ans de maturation, le site du Montenvers à Chamonix *(photo)* amorce sa mue. À la manœuvre, la néo Compagnie de la mer de glace qui va conduire cinq années de travaux pour transformer ce site mondialement connu dans le cadre d'une nouvelle délégation de service public. Au programme : un glaciorium pour comprendre de manière immersive l'évolution des glaciers environnants, une télécabine de 580 mètres de longueur, un restaurant et une passerelle, la gare, l'hôtel et son annexe étant recomposés. La télécabine actuelle et le restaurant seront démolis. 53 millions d'euros seront investis en trente-trois ans dont 40 millions les quatre premières années pour réinventer ce site, restituer plus de place à la nature en préservant une certaine biodiversité.

SAINT-GERVAIS PUISSANCE 3

À Saint-Gervais, on réfléchit aussi à l'avenir. Pour mieux relier le Fayet dans la vallée au cœur du village à 810 mètres d'altitude, le maire Jean-Marc Peillex se prononce pour la construction d'un ascenseur valléen, d'une télécabine qui mettra les deux bourgs à quatre minutes en 2024. Un projet de 34 millions, doublé par la création d'un véritable hub, d'une plate-forme d'échanges à la gare du Fayet. Avec salles de coworking et d'escalade, ski indoor. Pour un montant global de 38,4 millions. Troisième projet d'envergure, la rénovation de l'emblématique tramway du Mont-Blanc. Un lifting s'impose après 110 ans de bons et loyaux services. Il sera engagé en 2026 moyennant 70 millions de travaux financés par le département de la Haute-Savoie.

MULTIPLICATION DES ASCENSEURS VALLÉENS

Autre ascenseur valléen à venir, Funiflaine. 88,5 millions ont été réunis par le département de la Haute-Savoie et la région Auvergne Rhône-Alpes, au premier chef, et par un consortium constitué par le Crédit Agricole des Savoie, le constructeur Poma, la Compagnie des Alpes, la société Autoroutes et Tunnel du Mont-Blanc (ATMB) pour ce projet structurant qui reliera Magland à la station de Flaine, avec une gare intermédiaire au col de Pierre Carrée. Avec des cabines de seize places qui pourront être utilisées également pour transporter du fret. À l'arrivée, plusieurs minutes gagnées et moins de pollution. Selon les études, le trafic de 86 000 voitures, 500 camions et 100 bus pourrait être supprimé. Cette ligne pourrait être connectée à d'autres stations à terme et au TGV à la gare de Magland.
Au départ d'Orelle, deux nouvelles télécabines remplacent dès cet hiver la 3 Vallées Express jusqu'à la Cime Caron évitant de transiter par la vallée de la Tarentaise et ses aléas de circulation. Des gains de temps et de particules fines. ▮

© Alternativemedias • © SAP • © Cie du Mont Blanc - Clément Facy

BTP74 ANNÉE 2021
EN QUELQUES CHIFFRES

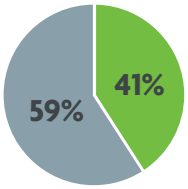
12 JURISTES ET COLLABORATEURS SPÉCIALISÉS

1 GROUPE JEUNES DIRIGEANTS

1 GROUPE FEMMES

3 SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

519
ADHÉRENTS DE 0 → À **416** EMPLOYÉS



ARTISANS
CHEFS D'ENTREPRISES PME

10
SECTIONS PROFESSIONNELLES

GÉNIE ELECTRIQUE ENERGETIQUE
TRAVAUX PUBLICS
GÉNIE CLIMATIQUE
LES CONSTRUCTEURS ET AMENAGEURS
BOIS
CARRIERES ET DRAGAGES
FUMISTERIE RAMONAGE
MÉTALLERIE
FINITIONS
MAÇONNERIE

217 RÉUNIONS ET VISIO ORGANISÉES POUR LES ADHÉRENTS

2.3 MILLIARDS D'EUROS DE CHIFFRE D'AFFAIRE GÉNÉRÉS PAR LES ADHÉRENTS DE BTP 74
(SUR LES **2.6 MILLIARDS**)

4 515 HEURES DE FORMATION PROPOSÉES
488 STAGIAIRES
61 STAGES

9 137
SALARIÉS EMPLOYÉS PAR LES ADHÉRENTS

184 MAILS REÇUS PAR JOUR

161 MAILS ENVOYÉS PAR JOUR

109 APPELS TÉLÉPHONIQUES PAR JOUR

2 901 CONSULTATIONS JURIDIQUES EN **2022**

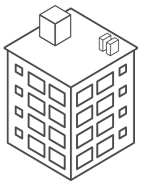
96 MANDATS DÉPARTEMENTAUX, RÉGIONAUX OU NATIONAUX

45
RENCONTRES AVEC LES DÉPUTÉS, SÉNATEURS, PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL, MAIRES, PRÉFET, PRÉSIDENTS DE COMMUNAUTÉS, D'AGGLOMÉRATIONS ET DE COMMUNES



125,3

C'est, en milliards d'euros, le chiffre d'affaires du bâtiment en France en 2020 (-14,3 % par rapport à 2019). La baisse atteint 21,3 % dans la construction neuve (52 milliards d'euros) et 8,2 % dans l'entretien-rénovation (73,3 milliards d'euros).



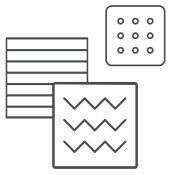
15,9 Md€

C'est le chiffre d'affaires du bâtiment en Auvergne-Rhône-Alpes en 2020, 2e région derrière l'Île-de-France (31,6 milliards). Le quatuor de tête formé par Auvergne-Rhône-Alpes, Île-de-France, Nouvelle Aquitaine et Provence-Alpes-Côte d'Azur génère 55 % de l'activité nationale (68,5 milliards d'euros).



41,3 Md€

C'est le chiffre d'affaires des travaux publics en France en 2020. Il est de 5,2 milliards d'euros en Auvergne-Rhône-Alpes, 2e région derrière l'Île-de-France (9,6 milliards). Les travaux neufs représentent 64 % du marché régional, contre 36 % pour l'entretien-amélioration.



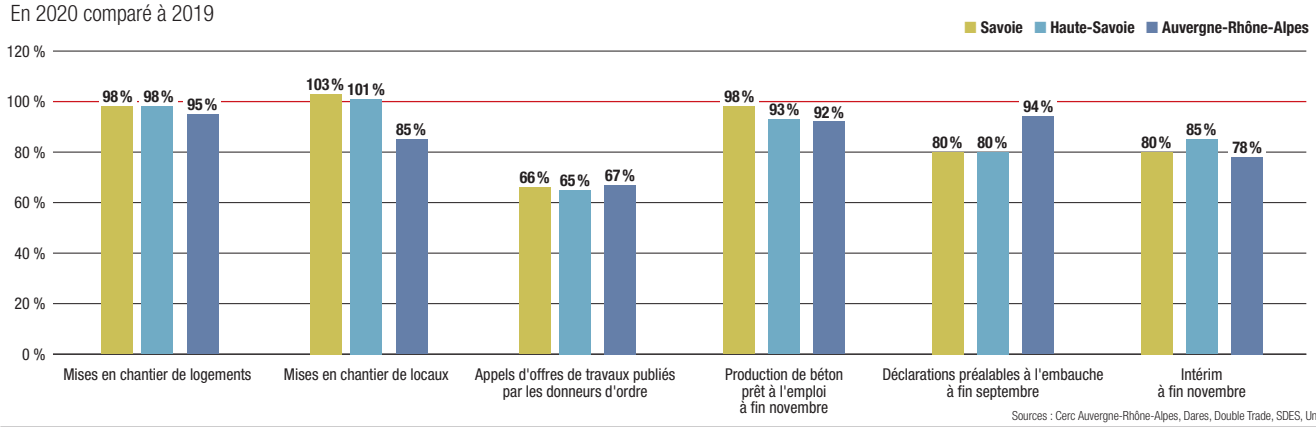
61,2 Md€

C'est la valeur ajoutée de la construction en France au premier semestre 2021, en hausse de 30 % sur un an mais en baisse de 1,1 % par rapport à son niveau d'avant-crise. Elle génère 5,7 % de la valeur ajoutée nationale.

Sources : Cerc Auvergne-Rhône-Alpes, FNTP, Insee, Unicem

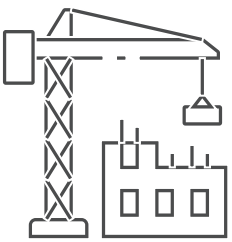
NIVEAU D'ACTIVITÉ DE LA FILIÈRE CONSTRUCTION

En 2020 comparé à 2019



Sources : Cerc Auvergne-Rhône-Alpes, Dares, Double Trade, SDES, Unicem, Urssaf

BILAN. Si certains marchés ont quasiment retrouvé leur niveau d'avant-crise (construction de logements) ou l'ont dépassé (construction de locaux pour les deux Savoie), l'activité demeure dégradée en ce qui concerne la commande publique, l'embauche et l'intérim. Les deux départements présentent un retard concernant les déclarations préalables à l'embauche par rapport à la moyenne régionale (80 % de l'activité réalisée en 2020 par rapport à 2019 en Savoie Mont Blanc contre 94 % en Auvergne-Rhône-Alpes).



400

C'est le nombre de logements en bail réel solidaire (BRS) qui vont sortir de terre en Pays de Savoie d'ici 2024.

Sources : Orsol, Ofis et La Foncière de Haute-Savoie

STATIONS. Plusieurs projets de construction sont en cours en zone de montagne. En Savoie, 12 logements en BRS vont ainsi être construits à La Plagne, 20 à Courchevel et 15 à Tignes. Objectif : rééquilibrer le parc de logements en station et développer l'habitat permanent, là où l'immobilier dépasse les 7 000 euros le m². Dans le même esprit, 6 logements à prix coûtant vont sortir de terre en 2022 dans la commune de Bozel, en contrebas de Courchevel. À La Clusaz, le PLU prévoit également la construction de 350 nouveaux logements dans les 10 à 15 ans à venir dont 20 à 40 % devront être réservés à l'habitat permanent.



-11,7 %

C'est le recul annuel du chiffre d'affaires du bâtiment en Auvergne-Rhône-Alpes en 2020.

Sources : Cerc Auvergne-Rhône-Alpes, FNTP

CRISE. La Covid-19 a eu un impact majeur sur l'activité du bâtiment avec un repli de plus de 14 % au niveau national et une détérioration généralisée à toutes les régions. L'Île-de-France accuse la chute la plus marquée (-19,3 %), tandis que la baisse ne dépasse pas 9 % en Centre-Val de Loire. L'impact a été relativement moins lourd dans les travaux publics avec un recul du chiffre d'affaires national de 7,4 %. Auvergne-Rhône-Alpes (-11,9 %) est la troisième région la plus touchée derrière les Pays de la Loire (-13 %) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (-12,5 %). L'Île-de-France est la région qui s'en tire le mieux (-0,8 %).



Transporter 6.1 ProCab

Relevez les défis du quotidien

Véhicules Utilitaires

A PARTIR DE

215€/MOIS(1)

1) Offre de Location Longue Durée sur **37 mois et 45 000km** avec apport de 6 395€HT suivi de 36 loyers de 215€HT pour un Transporter 6.1 ProCab Business 2.0 TDI 90ch BVM. **Offre dédiée aux professionnels valable jusqu'au 31/01/2022**. 2) Solution Careport Pro : Offre incluant obligatoirement Perte Financière auprès de MMA IARD Assurances Mutuelles (société d'assurance mutuelle à cotisations fixes - RCS Le Mans 775652126) et MMA IARD (S.A. au capital de 537 052 368 € - RCS Le Mans 440 048 882 - 14 bvd Marie et Alexandre Oyon, 72030 Le Mans cedex 9), entreprises régies par le code des assurances, Contrat de Maintenance incluant l'extension de garantie par Volkswagen Bank GmbH et le Véhicule de Remplacement par EUROP ASSISTANCE France (1 promenade de la Bonnette, 92230 Gennevilliers, entreprise régie par le code des assurances, S.A. au capital de 23 601 857 € RCS Nanterre 451 366 405). Offre réservée aux professionnels, hors loueurs et flotte, pour toute nouvelle commande jusqu'au 30/01/2022 inclus, chez tous les Distributeurs Volkswagen Véhicules Utilitaires participant, sous réserve d'acceptation du dossier par Volkswagen Bank GmbH (SARL de droit allemand - Capital 318279200 € - Succursale France : Bâtiment Ellipse 15 av. de la Demi-Lune 95700 Roissy en France - RCS Pontoise 451 618 904). 904 - intermédiaire d'assurance européen: D-HNQM-UQ9MO-22 (www.orias.fr). **Transporter 6.1 ProCab Business 2.0 TDI 90ch BVM consommation mixte WLTP (min-max l/100km) : 7.2. Émissions de CO2 WLTP (min – max g/km) : 188.**

JEAN LAIN VOLKSWAGEN UTILITAIRES

ALBERTVILLE CHAMBÉRY

ANNEMASSE CLUSES SEYNOD THONON

04 201 01 201

Jean Lain MOBILITÉS

poids du BTP

49%

C'est la part des chefs d'entreprise du bâtiment qui connaissent un niveau d'activité bon à très bon en Auvergne-Rhône-Alpes au 3e trimestre 2021. Ils sont 45 % en Haute-Savoie et seulement 38 % en Savoie, où un tiers des artisans rencontrent toujours des difficultés.

47%

C'est la part des artisans du bâtiment qui disposent d'une visibilité de plus de 3 mois sur leur carnet de commande en Auvergne-Rhône-Alpes au 3e trimestre 2021 (+10 points sur un an). 15 % n'ont aucune visibilité (-9 points).

53%

C'est la part des artisans du bâtiment qui envisagent de recruter au 3e trimestre 2021 en Auvergne-Rhône-Alpes. 65 % plébiscitent les contrats à durée indéterminée. Des perspectives d'emploi durable toutefois confrontées à une importante pénurie de main-d'œuvre.

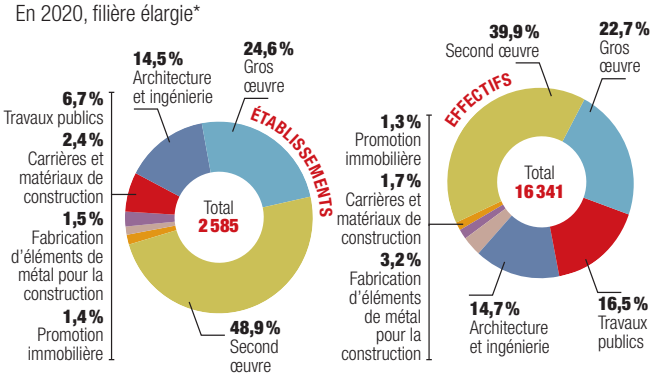
+4%

C'est la progression annuelle du chiffre d'affaires des entreprises artisanales du bâtiment en Auvergne-Rhône-Alpes au 3e trimestre 2021. Une croissance tirée par l'entretien-amélioration qui enregistre une hausse deux fois supérieure à celle de la construction neuve (5 % contre 2,5 %).

Source : Capeb Auvergne-Rhône-Alpes

ÉTABLISSEMENTS ET EFFECTIFS SALARIÉS PRIVÉS EN SAVOIE

En 2020, filière élargie*



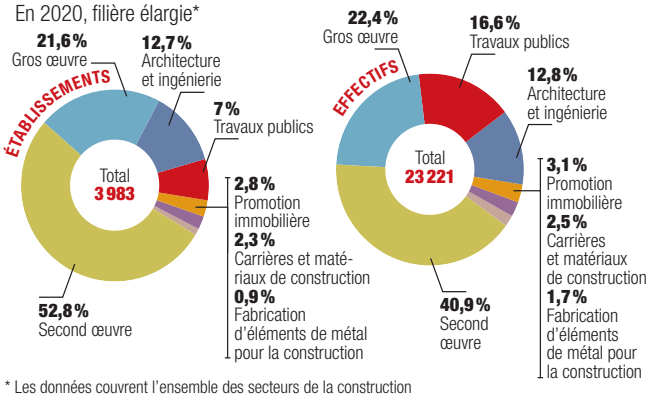
* Les données couvrent l'ensemble des secteurs de la construction ainsi que les secteurs très connectés en termes de produits et de compétences.

Source : Acoss-Urssaf

POIDS. Le second œuvre concentre près de la moitié des établissements et 39,9 % des effectifs de la filière en 2020. Il est suivi du gros œuvre qui regroupe près d'un quart des établissements et des emplois et de l'architecture-ingénierie avec plus d'un établissement et d'un emploi sur sept.

ÉTABLISSEMENTS ET EFFECTIFS SALARIÉS PRIVÉS EN HAUTE-SAVOIE

En 2020, filière élargie*



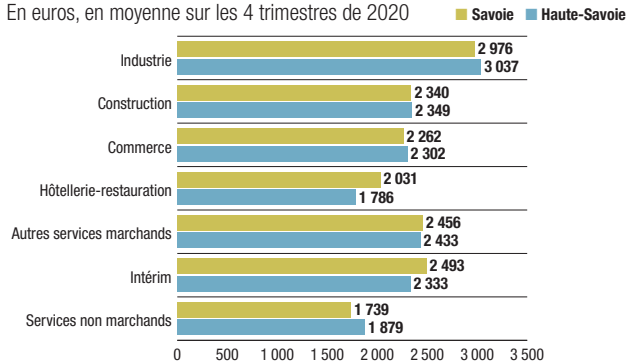
* Les données couvrent l'ensemble des secteurs de la construction ainsi que les secteurs très connectés en termes de produits et de compétences.

Source : Acoss-Urssaf

DIFFÉRENCE. À l'image de la Savoie, le second œuvre regroupe la majorité des établissements et des effectifs de la filière. Si la promotion immobilière est dernière en Savoie, elle arrive 5e en Haute-Savoie où les établissements et les effectifs ont respectivement bondi de 44,2 % et 67,8 % en dix ans.

SALAIRE MENSUEL MOYEN PAR TÊTE

En euros, en moyenne sur les 4 trimestres de 2020



SMPT : rapport de la masse salariale à l'effectif observé sur le trimestre, divisé par trois pour obtenir une grandeur mensuelle.

Source : Acoss-Urssaf

DÉCLIN. Avec 2 344 euros de salaire mensuel moyen par tête en 2020, la construction est le 4e secteur d'activité en Savoie Mont Blanc derrière l'industrie, les autres services marchands et l'intérim. À l'instar des autres secteurs (hors intérim qui a progressé de 3,6 %), elle est en retrait par rapport à 2019 (-4,7 %).

27%

C'est la part des artisans du bâtiment qui ont constaté une dégradation de leurs marges au 3e trimestre 2021 en Auvergne-Rhône-Alpes.

Source : Capeb Auvergne-Rhône-Alpes

TENSION. Ils sont 27 % en Savoie et 21 % en Haute-Savoie. Certains métiers sont particulièrement touchés : 42 % des charpentiers, 38 % des serruriers-métalliers et 36 % des entreprises d'isolation ont vu leurs marges reculer ce trimestre. En cause : la hausse constante du prix des matières premières qui met en danger la trésorerie et la stabilité des entreprises. Le niveau de trésorerie est ainsi redescendu en-dessous de celui d'avant-crise.



CERFRANCE
entreprendre, ensemble

Partenaire de la performance des chefs d'entreprise

CONSEIL & EXPERTISE COMPTABLE

Vos contacts CERFRANCE DES SAVOIE

ALBERTVILLE 04 79 28 33 33	BONNEVILLE 04 50 97 54 54	SAINT-BALDOPH 04 79 28 33 33	THONON 04 50 81 78 18
ANNECY 04 50 88 19 00	CLUSES 04 50 98 08 36	THÔNES 04 50 32 12 27	VIVIERS DU LAC 04 79 34 05 42
ANNEMASSE 04 56 49 31 01	ÉPAGNY 04 50 22 95 71	contact@dessavoie.cerfrance.fr www.cerfrance.fr	

CERFRANCE
accompagne au quotidien
plus de 15 000
artisans du bâtiment



Chaque Agence est Juridiquement et Financièrement Indépendante.

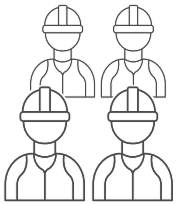
| EMPLACEMENTS COMMERCIAUX | FONDS DE COMMERCE | ENTREPÔTS - ATELIERS
| D.A.B. | IMMOBILIER D'ENTREPRISE | BUREAUX | INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS

AGENCE DU LAC | 04 50 87 00 22 | www.century21-adl-annemasse-commerces.com

21
CENTURY 21
Entreprise et Commerce

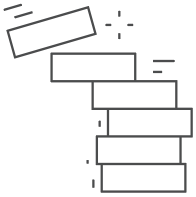
Annecy

C'est la commune qui a enregistré le plus de créations d'entreprises de BTP en Savoie Mont Blanc en 2020 (225 créations, soit 12,3 % du total). Chambéry est deuxième avec 104 créations (5,7 %).



84,8 %

C'est la proportion d'établissements employeurs privés du BTP de moins de 10 salariés en Savoie Mont Blanc en 2020. 8,8 % dénombrent entre 10 et 19 salariés, 5,1 % entre 20 et 49, et 1,3 % 50 ou plus.



131

C'est le nombre de défaillances d'entreprises dans le secteur de la construction au sein des deux Savoie au 2e trimestre 2021 (en cumulé sur un an) : 55 en Savoie (-40,9 % sur un an) et 76 en Haute-Savoie (-12,6 %).



1 962

C'est le nombre de créations d'entreprises dans le secteur de la construction en Savoie Mont Blanc au 3e trimestre 2021 (en cumulé sur 4 trimestres) : 748 en Savoie (+1,5 % sur un an) et 1 214 en Haute-Savoie (+12,9 %).

Sources : Banque de France, Cerc Auvergne-Rhône-Alpes, Insee



786

C'est le nombre d'établissements employeurs privés dans les travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment en Savoie Mont Blanc en 2020, dont 329 en Savoie et 457 en Haute-Savoie. Ils représentent 14,4 % de l'ensemble des établissements de la filière.

Source : Acoss-Urssaf

ÉTABLISSEMENTS DU BTP EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Établissements employeurs privés en 2020

Département	Nombre d'établissements	Promotion immobilière	Gros œuvre	Second œuvre	Travaux publics
Allier	1012	0,7 %	23,2 %	68,4 %	7,7 %
Ain	2416	1,4 %	26,6 %	64,9 %	7,2 %
Haute-Savoie	3353	3,3 %	25,7 %	62,7 %	8,3 %
Puy-de-Dôme	2186	1,7 %	25,7 %	64,4 %	8,2 %
Loire	2770	1,2 %	22,7 %	69,1 %	6,9 %
Rhône	6672	3,3 %	19,9 %	71,1 %	5,6 %
Savoie	2109	1,7 %	30,2 %	59,9 %	8,2 %
Isère	5019	2,1 %	30 %	61 %	6,9 %
Haute-Loire	848	0,5 %	27,2 %	62,3 %	10 %
Cantal	569	0,7 %	22,8 %	66,3 %	10,2 %
Ardèche	1218	0,4 %	35,2 %	53,6 %	10,8 %
Drôme	2116	1,5 %	34,2 %	56,5 %	7,8 %

Nombre d'établissements
- ≥ 5 000
- De 3 000 à 4 999
- De 1 000 à 2 999
- < 1 000

DYNAMISME. Le Cantal est le seul département de la région qui a perdu des établissements en 2020 (-1,7 %). Avec une progression de 2,6 % sur un an, la Haute-Savoie reste le troisième territoire le plus pourvu derrière le Rhône et l'Isère. La Savoie arrive en huitième position (+1,9 %).

Source : Acoss-Urssaf

TENDANCES GÉNÉRALES DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION

Entreprises en activité immatriculées au registre du commerce et des sociétés*

SAVOIE

5 195 entreprises
79,3 % par création
53,2 % de sociétés à responsabilité limitée

63 K€
de capital moyen

4 590 dirigeants
- **90,1 %** d'hommes / **9,9 %** de femmes
- **49,7 %** âgés entre 30 et 45 ans
- **87,2 %** d'origine française

HAUTE-SAVOIE

6 764 entreprises
80,5 % par création
47,5 % de sociétés à responsabilité limitée

42 K€
de capital moyen

8 367 dirigeants
- **88,5 %** d'hommes / **11,5 %** de femmes
- **45,5 %** âgés entre 30 et 45 ans
- **86,3 %** d'origine française

*Hors artisans exerçant à titre individuel et professions libérales.

Source : Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce - données au 18 novembre 2021

Un Assureur spécialiste des assurances construction

Courtier en Assurances, le cabinet Vigny Depierre est également premier agent général Allianz en France.

Créé à Annemasse en 1979, le cabinet compte plus de 80 salariés répartis sur neuf sites dont huit implantés en Haute-Savoie. *« Notre point fort, vous l'aurez compris, c'est la proximité!* explique Fabien Vighetto, Directeur général associé. *Nous avons fait le choix de ne travailler qu'avec des entreprises qui ont un centre de décision régional… Ayant créé le cabinet au moment de l'entrée en vigueur de la loi Spinetta (en 1978) – loi relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction – nous avons toujours travaillé la branche construction. Nous accompagnons aussi bien les entreprises du bâtiment, les promoteurs ainsi que l'ensemble des activités liées à l'ingénierie. »* Si aujourd'hui les professionnels représentent 45% du chiffre d'affaires de Vigny Depierre, plus de 50% sont des entreprises du secteur de la construction. *« Nous avons mis en place plusieurs pôles de compétences pour mieux accompagner nos clients, à savoir : un pôle "risques industriels", un pôle "protection sociale" et bien sûr un pôle "construction" qui gère l'ensemble des acteurs de l'immobilier. Chez Vigny Depierre, rien n'est délocalisé, tout est géré au niveau régional, y compris le service sinistres qui est chapeauté par un juriste. »* Notre équipe est totalement dédiée aux assurances construction. Nous pouvons ainsi répondre à l'ensemble des sollicitations Qu'il s'agisse de Polices de Chantier, de RC Décennale... Nous accompagnons tous les métiers de la construction dans leur développement.



«Notre point fort, c'est la proximité»

Fabien Vighetto, Directeur général associé de Vigny Depierre



«Mon équipe est à votre disposition afin de vous rencontrer pour faire un audit de votre poste assurance»

Eva Blanchet, Responsable du Pôle Construction.

VIGNY DEPIERRE ASSURANCES



VOTRE PARTENAIRE ASSUREUR CONSTRUCTION SUR LES 2 SAVOIE

N° Orias - 11 062 845 / 07 000 566 N° Finma 15404

20,7 Md€

C'est le montant de la commande publique alloué aux travaux en France en 2020 (-24,7 % sur un an). Le recul est plus important dans le renouvellement et la rénovation (12,1 milliards d'euros, soit -29,2 %) que dans le neuf (8,6 milliards d'euros, soit -17,3 %).

30,8 %

C'est la part du marché des travaux dans la commande publique en France en 2020, deuxième poste derrière les services (40,8 %) et devant les fournitures (16,1 %) et l'ingénierie (12,2 %). Elle était de 52,8 % en 2012.

11,8 Md€

C'est la commande de travaux des collectivités et de leurs groupements en France en 2020, en baisse de 34,4 % sur un an (contre 7 à 20 % pour les autres catégories d'acheteurs, hors opérateurs publics et établissements médico-sociaux).

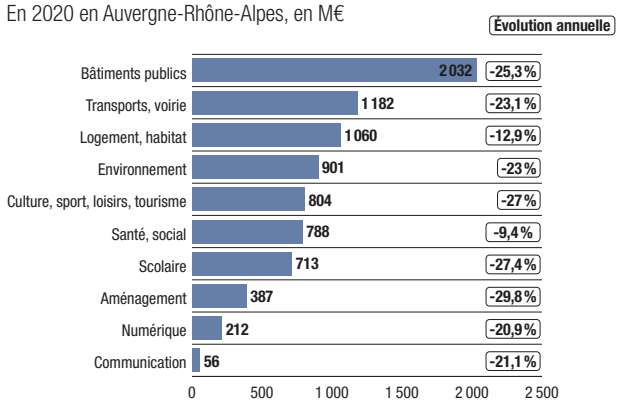
302 €/hab.

C'est le montant de la commande publique destiné aux bâtiments publics et aux aménagements en Auvergne-Rhône-Alpes en 2020, contre 324 euros par habitant en France. La région affiche la plus forte baisse (-26 % contre -20 % en moyenne).

Sources : AdCF, Banque des territoires

LA COMMANDE PUBLIQUE PAR DESTINATION

En 2020 en Auvergne-Rhône-Alpes, en M€

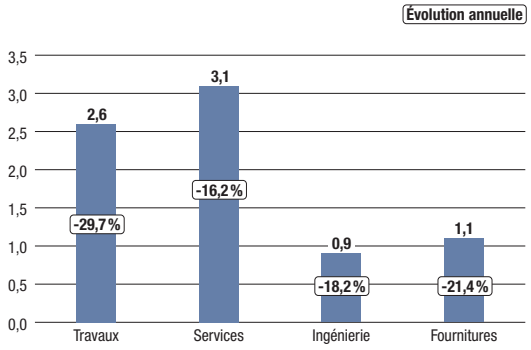


Sources : AdCF, Banque des Territoires

CRISE. Avec un quart des dépenses, les bâtiments publics sont la première destination de la commande publique en 2020. Tous les marchés sont en retrait par rapport à 2019, en raison de nombreuses perturbations : crise économique et sanitaire, élections locales et modification des seuils de la commande publique.

LA COMMANDE PUBLIQUE PAR NATURE

En 2020 en Auvergne-Rhône-Alpes, en Md€

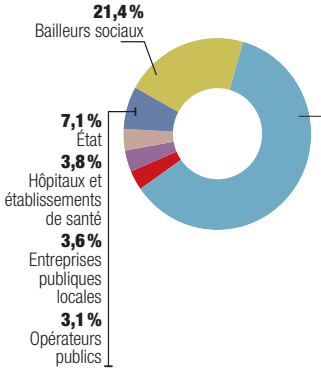


Sources : AdCF, Banque des Territoires

CHUTE. Toutes les natures de marché sont en baisse en 2020. La commande publique de travaux est la plus affectée avec un recul de près de 30 %. Sa part est passée de 37,4 % en 2019 à 33,8 % en 2020, au profit des services qui occupent désormais une place dominante (40,3 % du marché contre 37,4 % en 2019).

LE MARCHÉ DES TRAVAUX PAR CATÉGORIE D'ACHETEURS

En 2020 en Auvergne-Rhône-Alpes



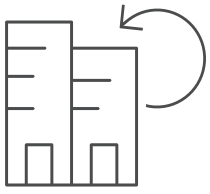
60,9 % Collectivités et groupements **dont :**

Communes	**50,9 %**
Intercommunalités à fiscalité propre	**19,9 %**
Départements	**13,4 %**
Syndicats intercommunaux	**11,4 %**
Région	**2,8 %**
Autres (SDIS, CCAS)	**1,6 %**

Sources : AdCF, Banque des Territoires

ACHATS. Avec 1,6 milliard d'euros dépensés sur le marché des travaux en 2020, les collectivités et leurs groupements restent les premiers acheteurs de la région, malgré une baisse de leur commande de 38,9 %. À l'inverse, les établissements médico-sociaux grimpent à la quatrième place avec une hausse de 47 % à 97 millions d'euros.

580



C'est le nombre de bâtiments de l'État qui doivent faire l'objet d'une rénovation énergétique en Auvergne-Rhône-Alpes dans le cadre du volet "Rénovation énergétique des bâtiments de l'État" de France Relance.

Sources : France Relance, Cerc Auvergne-Rhône-Alpes

RÉHABILITATION. Montant des opérations fin 2020 : 330,7 millions d'euros concentrés pour les deux tiers dans le Rhône et l'Isère. En Savoie Mont Blanc, 82 bâtiments sont concernés pour 29,8 millions d'euros (17,1 millions en Savoie et 12,7 millions en Haute-Savoie). Près de la moitié de l'enveloppe régionale est destinée aux bâtiments de l'enseignement supérieur et de la recherche (162,8 millions d'euros). À ce dispositif de relance via la commande publique s'ajoutent 38 millions d'euros de travaux alloués à une vingtaine de bâtiments dans le cadre de la rénovation du patrimoine culturel.

CHAMPION

LA QUALITÉ PROFESSIONNELLE

SOPPEC
LEBORGNE
BOSCH
fischer
TUBESCA-COMABI
spit fixez juste
HH workwear

ici Je sais que mon chantier va bien se passer.



E-shop

24h/24
7j/7

Demandez vos **login et mot de passe** et :

- **Visualisez** vos prix personnalisés
- **Consultez** les stocks en temps réel
- **Profitez** d'offres commerciales exclusives
- **Réalisez** et validez vos devis en ligne
- **Accédez** à une importante base technique
  guides de choix, vidéos, fiches de sécurité.
- **Trouvez** rapidement et facilement vos produits

Gagnez du temps avec

champion-direct.com

ALBERTVILLE • ANNECY • BONNEVILLE • CHAMONIX • THONON



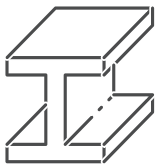
6

C'est, en millions de m³, la production cumulée de béton prêt à l'emploi en Auvergne-Rhône-Alpes à fin septembre 2021 (+12,6 % sur un an). La production sur 3 mois est toutefois en baisse par rapport à 2020 (-4,5 %) et 2019 (-1,3 %).



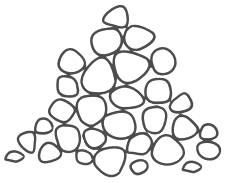
3e

Avec 788 523 m³ de béton prêt à l'emploi produits à fin septembre 2021, la Haute-Savoie est le 3e producteur de la région derrière le Rhône (1,3 million de m³) et l'Isère (861 173 m³). La Savoie est 5e (469 242 m³).



+40 à +50 %

C'est la flambée des prix de l'acier et de l'aluminium depuis l'automne 2020. Les professionnels déplorent également une hausse de 20 à 30 % sur le bois, de 40 % sur l'isolant polyuréthane et de 25 % sur la tôle.



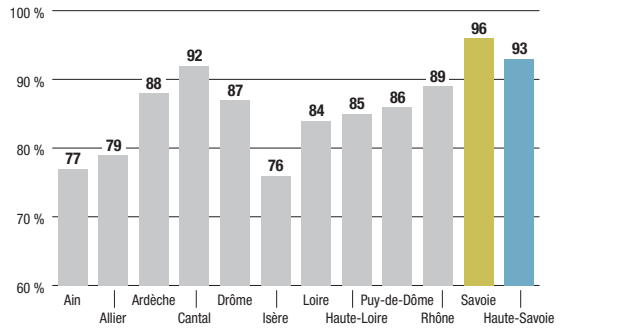
45,2

C'est, en millions de tonnes, la production cumulée de granulats en Auvergne-Rhône-Alpes à fin septembre 2021 (+9,2 % sur un an). Elle se replie néanmoins sur juillet-septembre (-9,3 %) et reste bien en-deçà du niveau d'avant-crise (-15 %).

Sources : Capeb, Cerc Auvergne-Rhône-Alpes, FFB, Unicem

DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT EN RÉGION

Artisans impactés au 2e trimestre 2021, en %

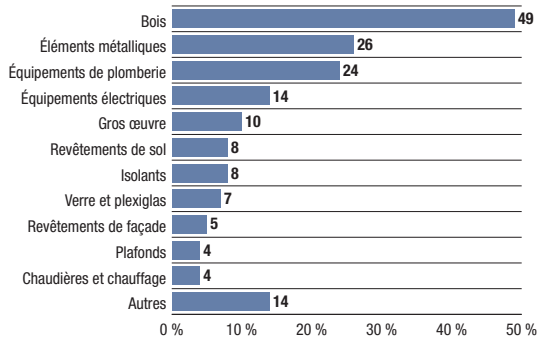


Source : Capeb Auvergne-Rhône-Alpes

PÉNURIE. Au deuxième trimestre 2021, 86 % des artisans de la région sont confrontés à des difficultés d'approvisionnement sous 0 à 6 mois. Si tous les départements sont impactés, trois se trouvent dans une situation critique avec plus de 90 % d'artisans touchés : la Savoie (96 %), la Haute-Savoie (93 %) et le Cantal (92 %).

DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT EN RÉGION

Par matériaux au 2e trimestre 2021, en %

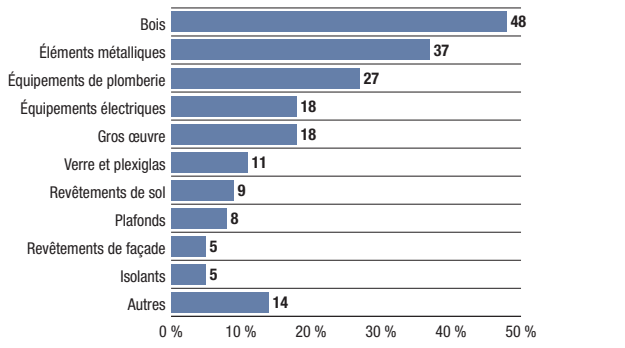


Source : Capeb Auvergne-Rhône-Alpes

MATIÈRES PREMIÈRES. Près de la moitié des artisans de la région constatent des difficultés d'approvisionnement en bois. Cette pénurie impacte directement les menuisiers et les charpentiers : respectivement 79 % et 70 % d'entre eux rencontrent des difficultés à se fournir. Conséquence : 83 % des artisans font face à des retards de chantier, 10 % à des refus et 9 % à des annulations.

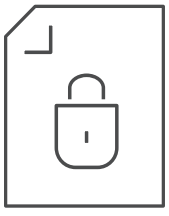
MATÉRIAUX IMPACTÉS PAR LA HAUSSE DES PRIX

Au 2e trimestre 2021 en Auvergne-Rhône-Alpes, en %



Source : Capeb Auvergne-Rhône-Alpes

RÉPERCUSSIONS. La flambée des prix impacte directement les matériaux pénuriques (bois, éléments métalliques et équipement de plomberie en tête). Elle a des répercussions sur le chiffre d'affaires et la marge des artisans : 46 % des professionnels de la région soulignent un impact important voire très important sur leur chiffre d'affaires et près de 50 % voient leurs marges reculer.



82 %

C'est la part des artisans du bâtiment de la région qui mettent en place une clause de révision systématique dans leur devis afin de se couvrir contre les hausses de prix des matériaux parfois incontrôlables.

Source : Capeb Auvergne-Rhône-Alpes

DEVIS. 71 % des artisans voient un impact direct de ces hausses sur les devis établis auprès de leurs clients et 62 % baissent la durée de validité de leurs devis afin d'être plus proche des fluctuations tarifaires. Si 37 % d'entre eux préfèrent réduire leurs marges pour éviter d'augmenter le devis initial, plus d'un tiers répercutent la hausse des coûts directement sur le prix des prestations et 29 % choisissent une solution hydride, répercutant cette charge à la fois sur leurs clients et leurs marges.

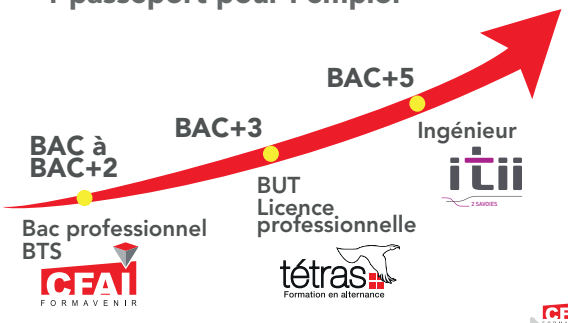
Pôle formation HAUTE-SAVOIE

TECHNOLOGIE INDUSTRIE TERTIAIRE

Valorisons vos compétences !

Formation en alternance

1 diplôme + 1 métier
+ 1 expérience professionnelle
= 1 passeport pour l'emploi



Conception et production industrielle | Maintenance | Electrotechnique | Automatisme, robotique | Logistique | Qualité, hygiène, sécurité, environnement | Bâtiment | Energétique, domotique | Commerce, administration, RH |



Formation en continue

La formation continue pour les salariés, demandeurs d'emploi, personnes en reconversion...

AFPI HAUTE-SAVOIE | tétras Formation en alternance | itii 2 SAVOIES

Formations qualifiantes, certifiantes (CQPM, CCPI) et diplômantes (Licence Pro, diplôme d'ingénieur)

Production industrielle, soudage | Maintenance électrotechnique, automatisme | Performance industrielle | QHSE | Bâtiment et énergie | Bureautique | Management, communication, RH, comptabilité, gestion administrative

www.poleformationhautesavoie.com

PAILLARDET

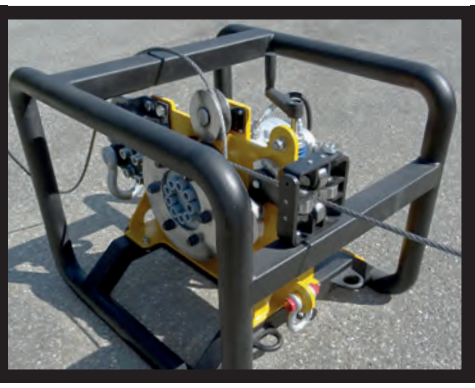
du sur-mesure pour vos projets

Systèmes de levage par câble





POUR COMPLÉTER LE SUR MESURE, NOUS PROPOSONS DE LA LOCATION



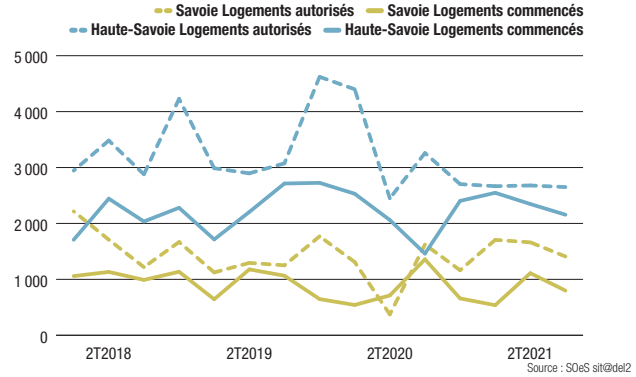
CONCEPTION, FABRICATION DE **TREUILS** ET **SYSTEMES DE LEVAGE**

PAILLARDET SAS
1526 route Porte de Tarentaise / 73790 TOURS EN SAVOIE
Tél. 04 79 31 00 40 - Fax. 04 79 89 60 80 / infos@paillardet.com / www.paillardet

MADE IN FRANCE FABRICATION FRANÇAISE

ÉVOLUTION DE LA CONSTRUCTION NEUVE DE LOGEMENTS

En nombre

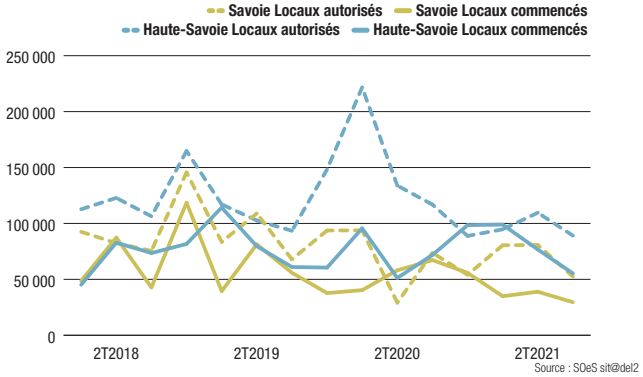


Source : SOeS sit@del2

CONTRASTE. Si les autorisations de logements ont repris sur les trois premiers trimestres de 2021 en Savoie (+44,5 % par rapport à 2020), les mises en chantier ont reculé de 6,3 % sur la période. La situation est inversée en Haute-Savoie avec une baisse des autorisations de 20,9 % et une progression des logements commencés de 16,5 %.

ÉVOLUTION DE LA CONSTRUCTION NEUVE DE LOCAUX

Surface plancher en m²

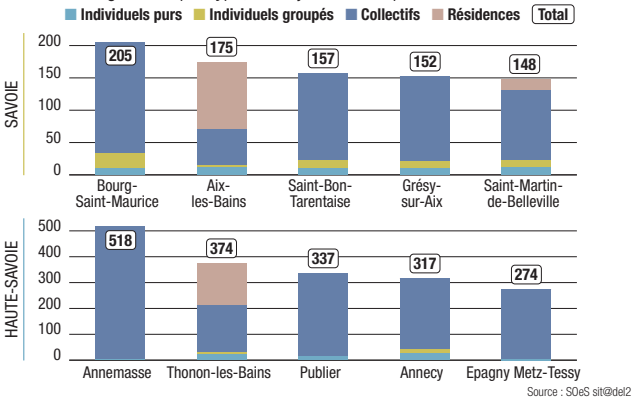


Source : SOeS sit@del2

CONTRAIRE. Après s'être fortement contractées en 2020, les autorisations de locaux en Savoie ont progressé de 8,6 % sur les 9 premiers mois de 2021. En revanche, les mises en chantier ont fléchi de 37,6 %. À l'instar des logements, la situation s'inverse en Haute-Savoie avec un recul des autorisations de 37,9 % et une hausse des mises en chantier de 5,6 %.

COMMUNES AYANT ENREGISTRÉ LE PLUS DE CONSTRUCTIONS

Nombre de logements par type, entre janvier et septembre 2021

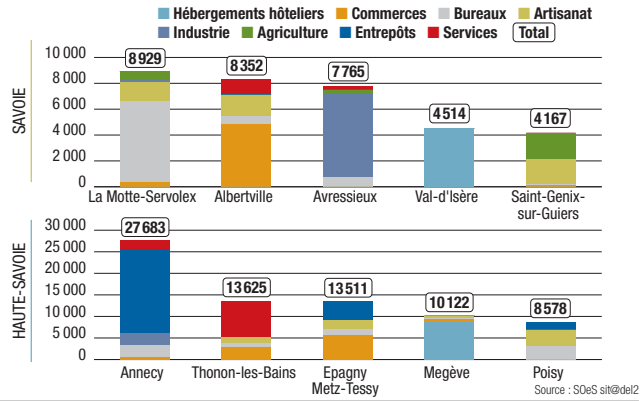


Source : SOeS sit@del2

PALMARÈS. Annemasse, Thonon-les-Bains et Publier sont les communes qui ont enregistré le plus de constructions de logements sur les trois premiers trimestres de 2021. Annecy arrive quatrième avec un recul de 72,4 % de ses mises en chantier par rapport à la même période en 2020 (-831 sorties de terre).

COMMUNES AYANT ENREGISTRÉ LE PLUS DE CONSTRUCTIONS

Surface de locaux par type, entre janvier et septembre 2021

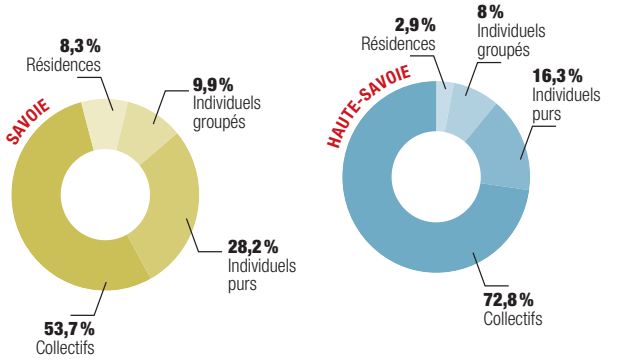


Source : SOeS sit@del2

EN TÊTE. Annecy figure en tête du classement avec 27 683 m² de locaux commencés entre janvier et septembre 2021. Elle concentre plus du quart des constructions de ce Top 10 et 8,3 % du total des deux Savoie. Elle est suivie par Thonon-les-Bains, qui recense près de 10 150 m² supplémentaires par rapport à 2020.

LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS EN SAVOIE MONT BLANC

De janvier à septembre 2021, par type

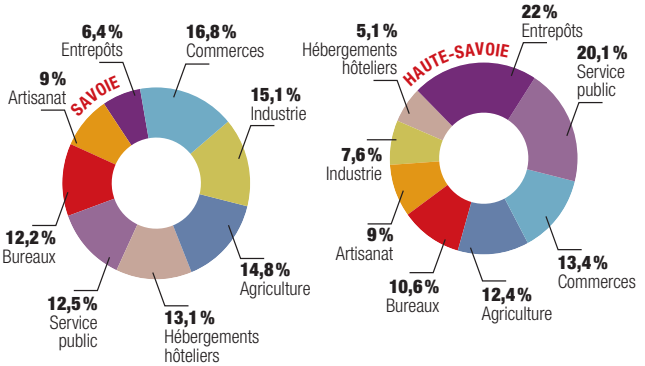


Source : SOeS sit@del2

ÉVOLUTION. Si les logements collectifs représentent plus de deux logements commencés sur trois en Savoie Mont Blanc entre janvier et septembre 2021, leur part a fléchi de 6,2 points sur un an en Savoie (-250 mises en chantier), alors qu'elle a progressé de 8,6 points en Haute-Savoie (+1 245).

LA CONSTRUCTION DE LOCAUX EN SAVOIE MONT BLANC

De janvier à septembre 2021, par type



Source : SOeS sit@del2

ENTREPÔTS. Entre janvier et septembre 2021, les entrepôts deviennent le premier type de local mis en chantier en Haute-Savoie avec 35 258 m² supplémentaires par rapport à 2020, alors qu'ils chutent à la dernière position en Savoie (-16 724 m²).



Ford Garage du Lac

GROUPE MAURIN
www.groupe-maurin.com

ANNECY
140 avenue d'Aix-les-Bains
74600 Seynod
04 50 69 15 04

ANNEMASSE
2 allée du Mousseron des Prés
74100 Ville-la-Grand
04 50 95 21 50

SALLANCHES
2061 avenue André Lasquin
74700 Sallanches
04 50 58 14 44

THONON
7 route Impériale
74200 Anthy-sur-Léman
04 50 71 31 50

CHAMBÉRY
ZI la Françon
73420 Voglans
04 79 54 46 69

PAYS DE GEX
RN, 5 chemin la Vie Haute
01170 Ségny
04 50 99 10 20

ALBERTVILLE
1 route de Grignon
73200 Albertville
04 79 32 04 98



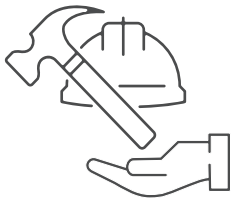
3585

C'est le nombre de salariés du BTP qui travaillent dans la commune d'Annecy en 2020, soit 18,6 % des effectifs de la filière en Haute-Savoie. Chambéry en accueille 1 219 (9,3 % des effectifs de la filière en Savoie).



+69,1 %

C'est la croissance annuelle du nombre d'intérimaires dans le secteur de la construction en Savoie fin juin 2021 pour atteindre 1 596 équivalents temps plein. La Haute-Savoie affiche une hausse de 60,3 % (2 262 intérimaires).



-33,6 %

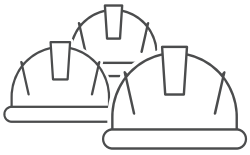
C'est la chute annuelle du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A dans le secteur de la construction en Savoie au 2e trimestre 2021 à 1 730 personnes. La baisse est de 29 % en Haute-Savoie (3 123 demandeurs d'emploi).



3933

C'est le nombre de salariés du BTP concernés par un départ à la retraite en Savoie Mont Blanc en 2020 : 1 624 en Savoie (+1,8 % sur un an) et 2 309 en Haute-Savoie (+9 %). Les métiers de production (60,8 %) et les hommes (81,7 %) sont les plus touchés.

Sources : Acoss-Urssaf, Cerc Auvergne-Rhône-Alpes, Dares, Observatoire des métiers du BTP, Pôle emploi



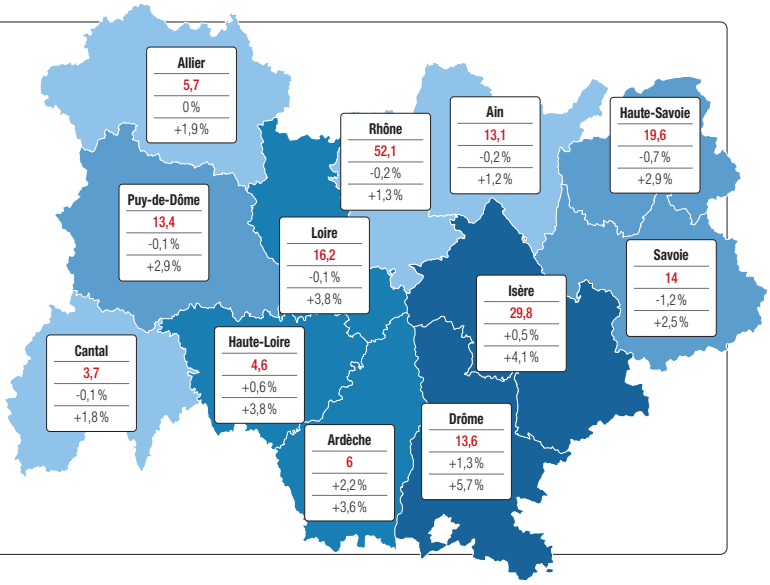
37,3 %

C'est la part des salariés du BTP qui travaillent dans un établissement privé de moins de 10 salariés en Savoie Mont Blanc en 2020. Les entités de 10 à 19 salariés regroupent 19,7 % des effectifs ; celles de 20 à 49, 25,2 % ; celles de 50 ou plus, 17,8 %.

Source : Acoss-Urssaf

EMPLOIS SALARIÉS PRIVÉS EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

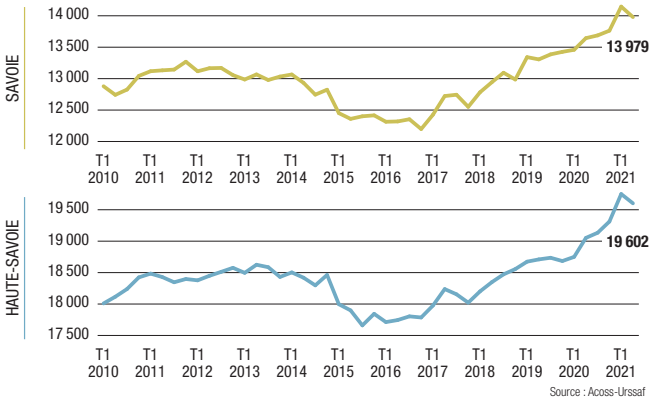
Au 2e trimestre 2021



Source : Acoss-Urssaf

PROGRESSION. Les effectifs salariés privés dans le secteur de la construction en Auvergne-Rhône-Alpes ont progressé de 2,7 % sur un an pour atteindre 191 832 salariés. Ils dépassent nettement leur niveau d'avant-crise (+4 %) avec 7 381 postes créés depuis fin décembre 2019.

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ DANS LE BTP



Source : Acoss-Urssaf

RECORD. L'emploi salarié privé dans le BTP en Savoie Mont Blanc a atteint un niveau record au premier trimestre 2021 avec 14 146 salariés en Savoie et 19 750 en Haute-Savoie. Il s'agit des plus hauts niveaux jamais enregistrés depuis le début du recensement en 1998.

L'ACTIVITÉ PARTIELLE EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

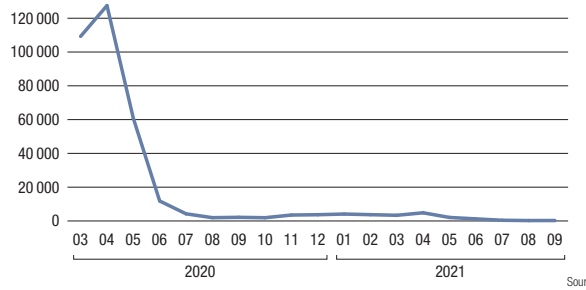
Demandes d'indemnisation au 30 septembre 2021

255 salariés concernés

17 715 heures chômées

138 760 € d'indemnisation

Évolution mensuelle



Source : Dares

BILAN. En septembre 2021, 255 salariés du BTP ont bénéficié de l'activité partielle en région, soit une hausse de 8,5 % par rapport au mois d'août (plus bas niveau enregistré depuis le début de la crise) mais une baisse de près de 100 % depuis le pic à 127 485 relevé en avril 2020 (premier confinement).

JUSQU'A 20% DE REMISE*

* -20% uniquement sur les cheminées et les foyers.

CHEMINEES POELES INSERTS
SEGUIN
CHEMINEES & POELES

LES JOURNEES | VOLCANIQUES

Du 10 février au 12 mars 2022






David Desgranges
CHEMINEES ARTISANALES

Tél 04 50 78 04 05
12 avenue des Alpes - 74300 CLUSES

www.cheminee74.fr
cheminees-desgranges-david@orange.fr
www.seguin-cluses.com

La Flamme de vos envies D&D

Tél 04 50 91 15 32
32 Galerie Commerciale Alpina - 74400 CHAMONIX

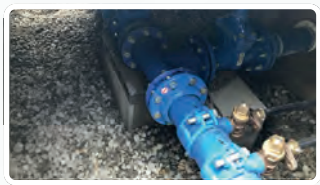
PIAZZETTA · WIKING · VERMONT CASTINGS · LOHBERGER · ORTAL YOUR LIFE. YOUR FIRE · HWAM intelligent heat · SEGUIN POELES & CHEMINEES



VERDIS
ÉTUDES D'AMÉNAGEMENT
V.R.D. / COORDINATION







Ensemble, construisons vos projets

BUREAU D'ÉTUDES • MAÎTRISE D'ŒUVRE
TOPOGRAPHIE • AMÉNAGEMENT URBAINS
VOIRIE RÉSEAUX SECS ET HUMIDES - DIVERS
LOTISSEMENT • AUTORISATIONS D'URBANISME
PRESTATIONS DRÔNE • GÉORÉFÉRENCEMENT & DÉTECTION

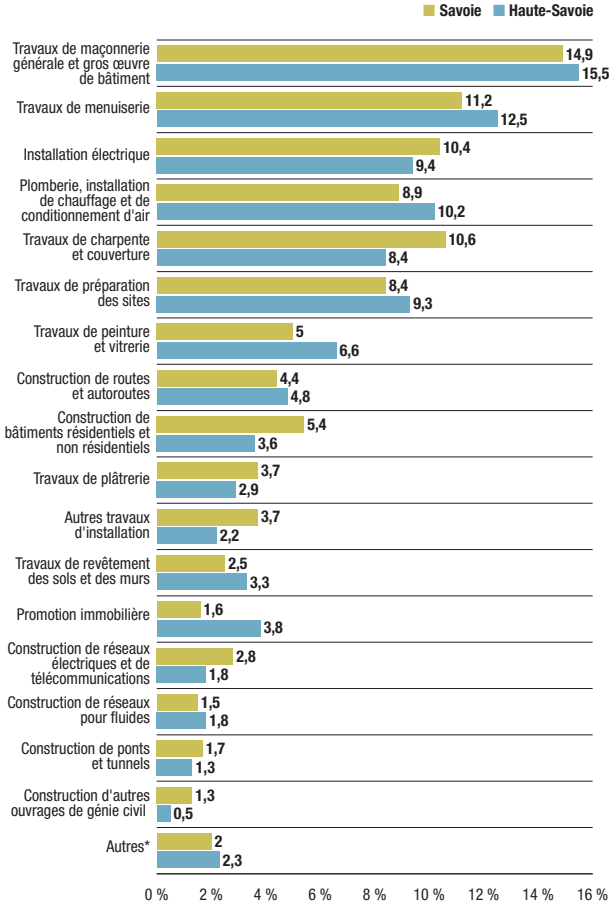
58 chemin de la Ficologne
73190 Saint Baldoph
04 79 28 31 62 - www.verdis.fr

FNEDRE · Chambre Syndicale Nationale des Géomètres Topographes

© AdobeStock - shintartanya & Verdis

RÉPARTITION DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ

En 2020, en %



* Travaux de démolition, forages et sondages, autres travaux de finition et de construction spécialisés, location avec opérateur de matériel de construction.

Source : Acoss-Urssaf

SPÉCIALITÉS. La maçonnerie reste l'activité la plus représentée dans l'emploi salarié du BTP en Savoie Mont Blanc en 2020. La peinture, la plomberie et la menuiserie sont surreprésentées en Haute-Savoie, contre la couverture, la construction de bâtiments et l'électricité en Savoie.



69,7 %

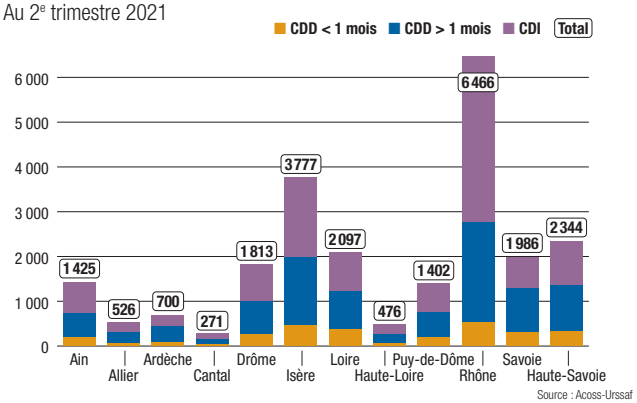
C'est la part de projets de recrutement dans le secteur de la construction en Auvergne-Rhône-Alpes jugés difficiles en 2021.

Source : Pôle emploi

RESSOURCES HUMAINES. C'est le secteur d'activité le plus touché. Avec un taux de 84,5 %, le Cantal est le département qui présente les plus grandes difficultés de recrutement dans la région. Si la Haute-Savoie est 5e (72,6 %) et la Savoie 10e (66,5 %), le taux dépasse 80 % dans les bassins de Chambéry, de la vallée de l'Arve et du Genevois français, tandis qu'il oscille entre 56 % et 60 % dans les bassins de la Maurienne, de la Tarentaise et du Chablais. Le bassin annécien affiche quant à lui un taux de 69,1 %.

DÉCLARATIONS D'EMBAUCHE HORS INTÉRIM

Au 2e trimestre 2021

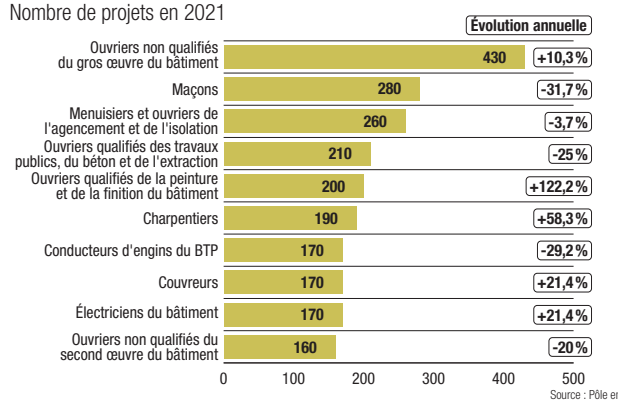


Source : Acoss-Urssaf

REPRISE. Le nombre d'embauches dans le BTP a progressé de 38,5 % en Auvergne-Rhône-Alpes entre le deuxième trimestre 2020 et le trimestre correspondant de 2021. Les plus fortes hausses concernent la Loire (+58,4 %), l'Ain (+53,9 %) et le Rhône (+49 %). Elles plafonnent à +8,4 % en Savoie et à +10,5 % en Haute-Savoie.

TOP 10 DES PROJETS DE RECRUTEMENT EN SAVOIE

Nombre de projets en 2021

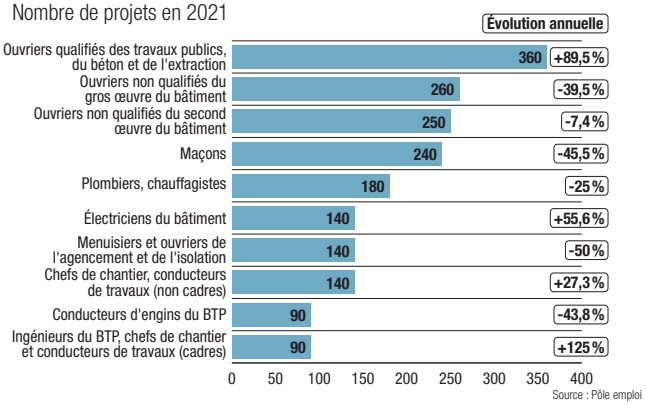


Source : Pôle emploi

RALENTISSEMENT. Malgré un recul annuel du nombre de projets de recrutement dans le BTP de 5,7 % (3 160 projets), la Savoie est le 3e département de la région ayant la plus forte demande derrière le Rhône (6 390) et l'Isère (4 930). La Tarentaise reste le bassin le plus dynamique (1 780), suivi de Chambéry (1 010) et de la Maurienne (370).

TOP 10 DES PROJETS DE RECRUTEMENT EN HAUTE-SAVOIE

Nombre de projets en 2021



Source : Pôle emploi

CONTRACTION. La Haute-Savoie a enregistré 2 590 projets de recrutement dans le BTP en 2021, soit 18,6 % de moins qu'en 2020. Elle se situe 4e à l'échelle régionale. Le bassin annécien reste le plus dynamique (1 230 projets), devant la vallée de l'Arve et le Genevois français (520 chacun). Le Chablais en compte 320.

Recrutement CDI-CDD • Intérim • Alternance • Évaluation • Formation



Manpower France - RCS Nanterre C 429 965 297 - [illegible] 2017

Pour vous accompagner au quotidien et répondre à tous vos défis RH

Référence Intérim

Pour vos besoins de flexibilité :

- un savoir-faire historique et une connaissance approfondie de votre bassin d'emploi grâce à **600 agences en France**,
- **un réseau d'experts** qui vous apporte des solutions adaptées pour vous garantir fiabilité et réactivité.

Conseil Recrutement

Pour vos besoins en recrutement permanent :

- **16 000 recrutements en CDI-CDD** en 2017,
- **250 consultants spécialisés** par secteur d'activité ou métiers,
- **70 cabinets de recrutement**.

Suivez notre actualité sur

Manpower®



Jongler avec les effets covid

ALORS QU'IL CONNAÎT UNE DEMANDE HAUSSIÈRE, LE SECTEUR DU BÂTIMENT DOIT COMPOSER, ENTRE FOURNITURES CHÈRES ET PERSONNELS RARES.

Par Raphaël Sandraz

C'est un effet boomerang de la crise sanitaire et économique qui a figé l'outil productif mondial : le bâtiment profite de la reprise constatée depuis la fin des confinements. « *Mais il est difficile de se réjouir pleinement de l'embellie du niveau d'activité alors que l'augmentation de 30 à 80 % des prix sur l'acier, le plastique, le cuivre, l'aluminium, le bois ou la peinture ne permet plus aux entreprises artisanales d'assurer leurs chantiers* » s'inquiète l'entrepreneur en peinture savoyard, Dominique Guiseppin, président de la Capeb (Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment) Auvergne Rhône Alpes.

C'est clairement un comble. Interrogés mi-2021 par le réseau régional des Capeb, 52 % des chefs d'entreprise observent un bon, sinon un très bon niveau d'activité. Les carnets de commandes se sont améliorés durant l'été, apportant une visibilité supérieure à trois mois pour six artisans sur dix. Néanmoins, les marges tendent à se dégrader au fil des trimestres.

UNE RENTABILITÉ EN BAISSE

Fin juillet 2021, la moitié des entreprises adhérentes à la Capeb évoquait une baisse de rentabilité proche de 15 % par rapport au trimestre précédent. En cause : la hausse du prix et la pénurie de matières premières qui se sont durablement installées après l'arrêt des unités de production dans le monde.

« *Outre des hausses de 70 % sur le bois transformé ou de 77 % sur le cuivre, les pénuries et des délais de fourniture qui se comptent désormais en mois engendrent des effets en cascade entre les corps de métiers* » analyse Anne Jeannolin, vice-présidente de la Capeb de Savoie et charpentier-couvreur. « *Faute de motorisation pour achever les installations électriques, de solvants pour terminer les peintures, de PVC pour la plomberie, les chantiers se bloquent* » poursuit la dirigeante. Conséquence : les trésoreries des entreprises du bâtiment ont été sollicitées pour absorber la hausse des matières premières. Signés avant crise, les devis ont figé des valeurs que les tensions apparues sur l'approvisionnement ont fait exploser.

Du coup, les entrepreneurs du BTP se sont pressés de réétudier leur stratégie commerciale. Un tiers des artisans a répercuté la hausse des prix sur les devis réalisés auprès des particuliers, 37 % ont préféré réduire leurs marges pour maintenir les termes initiaux des accords et 29 % ont opté pour une alternative hybride en répercutant les hausses en partie sur la facturation clientèle et en partie sur les marges. Dans le même temps, huit artisans sur dix ont instauré

UN SECTEUR TOUJOURS ATTRACTIF

L'artisanat continue d'attirer avec une croissance sur les cinq dernières années de 30 % d'entreprises, en Haute-Savoie, soit 22 700 à fin 2020 (+1 800 sur l'année) et 15 400 en Savoie. La place des femmes représente 27 % en moyenne parmi les 25 300 chefs d'entreprises haut-savoyards et les 17 000 dirigeants savoyards. Le bâtiment reste le premier des secteurs avec 8 630 ressortissants en 74 et 6 310 en 73. En Savoie et Haute-Savoie, 74 % des établissements du BTP ne comptent pas de salarié.

© Unkas Photo - stock.adobe.com

cette année une clause de révision systématique dans leur devis afin de se prémunir de hausses de prix incontrôlables. Six sur dix ont réduit la durée de validité de leurs chiffrages à une semaine tant l'envolée des prix se compte en jours. *« Trois précisément,* explique Gérard Alborini, le président de la Capeb 74. *D'ailleurs, nos fournisseurs ne s'engagent guère davantage »*.

GEL DES PÉNALITÉS

Sur les marchés publics, mêmes écueils, les pénalités de retard en prime. Pour y remédier, les syndicats patronaux ont négocié, mi-mai, un gel desdites pénalités en cas de retard lié au manque de fourniture, une révision des délais et, dans la mesure du possible, une actualisation des prix. Le 15 juin 2021, un comité de crise a poursuivi cette démarche en s'attachant notamment à détecter les abus d'augmentation. C'est dans ce contexte que le secteur du BTP des Savoie a également dû s'ajuster au climat municipal après que les élus arrivés aux affaires en mars et juin 2020 ont, soit soldé prestement les restes



à faire, soit *« traité en priorité les problématiques liées au covid et limité les investissements, jusqu'à ce que les plans de relance réactivent les commandes »* observe Anne Jeannolin. À l'aube de l'élection présidentielle, l'inquiétude est moindre. *« Les efforts des Départements et de la Région en soutien à nos entreprises ont joué à plein »* apprécie René Chevallier, président du Syndicat général du BTP 73. *« La commande publique ne devrait pas être trop impactée »* pressent, lui aussi, Gérard Alborini. ❙

> Les métiers de l'artisanat évoluent avec une charge administrative amplifiée par la multiplication des certifications et de certaines procédures de contrôle.



LE CASSE-TÊTE DES RH

Entre la nécessité de remobiliser leurs salariés et de promouvoir le travail après de longues périodes d'inactivité, les difficultés de recrutement sont en forte hausse. *« Et la main-d'œuvre étrangère qui représente près de 35 % de l'emploi du BTP dans notre département se fait de plus en plus rare en raison du durcissement des conditions de voyage »*, rappelle René Chevallier, président du Syndicat général du BTP Savoie. Selon la CCI AuRA, 41 % des PME-TPE sont impactées au cours du premier trimestre 2021. Gérard Alborini, le président de la Capeb 74, confirme : *« des tensions existent sur la main-d'œuvre en Haute-Savoie, avec des salariés pas toujours très qualifiés mais des salaires importants sous l'effet de la proximité avec la Suisse »*. Il estime que *« les entreprises doivent être toujours plus attractives et innovantes afin d'offrir à leurs collaborateurs un réel projet de vie »*. Alors que 27 % des TPE-PME comptent accroître leur effectif permanent au cours du second semestre, après la création de 500 emplois dans la construction en Savoie entre décembre 2019 et juin 2021 (selon l'agence AuRA Entreprises Savoie), l'apport de compétences s'incarne aussi dans la formation. *« L'apprentissage dans nos filières augmente ses effectifs de 20 % en 2020 »*, constate Gérard Alborini. *« Nous devons mettre l'accent sur l'attractivité de nos métiers, en direction des jeunes et des personnes en reconversion »* ajoute Florence Thimon, directrice de la Fédération BTP Savoie. Une campagne nationale sera d'ailleurs lancée en ce sens à la fin du premier trimestre 2022.

R.S.

LA CONSTRUCTION APPELÉE À RÉDUIRE SON IMPACT ÉCOLOGIQUE

EN VIGUEUR DEPUIS LE 1er JANVIER 2022, LA RÉGLEMENTATION ENVIRONNEMENTALE (RE2020) IMPACTE LA FILIÈRE DU BÂTIMENT DEPUIS LE 1er JANVIER 2022.

Destinée à réduire les émissions de gaz à effet de serre pour répondre aux attentes de l'Accord de Paris, la Règlementation environnementale 2020 (RE2020) est entrée en vigueur le 1er janvier 2022. Après des années de gestation et de négociations, elle s'applique aux permis de construire déposés pour les bâtiments (ou parties de bâtiments) d'habitation, de bureaux et d'enseignements. Suivront progressivement, toutes les autres constructions qui devront se soumettre à cette politique incluant l'analyse du cycle de vie (ACV) et le "poids carbone" d'un bâtiment neuf, l'économie d'énergie et une consommation d'énergie décarbonée ainsi que le confort d'été afin de lutter contre les épisodes caniculaires.

« Au sortir de la période de crise sanitaire, la RE 2020 va constituer dans les prochains mois un levier important de relance de l'activité pour le secteur du bâtiment. Il convient de s'en emparer dès à présent » analyse Florence Thimon, secrétaire générale de la Fédération du BTP Savoie.

Pour accompagner l'émergence de nouvelles façons de travailler et de compétences qu'implique notamment le critère carbone, la Fédération française du bâtiment (FFB) met en place, avec l'aide des unions et syndicats de métiers, des actions de sensibilisation et d'information à l'intention de ses adhérents. Une démarche bien venue, selon Anne Jeannolin, vice-présidente de la Capeb 73, malgré la *« complexité et la lourdeur administratives »* alors que se profilent des audits destinés à traquer l'éco-délinquance dans la rénovation énergétique. Jugée complémentaire aux marchés de la rénovation énergétique, *« notamment en stations où les parcs constituent un réel potentiel »* analyse René Chevallier, cette RE 2020 laisse au président du syndicat général du BTP Savoie, le sentiment d'une *« suite logique des efforts répartis sur toute la chaîne de construction »*. En revanche, la mesure devrait à coup sûr surenchérir le prix du mètre carré construit. ❙R.S.

© Rawpixel.com - stock.adobe.com • © BTP73

LES TRAVAUX PUBLICS AVANCENT AVEC PRUDENCE

LES ENTREPRISES DES TRAVAUX PUBLICS AFFICHENT DE BONS CARNETS DE COMMANDES MAIS LA CONJONCTURE POURRAIT DÉSTABILISER LES PLUS PETITES.

Par Raphaël Sandraz



Olivier Aubert s'avoue vigilant. « *La généralisation du télétravail a fait apparaître des hoquets dans la gestion administrative de nos dossiers* ». Le président de la Fédération du BTP de Haute-Savoie redoute que ce « *ralentissement administratif covid* » pénalise ses adhérents. En Savoie, la fédération BTP a embauché une juriste supplémentaire pour répondre à la demande exponentielle de ses membres. « *Nous recrutons aussi un chargé de développement* », confie Florence Thimon, à la tête d'une équipe de six permanents à la Fédération BTP de Savoie. L'enjeu est d'anticiper l'avenir car, après des hausses sur les coûts de fournitures et des délais d'approvisionnement, le secteur doit s'ajuster au ralentissement observé dès cet été.

MOINS DE LOGEMENTS, MOINS DE TERRASSEMENTS

Sur trois mois à fin août 2021, les travaux réalisés ont augmenté de 1,4%; mais sur un an (à fin août 2021), les marchés conclus ont baissé de 4,6%, note la Caisse intempéries BTP (CIBTP) Rhône Alpes Auvergne.

La baisse des logements autorisés de 16,9% sur les Savoie (Région : +6,7% et France : +14%) confirme la tendance « *Du 16 juin 2020, date de l'élection du nouveau maire d'Annecy, au 10 mars 2021, 24 permis de construire représentant 1270 logements dont 420 locatifs sociaux ont été annulés* » confirmait en octobre 2021 Olivier Aubert.

TRÉSORERIES FRAGILISÉES

Globalement, ces effacements de commandes pourraient fragiliser les trésoreries des petites entreprises de travaux publics à l'heure où les prêts garantis par l'État mobilisés en 2020 appellent leurs premiers remboursements, début 2022. René Chevallier, le président du Syndicat général du BTP de Savoie, perçoit deux autres gros blocs à intégrer aux chantiers à venir. Le premier concerne la hausse des carburants et des énergies nécessaires au fonctionnement des engins de terrassement, la seconde est plus environnementale. « *Un nombre croissant de maires signe des permis de construire sans prévoir des espaces de stockage pour les agrégats. Ces complications surenchérissent les travaux et les prix de traitement des déchets* », précise-t-il. Des agrégats, le creusement du Lyon Turin va continuer d'en produire puisque Telt (Tunnel Euralpin Lyon Turin) a attribué, en juillet 2021, une enveloppe de 3,3 milliards d'euros de marchés pour le creusement du tunnel franco-italien. ▮

> Le chiffre d'affaires annuel des travaux publics s'élève, en Auvergne Rhône-Alpes, à 6 milliards d'euros.

ABC 73 REGROUPE LES ACTEURS DE LA CONSTRUCTION

Interrogatifs face à une commande publique pauvre selon les prévisions, notamment en montagne, les acteurs savoyards de la construction ont créé, fin octobre 2021, l'Association Bâtiment Construction Savoie. Réunissant la Fédération BTP Savoie, la Fédération des promoteurs immobiliers Alpes, l'entreprise publique locale Cristal Habitat, l'Opac de la Savoie, l'ordre des architectes, l'Union syndicale des architectes et la fédération Cinov des métiers du conseil, de l'ingénierie et du numérique, ABC 73 entend pérenniser les chantiers de construction de logements sur le territoire, tout en améliorant la qualité constructive et l'attractivité des professions. L'association veut lutter contre la raréfaction de l'offre foncière et les difficultés d'acceptation de densification par les populations. La concentration du bâti, actée dans les plans locaux d'urbanisme pour limiter l'artificialisation des sols, est en effet parfois remise en question par des municipalités nouvellement élues.



© GDM photo and video - stock.adobe.com • © romul014 - stock.adobe.com



PALMYRIMMO

PROMOTEUR & CONSTRUCTEUR

La confiance **se construit** dans la durée

Depuis 1983, Palmyrimmo s'est imposée comme une référence régionale dans la promotion et la construction immobilière. Que ce soit pour le logement, l'industrie ou les bureaux et commerces, nous définissons et construisons avec vous vos futurs espaces.



PROMOTION

Créer des programmes immobiliers à forte valeur ajoutée - logements résidentiels et bâtiments tertiaires



CONSTRUCTION

Réaliser tous types de bâtiments avec une expertise de contractant général depuis 1983



AMÉNAGEMENT

Optimiser le cadre professionnel avec ergonomie, créativité et professionnalisme

La signature de l'immobilier au cœur du sillon alpin

Palmyrimmo • SAS COREB
395 avenue des Massettes, Immeuble Le Galien
73190 Challes-les-Eaux
04 79 68 34 35
contact@palmyrimmo.com

www.**palmyrimmo**.com

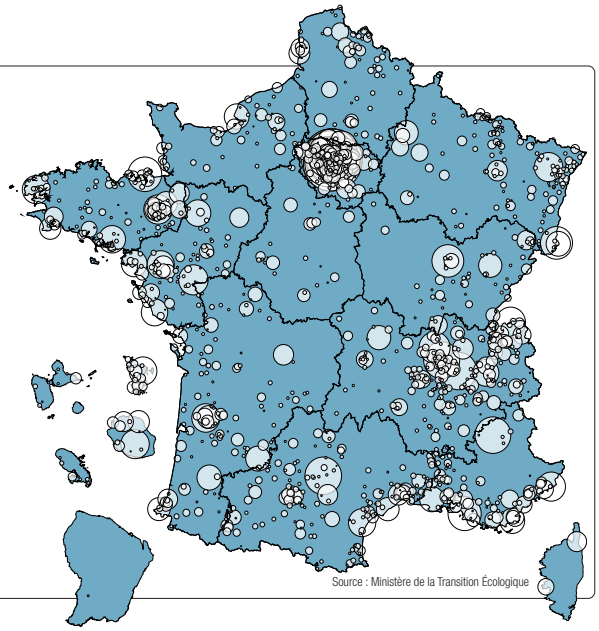
Palmyrimmo 2019 - RCS CHAMBERY 478 009 608 - **2H+M**LINK

AIDES À LA RELANCE DE LA CONSTRUCTION DURABLE

En 2021

Montant des aides accordées (€)

3 850 300
2 000 000
500 000



Source : Ministère de la Transition Écologique

ACCOMPAGNEMENT. Dans le cadre du plan France Relance, le gouvernement a mis en place une aide à la relance de la construction durable en faveur de la production de logements et de la lutte contre l'artificialisation des sols. Ce sont ainsi près de 142 millions d'euros d'aides qui seront versés à 1 288 communes pour les accompagner dans leur effort de construction de logements, en contribuant au financement des équipements publics et infrastructures favorables à l'accueil de nouveaux ménages et à l'amélioration du cadre de vie.

209



C'est le nombre de communes d'Auvergne-Rhône-Alpes bénéficiaires d'une aide de 1 000 euros au moins dans le cadre du plan France Relance, pour un montant global de 17,8 millions d'euros. Elles sont 53 en Savoie Mont Blanc pour une enveloppe de 5,5 millions d'euros, Thonon-les-Bains (922 000 euros) et Chambéry (710 660 euros) en tête.

Source : Ministère de la Transition Écologique

FONDS DE SOLIDARITÉ POUR LE BTP EN SAVOIE MONT BLANC

Au 24 novembre 2021

Savoie		Haute-Savoie
2 324 entreprises		3 286 entreprises
16,7 M€ d'aides		18 M€ d'aides

Source : aides-entreprises.data.gouv.fr

SOLIDARITÉ. Au total, 55 349 entreprises ont bénéficié du fonds de solidarité en Savoie Mont Blanc pour un montant global de 1,4 milliard d'euros. Avec 2,4 % de l'enveloppe (34,7 millions d'euros), le BTP arrive au onzième rang des secteurs les plus aidés, loin derrière l'hébergement-restauration, le commerce et l'enseignement.

PRÊTS GARANTIS PAR L'ÉTAT POUR LE BTP EN SAVOIE MONT BLANC

Au 29 octobre 2021

Savoie		Haute-Savoie
855 prêts		1 379 prêts
111,4 M€ de prêts garantis		192,6 M€ de prêts garantis

Source : aides-entreprises.data.gouv.fr

PRÊTS. Au total, 16 877 prêts garantis par l'État ont été attribués en Savoie Mont Blanc (2,8 milliards d'euros). Avec 10,8 % de l'enveloppe (304 millions d'euros), le BTP est le quatrième secteur à avoir le plus bénéficié de ce dispositif derrière le commerce, l'industrie manufacturière et l'hébergement-restauration.

REPORTS D'ÉCHÉANCES FISCALES DANS LE BTP EN SAVOIE MONT BLANC

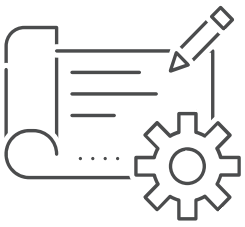
Au 26 août 2021

Savoie		Haute-Savoie
91 reports		170 reports
1,9 M€ de reports		4,3 M€ de reports

Source : aides-entreprises.data.gouv.fr

REPORTS. En Haute-Savoie, le BTP est le troisième secteur bénéficiaire des reports d'échéances fiscales derrière le commerce et l'industrie manufacturière. Il est septième en Savoie. Au total, 2 730 reports ont été accordés en Savoie Mont Blanc pour un montant global de plus de 72 millions d'euros.

4847



C'est le nombre de projets de travaux soutenus par un dispositif du plan de relance (France Relance, bonus relance du Conseil Régional et plan de rebond de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse) en Auvergne-Rhône-Alpes au 31 octobre 2021.

Source : Recensement Cerc Auvergne-Rhône-Alpes

LAURÉATS. Les projets de travaux soutenus par le plan de relance génèrent un volume de 2 milliards d'euros répartis sur 2 986 maîtres d'ouvrages. En Savoie Mont Blanc, on recense 744 projets lauréats, représentant 304 millions d'euros de travaux répartis sur 438 maîtres d'ouvrages. Près de sept projets sur dix sont portés par les mairies. Le bâtiment et les travaux publics captent respectivement 53 % et 47 % des financements octroyés.

ISERMAT & SECAMAT



SILENCE TRAVAUX !

⊕

NOUVELLE GAMME
100 % ÉLECTRIQUE

Nos équipes se réjouissent de vous accompagner pour innover. Découvrez notre nouvelle gamme 100 % électrique et silencieuse !

LOCATION - VENTE - RÉPARATION - BTP & INDUSTRIE

PARMI LES 50 PREMIÈRES ENTREPRISES DE BTP EN SAVOIE MONT BLANC, 40 FIGURAIENT DANS NOTRE PRÉCÉDENTE ÉDITION. LA SAS N'AYANT PAS SOUHAITÉ COMMUNIQUER SON CHIFFRE D'AFFAIRES 2020, ELLE N'APPARAÎT PAS DANS LE PALMARÈS CETTE ANNÉE, À L'INSTAR DE SOGIMM ET MGM.

RANG	ENTREPRISE	ACTIVITÉ	CA 2020 (M€)	EFFECTIF	SIÈGE SOCIAL	DÉPARTEMENT
1	LÉON GROSSE (GROUPE)	Construction d'autres bâtiments	650,00	1 970	AIX-LES-BAINS	73
2	PRIAMS (GROUPE)	Promotion immobilière de logements	143,00	92	ANNECY	74
3	EDIFIM (GROUPE)	Promotion immobilière de logements	88,33	45	ANNECY	74
4	SAGEC RHÔNE-ALPES (GROUPE)	Promotion immobilière de logements	72,00	31	DOUVAINE	74
5	COGEDIM SAVOIES-LÉMAN	Promotion immobilière de logements	70,50	35	EPAGNY METZ-TESSY	74
6	ALPINE COLLECTION (GROUPE)	Promotion immobilière de logements	68,42	44	CHAVANOD	74
7	IMAPRIM (GROUPE)	Promotion immobilière de logements	43,40	24	CHAMBÉRY	73
8	BP CONSTRUCTION	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	40,62	135	ANNECY	74
9	MITHIEUX TP	Construction de routes et autoroutes	40,00	172	ANNECY	74
10	BENEDETTI-GUELPA	Travaux de terrassement spécialisés ou de grande masse	39,58	253	PASSY	74
11	IMPLENIA FRANCE	Construction d'ouvrages d'art	37,31	NC	LE BOURGET-DU-LAC	73
12	BOVAGNE FRÈRES	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	37,18	81	COLLONGES-SOUS-SALÈVE	74
13	ARTIS	Construction de maisons individuelles	36,72	46	EPAGNY METZ-TESSY	74
14	CECCON FRÈRES (GROUPE)	Construction de réseaux électriques et de télécommunications	36,31	189	ANNECY	74
15	BAREL ET PELLETIER	Construction d'autres bâtiments	34,88	67	MÉRY	73
16	ENTREPRISE GIBELLO*	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	30,15	80	PORTE-DE-SAVOIE	73
17	CARRÉ RHÔNE-ALPES (GROUPE)	Promotion immobilière de logements	29,86	40	FILLIÈRE	74
18	SOTARBAT	Construction d'autres bâtiments	29,29	84	BOURG-SAINT-MAURICE	73
19	SAVOISIENNE HABITAT	Promotion immobilière de logements	28,23	48	BASSENS	73
20	MAISONS ET CHALETS DES ALPES	Construction de maisons individuelles	27,63	103	EPAGNY METZ-TESSY	74
21	DELTA POMPAGE	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	26,74	NC	CHAMBÉRY	73
22	CAP DÉVELOPPEMENT	Promotion immobilière de logements	25,48	25	ANNECY	74
23	SARL BTTP	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	23,26	40	MOÛTIERS	73
24	MAURO SAS	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	22,88	77	LA MOTTE-SERVOLEX	73
25	MAISONS ALAIN MÉTRAL	Construction de maisons individuelles	21,96	38	AMANCY	74
26	INDUSTISOL	Travaux d'isolation	21,69	44	ANNECY	74
27	ERM CONSTRUCTION	Construction de maisons individuelles	20,41	6	CHALLES-LES-EAUX	73
28	ROUX ENTREPRISE	Travaux de menuiserie bois et pvc	19,90	103	MAGLAND	74
29	TISSOT ÉTANCHÉITÉ	Travaux d'étanchéification	19,87	47	BARBY	73
30	CONSTRUCTION SAVOYARDE	Construction d'autres bâtiments	19,82	99	LA PLAGNE-TARENTAISE	73
31	S.E.R.T.P.R	Travaux de terrassement courants et travaux préparatoires	19,74	121	FRONTENEX	73
32	BATI CHABLAIS	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	19,73	60	THONON-LES-BAINS	74
33	LP CHARPENTE	Travaux de couverture par éléments	19,26	110	ALLONZIER-LA-CAILLE	74
34	DECREMPS BTP	Travaux de terrassement spécialisés ou de grande masse	18,90	59	AMANCY	74
35	BIANCO ET COMPAGNIE	Travaux de terrassement spécialisés ou de grande masse	18,08	119	MARTHOD	73
36	ARMANET PROMOTION (GROUPE)	Promotion immobilière de logements	18,08	4	CHALLES-LES-EAUX	73
37	MARCORY PROMOTION	Promotion immobilière de logements	17,50	6	THYEZ	74
38	LATHUILLE FRÈRES	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	17,33	65	SAINT-JEAN-DE-SIXT	74
39	SOTARBAT 360	Promotion immobilière de bureaux	16,56	NC	BOURG-SAINT-MAURICE	73
40	PERRIN ELECTRIC (GROUPE)	Travaux d'installation électrique dans tous locaux	16,28	120	ANNECY	74
41	GROPPI TP	Travaux de terrassement courants et travaux préparatoires	15,95	65	MARGENCEL	74
42	LANSARD ÉNERGIE	Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation	15,83	100	ARGONAY	74
43	COMAG	Travaux de montage de structures métalliques	15,59	90	GILLY-SUR-ISÈRE	73
44	LIFTEAM	Travaux de charpente	15,00	40	VALGELON-LA-ROCHETTE	73
45	IMMOBILIÈRE SAVOIE LÉMAN	Promotion immobilière de logements	14,85	18	ALLONZIER-LA-CAILLE	74
46	YVROUD	Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation	14,62	83	AITON	73
47	REVOLTA BLAUDEAU (GROUPE)	Travaux de plâtrerie	14,00	45	CHAMBÉRY	73
48	FAVRAT CONSTRUCTION BOIS	Travaux de charpente	13,89	80	ORCIER	74
49	BARRACHIN BTP	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	13,55	60	THÔNES	74
50	SABAUDIA MENUISERIE	Travaux de charpente	13,47	42	GILLY-SUR-ISÈRE	73

*Données sur 9 mois

Les chiffres publiés ont été vérifiés auprès des entreprises concernées ou des greffes. Ces classements sont non exhaustifs, certaines sociétés n'ayant pas souhaité apparaître.

UNE MAISON POUR TOUS LES APPÉTITS









AGENCE DE CHAMBÉRY
241 av. du Grand Verger
Les Rives de l'Hyères
Tél. 04 79 33 17 02



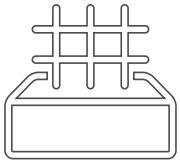
DES TRAVAUX DE MAÇONNERIE À LA PROMOTION IMMOBILIÈRE EN PASSANT PAR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS ET DE BÂTIMENTS, CES DEUX CLASSEMENTS REGROUPENT LES PRINCIPALES ENTREPRISES DU GROS ŒUVRE DANS LES DEUX SAVOIE.

SAVOIE

RANG	ENTREPRISE	DIRIGEANT(S)	CA 2020 (M€)	RÉSULTAT NET (M€)	EFFECTIF FRANCE	SIÈGE SOCIAL
1	**LÉON GROSSE (GROUPE)**	Lionel CHRISTOLOMME	650,00	NC	1 970	AIX-LES-BAINS
2	**IMAPRIM (GROUPE)**	Olivier GALLAIS	43,40	NC	24	CHAMBÉRY
3	**BAREL ET PELLETIER**	Patrick PELLETIER	34,88	0,23	67	MÉRY
4	**ENTREPRISE GIBELLO***	Raphaël GIBELLO	30,15	NC	80	PORTE-DE-SAVOIE
5	**SOTARBAT**	Vincent IOGNA	29,29	NC	84	BOURG-SAINT-MAURICE
6	**SAVOISIENNE HABITAT**	Samuel RABILLARD	28,23	2,16	48	BASSENS
7	**DELTA POMPAGE**	Didier AST	26,74	0,96	NC	CHAMBÉRY
8	**SARL BTTP**	Thierry TOMASSETTO	23,26	NC	40	MOÛTIERS
9	**MAURO SAS**	David GANDAUBERT et Jean-François MAURO	22,88	0,25	77	LA MOTTE-SERVOLEX
10	**ERM CONSTRUCTION**	Steven BOZONNIER	20,41	1,36	6	CHALLES-LES-EAUX
11	**CONSTRUCTION SAVOYARDE**	Patrice BROCHE	19,82	NC	99	LA PLAGNE-TARENTAISE
12	**ARMANET PROMOTION (GROUPE)**	Quentin PELLISSIER	18,08	NC	4	CHALLES-LES-EAUX
13	**SOTARBAT 360**	Vincent IOGNA	16,56	NC	NC	BOURG-SAINT-MAURICE
14	**COMAG**	Roland BERTHOLET	15,59	0,08	90	GILLY-SUR-ISÈRE
15	**LIFTEAM**	Jean-Luc SANDOZ	15,00	NC	40	VALGELON-LA-ROCHETTE

40 %

C'est la part des promoteurs immobiliers au sein des deux palmarès. 26,7 % sont des entreprises réalisant des travaux de maçonnerie générale et 26,7 % sont des constructeurs de logements ou d'autres bâtiments.



Leader

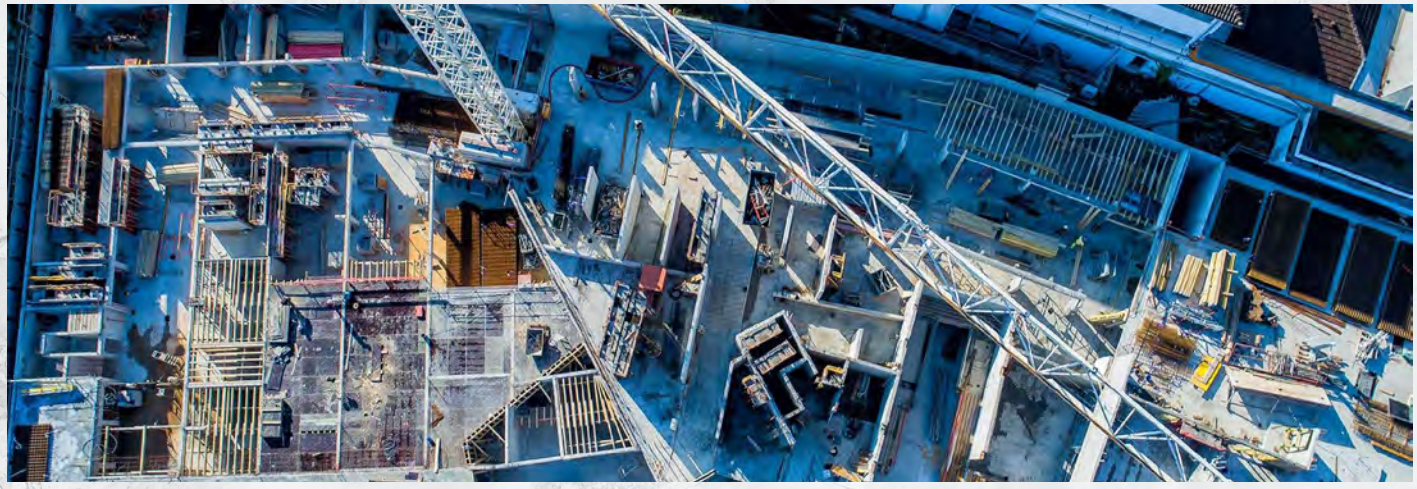
Avec un chiffre d'affaires de 650 millions d'euros en 2020, Léon Grosse est le plus important groupe de BTP en Savoie Mont Blanc et figure dans le Top 10 des entreprises locales tous secteurs confondus.

HAUTE-SAVOIE

RANG	ENTREPRISE	DIRIGEANT(S)	CA 2020 (M€)	RÉSULTAT NET (M€)	EFFECTIF FRANCE	SIÈGE SOCIAL
1	**PRIAMS (GROUPE)**	Antoine MACHADO	143,00	NC	92	ANNECY
2	**EDIFIM (GROUPE)**	Jean-Luc D'AURA	88,33	NC	45	ANNECY
3	**SAGEC RHÔNE-ALPES (GROUPE)**	Frédéric MATHIEZ	72,00	NC	31	DOUVAINE
4	**COGEDIM SAVOIES-LÉMAN**	Rodolphe SUBTIL	70,50	5,90	35	EPAGNY METZ-TESSY
5	**ALPINE COLLECTION (GROUPE)**	Morgan BIENTZ et Patrick REMME	68,42	NC	44	CHAVANOD
6	**BP CONSTRUCTION**	Thierry BOTTI	40,62	1,24	135	ANNECY
7	**BOVAGNE FRÈRES**	Nicolas BOVAGNE	37,18	1,36	81	COLLONGES-SOUS-SALÈVE
8	**ARTIS**	Nicolas BONNET et Roland THIAFFEY-RENCOREL	36,72	1,96	46	EPAGNY METZ-TESSY
9	**CARRÉ RHÔNE-ALPES (GROUPE)**	Virginie THOLLON-BAYEUL et Anne WINTENBERGER	29,86	NC	40	FILLIÈRE
10	**MAISONS ET CHALETS DES ALPES**	Jean-Marc REVIAL	27,63	NC	103	EPAGNY METZ-TESSY
11	**CAP DÉVELOPPEMENT**	Sylviane OUDIN	25,48	NC	25	ANNECY
12	**MAISONS ALAIN MÉTRAL**	Yohan MÉTRAL	21,96	1,86	38	AMANCY
13	**BATI CHABLAIS**	Sébastien REY	19,73	1,58	60	THONON-LES-BAINS
14	**MARCORY PROMOTION**	Franck BOUVERAT	17,50	NC	6	THYEZ
15	**LATHUILLE FRÈRES**	Emmanuel LATHUILLE	17,33	0,49	65	SAINT-JEAN-DE-SIXT

*Données sur 9 mois

Les chiffres publiés ont été vérifiés auprès des entreprises concernées ou des greffes. Ces classements sont non exhaustifs, certaines sociétés n'ayant pas souhaité apparaître.









MAÇONNERIE PINTO

Constructions - Rénovations

4 Impasse des Lys - ZAE Rumilly Sud - 74150 RUMILLY - tél. 04 50 64 56 73 - pinto@pinto-maconnerie.fr

CURIENNE, à découvrir !



Le Clos des Moulins

Maisons de 4 pièces

à partir de

320 000 €

stationnements inclus

Cristal h

ENGAGÉ POUR VOS PROJETS

04 79 71 88 50

accession@cristal-habitat.fr

DE L'ÉLECTRICITÉ À L'ISOLATION EN PASSANT PAR LA MENUISERIE, CES DEUX PALMARÈS METTENT EN AVANT LES PRINCIPALES ENTREPRISES DU SECOND ŒUVRE EN SAVOIE ET HAUTE-SAVOIE.

SAVOIE

RANG	ENTREPRISE	DIRIGEANT(S)	CA 2020 (M€)	RÉSULTAT NET (M€)	EFFECTIF FRANCE	SIÈGE SOCIAL
1	**TISSOT ÉTANCHÉITÉ**	Philippe FAURE	19,87	NC	47	BARBY
2	**YVROUD**	Nicolas SERGENT	14,62	0,15	83	AITON
3	**REVOLTA BLAUDEAU (GROUPE)**	Stéphane REVOLTA	14,00	NC	45	CHAMBÉRY
4	**AXED PORTES AUTOMATIQUES**	Didier MESSORI et James TREMINO	13,41	0,88	NC	VIVIERS-DU-LAC
5	**CRÉA DESIGN**	Patrice JAY	12,59	0,07	38	CHAMBÉRY
6	**CEGELEC PAYS DE SAVOIE**	Lionel BLANCHARD	10,59	0,32	NC	CHAMBÉRY
7	**BC CAIRE**	Cédric RICAUD	9,71	0,01	33	MÉRY
8	**SOFTICA**	Yannick BOCQUET	9,14	0,02	62	MÉRY
9	**CHEVALIER ENTREPRISE**	Arnaud BAILLY et Daniel PHILIPPE	8,73	NC	81	MOÛTIERS
10	**TAMBÈ**	Patrice MATHIOT	8,12	NC	41	LA MOTTE-SERVOLEX
11	**ÉTABLISSEMENTS H. CLAUSER**	Frédéric CLAUSER	7,90	0,60	37	SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE
12	**I.P.F**	Tarkan SELAM	7,50	NC	46	GRÉSY-SUR-AIX
13	**PF ÉTANCHÉITÉ**	Orlando PEREIRA FERNANDES	7,24	NC	38	SAINT-JEAN-DE-LA-PORTE
14	**ALBERT ET RATTIN**	Luc TOURNIAIRE	7,10	0,23	38	SAINT-BALDOPH
15	**GROLLA VERRE**	Michaël GROLLA	6,42	NC	40	MOÛTIERS

40 %

C'est la part des entreprises classées qui réalisent des travaux d'installation électrique (20 %) ou d'équipements thermiques et de climatisation (20 %). Viennent ensuite les travaux d'isolation et d'étanchéification (10 % chacun).



25,7 ans

C'est l'âge moyen d'immatriculation des principales entreprises du second œuvre en Savoie Mont Blanc : 24,4 ans en Savoie et 26,9 ans en Haute-Savoie. La plus ancienne est active depuis 1959 ; la plus récente depuis 2014.

HAUTE-SAVOIE

RANG	ENTREPRISE	DIRIGEANT(S)	CA 2020 (M€)	RÉSULTAT NET (M€)	EFFECTIF FRANCE	SIÈGE SOCIAL
1	**INDUSTISOL**	Hugues MEYNET	21,69	NC	44	ANNECY
2	**ROUX ENTREPRISE**	Thomas CHARMASSON	19,90	NC	103	MAGLAND
3	**LP CHARPENTE**	Rodolphe PACCARD	19,26	NC	110	ALLONZIER-LA-CAILLE
4	**PERRIN ELECTRIC (GROUPE)**	Renaud COLLARD DE SOUCY	16,28	0,45	120	ANNECY
5	**LANSARD ÉNERGIE**	Philippe LANSARD	15,83	NC	100	ARGONAY
6	**THERM-SANIT**	Isabelle PACCARD, Alain et Gilbert NAVARRO	13,06	NC	63	SILLINGY
7	**DURET ÉLECTRICITÉ**	Emmanuel DURET, Robin RIBIOLLET et Jonathan WAJDA	10,78	NC	93	ANNECY
8	**MEYRIER SAS**	Françoise et Philippe LANSARD	9,08	0,77	49	THONON-LES-BAINS
9	**BENOÎT GUYOT**	Jean BENOÎT-GUYOT	7,75	-0,22	63	SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS
10	**SAGUET ÉNERGIE**	Jean-Michel SAGUET	7,15	NC	38	BONNEVILLE
11	**APC ÉTANCH'**	Stéphane PANSIER	7,14	-0,51	25	RUMILLY
12	**SERIA**	Éric TREZERES	6,42	0,00	NC	ANNECY
13	**ALPES ÉNERGIES**	Pascal BOYER	6,13	0,16	NC	VILLAZ
14	**ÉLECTRICITÉ ROGER MERMILLOD**	Alain, Jean-Régis et Romuald MERMILLOD-BLONDIN	5,75	0,30	NC	SAINT-JEAN-DE-SIXT
15	**PAUL BRONDEX ET FILS**	Antoine BRONDEX	5,70	0,21	NC	COMBLOUX

Les chiffres publiés ont été vérifiés auprès des entreprises concernées ou des greffes. Ces classements sont non exhaustifs, certaines sociétés n'ayant pas souhaité apparaître.

TP GROPPI
TERRASSEMENT - V.R.D. CARRIÈRES CONCASSAGE

Concassage - Recyclage
Démolition

Travaux publics - VRD
Matériaux de carrières





Compétence, Réactivité, Dynamisme, Professionnalisme
Sont les maîtres mots pour vous satisfaire et répondre à vos attentes

310 Rte du Crêt Gojon, 74200 Margencel
Téléphone : 04 50 70 34 23 Télécopie : 04 50 70 36 71
accueil@groppi.fr www.groppi.fr



NOUVEAU
CITAN.
VOYEZ PLUS
GRAND.

Robustesse, confort, sécurité, connectivité... Vous l'aurez compris, le Nouveau Citan Mercedes-Benz voit les choses en grand.

À partir de
279€ HT*/mois(1)
sans premier loyer majoré

LLD 60mois - 100 000 km
Contrat d'Entretien* et Garantie Perte Financière** inclus.

Consommations du CITAN FG 110 en cycle mixte (l/100km) : de 5.2 à 5.5 (WLTP). Émissions de CO2 (g/km) : de 136 à 145 (WLTP). Depuis le 1er septembre 2018, les véhicules légers neufs sont réceptionnés en Europe sur la base de la procédure d'essai harmonisée pour les véhicules légers (WLTP), procédure d'essai permettant de mesurer la consommation de carburant et les émissions de CO2, plus réaliste que la procédure NEDC précédemment utilisée. (1) 60 loyers 279 € HT inclus contrat d'entretien 35,38 € HT, option perte financière 10,76 € HT, 4 pneumatiques hiver 14,32 € HT et carte grise, 100 000 km maximum, sous réserve d'acceptation par MobiFleet Leasing, produit proposé par Mercedes-Benz Financial Services, 7 av. Niépçe 78180 Montigny - RCS 304 974 249 – ORIAS N° 07 009 177 (www.orias.fr) agissant pour le compte d'ATHLON CAR LEASE SAS, 53 av. Jean Jaurès, Immeuble Le Mermoz, 93350 Le Bourget, immatriculée au RCS 572063972, et à l'ORIAS N° 07 029 667. Offre à professionnels, valable chez distributeurs participants pour toutes commandes et livraisons jusqu'au 31/12/2022. * Proposé par d'Athlon Car Lease. Conditions auprès du distributeur. ** Police N° 8.424.133 souscrit par Athlon Car Lease auprès de MMA IARD Assurances Mutuelles, société d'assurance mutuelle à cotisations fixe, RCS 775 652 126 Le Mans, entreprise régie par le code des assurances.

SVI 73
CHAMBERY Tél : 04 79 62 32 80
ALBERTVILLE Tél : 04 79 38 57 57

Van ProCenter

DES TRAVAUX DE TERRASSEMENT AUX TRAVAUX DE GÉNIE CIVIL, CES DEUX CLASSEMENTS PRÉSENTENT LES PRINCIPALES ENTREPRISES DES TRAVAUX PUBLICS EN SAVOIE MONT BLANC.

SAVOIE

RANG	ENTREPRISE	DIRIGEANT(S)	CA 2020 (M€)	RÉSULTAT NET (M€)	EFFECTIF FRANCE	SIÈGE SOCIAL
1	**IMPLENIA FRANCE**	Erwin SCHERER	37,31	-9,15	NC	LE BOURGET-DU-LAC
2	**S.E.R.T.P.R**	Christophe VERWEIRDE	19,74	0,09	121	FRONTENEX
3	**BIANCO ET COMPAGNIE**	Stéphane BASTIEN et Bruno MEDORI	18,08	NC	119	MARTHOD
4	**MARTOÏA TP**	Pierre et Simon MARTOÏA	12,30	NC	62	UGINE
5	**CASARIN ET FILS**	Julien DREVET et Nicolas DURAND	10,00	0,21	NC	MODANE
6	**PORCHERON FRÈRES ET CIE**	Christine FOUCAUT	8,99	0,21	49	ENTRELACS
7	**FONTAINE TP**	Frédéric COURTIAL	8,65	0,23	70	YENNE
8	**BOCH ET FRÈRES**	Jean-Luc BOCH	7,49	0,86	42	LA PLAGNE-TARENTAISE
9	**GRAVIER BTP**	Richard GRAVIER	6,75	NC	21	VAL-CENIS
10	**SPIE BATIGNOLLES BLONDET**	Florent THEVENET	6,64	-1,49	43	VOGLANS
11	**TRUCHET SAS**	Roger TRUCHET	6,11	0,21	23	SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE
12	**GATEL**	Paulo DUARTE	6,01	NC	96	DOMESSIN
13	**T.P.L.P**	Quentin PASQUIER	5,75	0,02	NC	VAL-CENIS
14	**SASSI BTP**	Christophe VERWEIRDE	5,72	-0,47	41	LA RAVOIRE
15	**ENTREPRISE BRONNAZ**	Fabrice DUDRAGNE	4,54	NC	22	BARBERAZ

40 %

C'est la part des entreprises de ces deux palmarès qui réalisent des travaux de terrassement courants, première branche devant les travaux de terrassement spécialisés (23,3 %) et la construction de réseaux électriques (13,3 %).



48,8 ans

C'est l'âge moyen des dirigeants des principales entreprises de travaux publics dans les deux Savoie : 50,5 ans en Savoie et 47,6 ans en Haute-Savoie. Le plus jeune a 28 ans contre 68 pour le plus âgé.

HAUTE-SAVOIE

RANG	ENTREPRISE	DIRIGEANT(S)	CA 2020 (M€)	RÉSULTAT NET (M€)	EFFECTIF FRANCE	SIÈGE SOCIAL
1	**MITHIEUX TP**	Charles ANCELIN	40,00	0,71	172	ANNECY
2	**BENEDETTI-GUELPA**	Ludovic DUCERF	39,58	-0,40	253	PASSY
3	**CECCON FRÈRES (GROUPE)**	Cédric GOTTELAND	36,31	0,94	189	ANNECY
4	**DECREMPS BTP**	Yann DECREMPS	18,90	0,22	59	AMANCY
5	**GROPPI TP**	David MEGEVAND	15,95	0,50	65	MARGENCEL
6	**SAS MARJOLLET TP**	Jérôme MARJOLLET	11,26	0,51	32	SAINT-JEOIRE
7	**SOCCO ENTREPRISE**	Éric BECKER	10,96	NC	74	CHAVANOD
8	**RANNARD TP**	Michel COTTERLAZ-RANNARD	10,74	0,10	55	CHÊNE-EN-SEMINE
9	**MAULET TP**	Bertrand, Bruno et Christophe MAULET	10,20	NC	63	ÉTAUX
10	**ABM TRANS'ALP**	Charles ANCELIN	8,99	0,30	49	ANNECY
11	**ARAVIS ENROBAGE**	Pierre DUMONT	8,99	0,34	NC	VILLAZ
12	**SOLS SAVOIE**	Nicolas HOUETTE et Yohan KHAMVONGSA	8,85	NC	29	SAINT-FÉLIX
13	**PUGNAT TP**	Jimmy DUCREY, Christophe MARQUET, Serge PERROLLAZ et Philippe PUGNAT	8,37	1,14	NC	PASSY
14	**PERILLAT TP**	Michel PERILLAT-MERCEROZ	8,00	NC	41	ARGONAY
15	**FERRAND TP**	David FERRAND	7,97	NC	51	ALBY-SUR-CHÉRAN

Les chiffres publiés ont été vérifiés auprès des entreprises concernées ou des greffes. Ces classements sont non exhaustifs, certaines sociétés n'ayant pas souhaité apparaître.

MURS EN BÉTON DE BOIS

Innovant & écologique



BILAN CARBONE NÉGATIF

TECHNOLOGIES

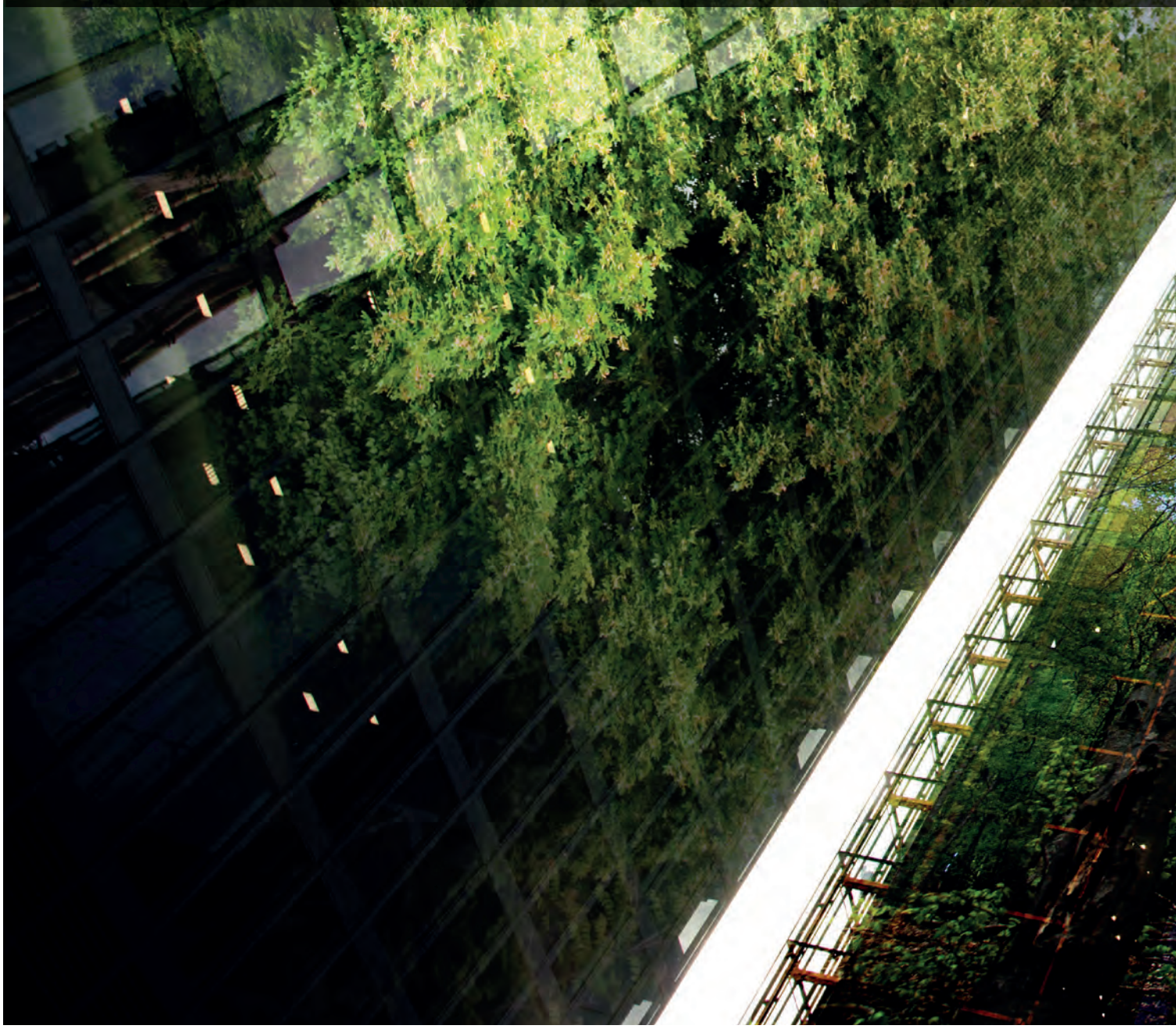
Contact : 06 63 45 45 37

www.r-technologies.eu

Responsabilité sociale et environnementale

La construction se veut plus vertueuse

L'évolution du cadre juridique comme les aspirations du public en faveur d'une ville plus verte et plus durable influent directement sur la filière de la construction. Vite suivies par des entreprises de taille plus modeste, les majors du BTP se sont engagées les premières dans des démarches de labellisation et certification. Elles multiplient les actions dans différents domaines comme la formation, l'insertion, le réemploi des matériaux ou encore la lutte contre le réchauffement climatique.





© Melinda Nagy - Adobe Stock

Paroles d'apprentis…

LONGTEMPS CONSIDÉRÉ COMME UNE VOIE DE GARAGE, LE BTP COMMENCE À CHANGER D'IMAGE ET ATTIRE UN NOMBRE CROISSANT D'APPRENTIS, JEUNES OU MOINS JEUNES SÉDUITS, ENTRE AUTRES, PAR LA MAÎTRISE D'UN SAVOIR-FAIRE CONCRET. RENCONTRE AVEC SIX APPRENANTS.

Propos recueillis par Raphaël Sandraz

KATIA PRAOM, 21 ans, CAP peinture en un an, Beaufort-sur-Doron

Mon papa est maçon. Ma maman qui a été « meilleur ouvrier de France » (MOF) peinture en 1972, me déconseillait de travailler dans le BTP mais j'ai toujours voulu exercer le métier de peintre en bâtiment. Après mon bac de gestion d'entreprise hippique puis une poursuite d'étude dans la vente, j'ai décidé de revenir vers le secteur, cherché une formation en alternance au CFA et une entreprise qui accepte une fille. J'ai eu la chance d'identifier un employeur bienveillant. Je ne souhaite pas de faveur même s'il est vrai que je suis moins costaud que les hommes sur un chantier. Du coup, je suis aidée pour des charges lourdes mais sinon je suis aussi capable que quiconque. J'apprécie l'alternance car je n'ai plus de profs, mais des pros avec un rapport à la technique, le sens de la pratique, l'identification des solutions. Je me sens bien dans mon entreprise où le collègue que je remplacerai dans un an, à l'heure de sa retraite, me transmet ses savoirs.

> **« JE NE SOUHAITE PAS DE FAVEUR MÊME S'IL EST VRAI QUE JE SUIS MOINS COSTAUD QUE LES HOMMES SUR UN CHANTIER**
>
> Katia Praom

MAËL DUJOURD'HUI, 17 ans, 1re année BP serrurier métallier, Meythet

Dès la classe de 4e, j'ai souhaité aller vers l'apprentissage. Durant mes deux dernières années de collège, j'ai effectué cinq stages en entreprise dont un en métallerie. Ce fut le coup de cœur. Mon frère menuisier m'a orienté vers l'une de ses connaissances puis j'ai intégré le CFA. Je suis tombé amoureux de tout ce que j'ai découvert, aidé par les trois salariés de l'entreprise qui m'ont appris et expliqué dans le détail. Cela a conforté mon choix pour l'apprentissage. J'y vois une formation plus immersive, approfondie et moins théorique. Après deux années, j'ai décidé de poursuivre en BP dans une autre entreprise. Son dirigeant n'a pas eu besoin de m'expliquer les bases, j'ai été rapidement opérationnel. Aujourd'hui, je me sens vraiment épanoui, je m'éclate. Mon employeur m'apprend la soudure aluminium. Du coup, je n'exclus pas de poursuivre vers une spécialisation tourneur fraiseur.

MARTIN BOGUET, 28 ans, cursus chef d'équipe en performance énergétique, Chambéry

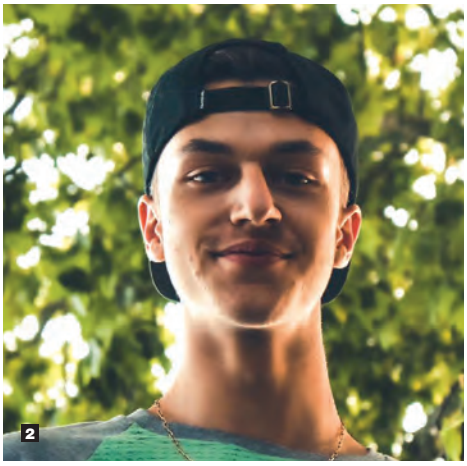
J'ai travaillé durant neuf ans en milieu hospitalier mais face à des conditions dégradées, j'ai voulu changer. Durant la Covid, mon projet a mûri. Le bâtiment m'a toujours intéressé. Incité par des amis, j'ai rejoint le cursus porté par l'Association savoyarde pour le développement des énergies renouvelables (Asder). Depuis, je suis dans un état d'excitation permanent. L'alternance, deux semaines en école à Chambéry et autant dans l'entreprise qui m'accueille, dans le Jura, m'apporte un flot d'informations. Même s'il n'est pas simple de maîtriser ces sciences dont j'étais éloigné, j'approfondis les bases de l'ossature bois, de l'architecture, de la législation, de techniques alternatives comme le chanvre ou la paille. Le plateau technique est compétent, la diversité de nos quinze profils d'apprentis : architecte, carreleur, imprimeur, coach sportif ou intermittent sont un enrichissement. À terme, j'envisage la création d'une entreprise de conseils et accompagnement en autoconstruction.

L'ASDER EN CHIFFRES

En 2020, l'Asder a décroché sa certification Qualiopi, garantissant la qualité de ses formations, et formé 16 607 stagiaires. Ils se répartissent entre formations gratuites à distance (16 089 stagiaires), formations courtes (260) et formations certifiantes (254).

MAXIME PIAU LEVANT, 22 ans apprenti, les Compagnons du tour de France, Annecy.

À l'issue d'un bac pro en construction bois, j'ai suivi un stage en charpente. J'ai aimé travailler à l'extérieur, en hauteur. Inscrit dans un lycée près de chez moi, en Mayenne, j'ai rencontré un formateur, également compagnon. J'ai alors rejoint les Compagnons du tour de France, parcours jalonné de formations qui accélère l'apprentissage et permet de devenir chef d'équipe rapidement. Nous sommes dans le réel, le savoir-vivre du compagnonnage en prime. C'est un concentré, l'occasion de donner des cours le soir à des jeunes compagnons, dans un esprit de transmission. L'alternance entre semaines en centres et en entreprises m'a appris le travail des forces, les systèmes de charpente, les chan-





1 Katia Praom
2 Maël Dujourdhui
3 Martin Boguet
4 Maxime Piau Levant
5 Kelly Pollet
6 Nicolas Sibille

tiers. Aujourd'hui, je souhaite achever mon tour de France en m'adaptant aux entreprises puis je déciderai d'aller plus loin ou non. Tout dépendra des rencontres au fil des six sociétés où je vais travailler. J'irais là où je me sens le mieux, afin de poursuivre éventuellement en BP pour continuer à apprendre.

KELLY POLLET, 23 ans, diplômée du CAP constructeur de réseaux en canalisation des travaux publics, Chignin.

J'ai envisagé tôt de travailler dans le BTP, en voyant mon papa conduire des pelles mécaniques. Malgré les avis péjoratifs sur une femme dans un secteur composé à 90% d'hommes, j'ai terminé mon bac pro en gestion administrative puis j'ai bifurqué. Je suis entrée en CAP constructeur de réseaux en canalisation des travaux publics, convaincue qu'il est plus aisé d'entrer en entreprise avec un diplôme et une expérience. Je l'ai réussi avec 18/20, j'en suis fière. L'école et mon patron m'ont fait confiance. Ils m'ont permis d'avancer jusqu'à devenir conducteur de travaux. J'invite les femmes à embrasser ces cursus, en assumant leur caractère car nous apportons une vision différente. Ces formations ne sont pas réservées aux hommes et surtout pas des voies par dépit. Mon plaisir, c'est être dehors. Pour rien au monde je ne changerai, j'adore ce que je fais, je m'épanouis et entends poursuivre des formations, notamment pour la conduite d'engins.

NICOLAS SIBILLE, 37 ans, élève en école supérieure des jeunes dirigeants du bâtiment, La Bâthie.

Titulaire d'un BTS en laboratoire de biochimie, j'ai travaillé deux ans dans ce domaine mais cela ne me correspondait pas. J'ai alors rejoint l'entreprise de TP de mon père, comme manœuvre, me suis engagé pour six mois dans une formation en continu pour adulte afin d'acquérir les bases techniques. Assumant tous les postes jusqu'à être chef de chantier, j'ai repris l'entreprise en novembre. J'ai alors constaté un fossé entre la technique du terrain et les obligations de la gestion d'entreprise. Comme adhérent à la fédération BTP Savoie, j'ai intégré grâce à l'outil de financement « Constructys », l'école supérieure des jeunes dirigeants du Bâtiment (ESJDB). En février, après 15 mois d'alternance d'une semaine par mois en cours, j'obtiendrai un diplôme niveau bac +3 ; un gage de pérennité pour l'entreprise. La formation toute la vie est importante, pour les salariés comme pour les dirigeants car le monde évolue et il faut suivre ces évolutions. Je m'interroge d'ailleurs sur une licence de transport pour véhiculer des agrégats.

DR • © Sophie Boutrelle

5666

C'est le nombre de stagiaires en formation continue dans le BTP en Savoie Mont Blanc en 2020 : 2 473 en Savoie (+3,6 % sur un an) et 3 193 en Haute-Savoie (-7,2 %).

183

C'est le nombre de stagiaires en contrat de professionnalisation dans le BTP dans les deux Savoie en 2020 : 38 en Savoie (-44,1 % sur un an) et 145 en Haute-Savoie (-41,1 %).

3,8 M€

C'est le montant engagé dans la formation continue dans les deux Savoie en 2020 (-10,8 % par rapport à 2019).

1,7 M€

C'est le montant engagé dans la formation en contrat de professionnalisation en Savoie Mont Blanc en 2020 (-34,8 % par rapport à 2019).

113 885

C'est le nombre d'heures de formation dispensées dans la formation continue en Savoie Mont Blanc en 2020 (-11,4 % par rapport à 2019).

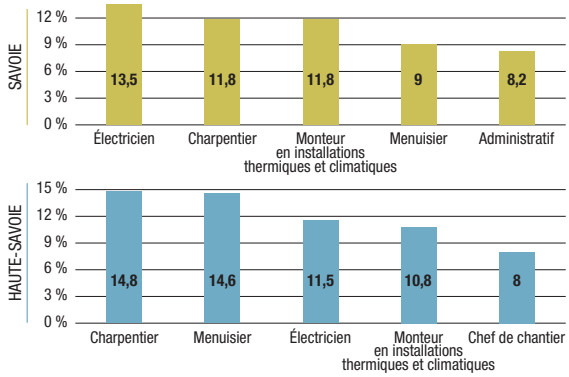
101 820

C'est le nombre d'heures de formation dispensées dans la formation en contrat de professionnalisation dans les deux Savoie en 2020 (-35 % par rapport à 2019).

Sources : Observatoire des métiers du BTP, Constructys

L'APPRENTISSAGE DANS LE BTP EN SAVOIE MONT BLANC

En 2020, Top 5 des métiers en %

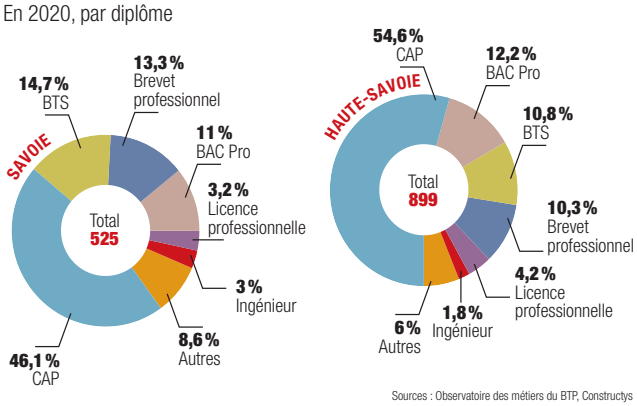


Sources : Observatoire des métiers du BTP, Constructys

MÉTIERS. On dénombre 1 424 apprentis dans le BTP en Savoie Mont Blanc en 2020, dont 525 en Savoie et 899 en Haute-Savoie. 85 % d'entre eux évoluent dans la branche du bâtiment. Les métiers de charpentier, de menuisier et d'électricien sont les plus attractifs avec respectivement 13,7 %, 12,5 % et 12,2 % des effectifs.

L'APPRENTISSAGE DANS LE BTP EN SAVOIE MONT BLANC

En 2020, par diplôme



Sources : Observatoire des métiers du BTP, Constructys

CURSUS. En 2020, plus de la moitié des apprentis du BTP en Savoie Mont Blanc préparent un CAP. Le BTS (12,2 %), le bac pro (11,8 %) et le brevet professionnel (11,4 %) arrivent loin derrière. Au total, 95,4 % des apprentis ont moins de 25 ans, contre 58,5 % des stagiaires en contrat de professionnalisation et 13,4 % des stagiaires en formation continue, parmi lesquels la part des plus de 45 ans frôle les 30 %.

LA FORMATION INITIALE DANS LE BTP EN SAVOIE MONT BLANC

En 2019-2020

SAVOIE

1 004 élèves
-0,9 % sur un an

Les 3 diplômes les plus préparés
- **64,8 %** Bac pro
- **25,4 %** CAP
- **6,1 %** Bac technologique

Les 3 spécialités les plus suivies
- **21,7 %** Chauffagiste
- **15,1 %** Électricien
- **10,3 %** Menuisier

HAUTE-SAVOIE

1 079 élèves
-4,9 % sur un an

Les 3 diplômes les plus préparés
- **54,1 %** Bac pro
- **17,9 %** Bac technologique
- **16,5 %** CAP

Les 3 spécialités les plus suivies
- **25,1 %** Menuisier
- **14,9 %** Études
- **9,8 %** Charpentier

Sources : Observatoire des métiers du BTP, CCCA-BTP

arve pure 2022
ensemble travaillons autrement

Entreprises de la vallée
Mouillez-vous pour l'Arve !

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
agence de l'eau



Réduisez vos micropolluants GRÂCE AU PROGRAMME D'AIDE ARVE PURE

Rendez-vous sur **arve-pure.fr**

SM3A · SINDEC · Annemasse Agglo · Classes · Faucigny Glières · Genevois · Pays du Mont-Blanc · Le Pays Rochois · SRB · Vallée de Chamonix Mont-Blanc



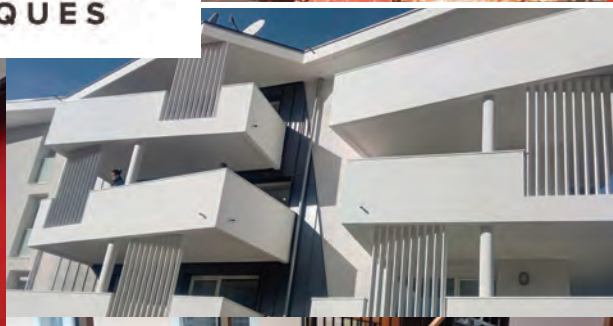
Métallerie ROGUET serrurerie

CONCEPTION • FABRICATION
OUVRAGES MÉTALLIQUES

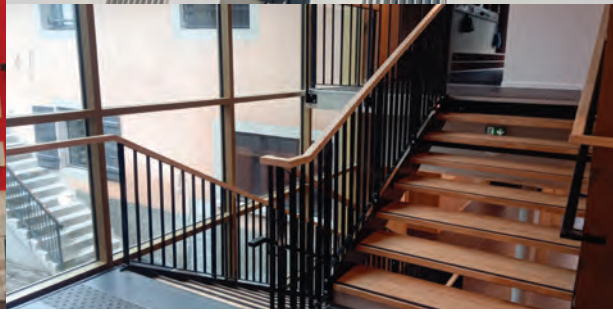












125, Rue des Laquets - 74800 SAINT PIERRE EN FAUCIGNY • 04.50.03.96.02 • vroguet@metallerie-roguet.fr

À PRINGY, LA BIODIVERSITÉ A TROUVÉ SON "PRÉ" CARRÉ

AVEC LA RÉALISATION DE L'ÉCOQUARTIER DE PRÉ BILLY, TERACTEM EXPÉRIMENTE UNE NOUVELLE MANIÈRE D'AMÉNAGER, PLUS RESPECTUEUSE DE LA FAUNE ET DE LA FLORE.

Par Sophie Boutrelle



D'ici 2030, 920 logements et 20 000 mètres carrés de locaux tertiaires, commerces et équipement devraient sortir de terre dans l'ÉcoQuartier de Pré Billy à Pringy. Engagé dans une démarche de double labellisation ÉcoQuartier et Biodivercity @ready, le programme réservera 7 hectares soit un tiers de sa surface totale aux espaces naturels (grand parc paysagé, bassins, jardins partagés, berges de la rivière du Goléron). L'objectif de Teractem, concessionnaire de la Zac, est de sauvegarder l'ensemble de la faune et de la flore et même d'augmenter la diversité écologique de ce site enclavé entre le réseau routier, la gare et des zones urbanisées.

DES CONTRAINTES FORTES

Une série de contraintes, listées dans un document annexé aux marchés de travaux, s'impose aux entreprises de BTP intervenant sur le chantier. « *Le planning est pensé pour limiter l'impact des terrassements, décapage des terres végétales, déboisements sur la zone de reproduction de certaines espèces (oiseaux, reptiles, amphibiens)* », explique Adrien Bonhomme, chargé d'opération à Teractem. Des barrières anti-retours installées entre les espaces naturels et le périmètre de chantier sécurisent la faune tandis que des mesures préventives (nettoyage systématique des roues à l'entrée du chantier, plan de circulation des engins, contrôle de l'origine des matériaux) limitent la prolifération des espèces invasives.

LIMITER LES NUISANCES

La lutte contre les nuisances figure aussi au rang des priorités avec la mise en œuvre d'une charte de chantier vert (gestion optimale des déchets et des nuisances sonores, protection des sols et de l'air).

Pour réduire les rotations de camions, coûteuses et polluantes, les matériaux issus du site sont réemployés sur place. Les terres végétales, à la surface, ont été prélevées et stockées au nord de la route du plateau. Ensemencées par des essences végétales afin de conserver leur qualité agronomique tout en évitant le développement d'espèces indésirables, elles seront réutilisées ultérieurement pour l'aménagement des espaces paysagers collectifs. Quant aux déblais, ils sont triés et répartis en fonction de leurs usages - création de la couche de forme pour les voiries, des pistes de chantier, modelages de terrains - et placés au plus près des travaux nécessitant leur utilisation.

› Après la validation de l'étape 1 (le projet), Pré Billy sera cette année candidat à l'étape 2 (le chantier) du label ÉcoQuartier et à la labellisation Biodivercity@ready.

DES ÉCHANGES THERMIQUES INTELLIGENTS

Pré Billy sera desservi par un réseau intelligent d'échanges thermiques. Conçu par le bureau d'études Amstein + Walthert et développé par ERA (Énergies renouvelables des Alpes, filiale de Teractem), le système consiste à capter la chaleur produite naturellement en été pour la stocker dans la roche, à 200 mètres sous terre dans le sol, pour la restituer l'hiver quand les besoins de chauffage sont importants. Le froid produit l'hiver sera de la même manière stocké dans le sol pour être utilisé l'été pour le refroidissement des bâtiments. En Suisse où elle est déjà mise en œuvre, cette valorisation des énergies perdues réduit les consommations d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre, tout en optimisant le confort. **SB**

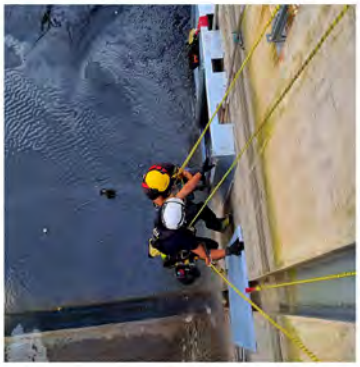
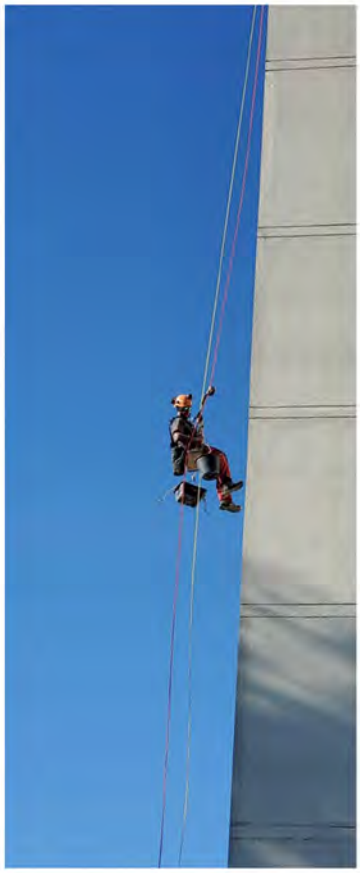


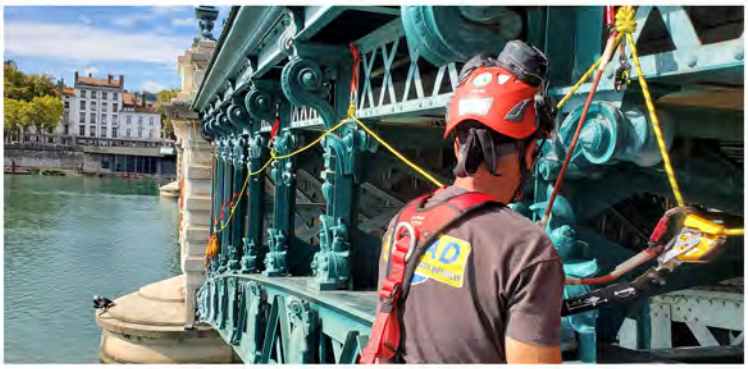
© ADP Dubois • © Teractem

ALP'AD
Alpes Accès Difficiles

GESTION DES RISQUES ET ACCÈS DIFFICILES

- TRAVAUX D'ACCÈS DIFFICILE EN MILIEU AÉRIEN ET CONFINÉ
- CONSEIL / ASSISTANCE / ENCADREMENT TECHNIQUE
- SÉCURISATION CONTRE LES CHUTES DE HAUTEUR
- CONTRÔLE INITIAL ET PÉRIODIQUE





Z.I. François Horteur – Bâtiment SOREA –
73660 SAINT-RÉMY-DE-MAURIENNE
Tél. : 07 81 92 24 27
www.alp-ad.fr

LES ÉCOLES CHAMBÉRIENNES SE METTENT AU VERT

LA VILLE DE CHAMBÉRY A VÉGÉTALISÉ DURANT L'ÉTÉ 2021 SIX COURS D'ÉCOLES TRÈS PEU ARBORÉES. LE PROGRAMME SE POURSUIT EN 2022 DANS CINQ AUTRES ÉTABLISSEMENTS.

Par Sophie Boutrelle



Une forte présence du bitume, un environnement très minéral, des végétaux trop rares. Les écoles présentant ces trois critères et ayant besoin de travaux ont été les premières à bénéficier de la mise au vert engagée par Chambéry. « *Nous avons regardé au préalable les réalisations des villes françaises pionnières comme Paris, Lille, Strasbourg, Grenoble qui se sont, elles-mêmes, inspirées des pays du Nord où les cours d'école sont pensées comme support pédagogique* », explique Lydie Mateo, adjointe au maire chargée de l'éducation.

Les aménagements représentent un investissement de 950 171 euros TTC financés avec l'aide de l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse pour les six premières cours d'école concernées. Imaginés avec les parties prenantes (équipes éducatives, personnels et enfants), ils ont mobilisé les services techniques, le bureau d'études des espaces verts ainsi que des prestataires externes. Adaptés à chaque situation, les travaux portent généralement sur la création d'équipements (parking à vélos, structure de jeux en bois…) et de petits amphithéâtres dont la vocation est double : accueillir des événements scolaires et offrir un espace de calme aux enfants qui le souhaitent pendant les récréations.

MOINS DE BITUME

Pour atténuer les effets des fortes chaleurs, de nouveaux enrobés plus clairs ont été posés tandis que le bitume cède, partiellement, la place à des espaces naturels : paillis, copeaux, végétaux, îlots végétalisés, noues paysagères pour l'infiltration des eaux pluviales, arbres… « *L'objectif est d'améliorer le confort thermique pour les enfants et les adultes qui fréquentent la cour de récréation pendant les mois estivaux. D'ici 5 à 8 ans, les grands arbres plantés rafraîchiront les bâtiments scolaires, avec de meilleures conditions d'étude et de travail* », souligne Jimmy Bâabâa, adjoint au maire chargé de la transition écologique. La Ville de Chambéry veut capitaliser les retours d'expérience des premiers aménagements pour conduire les cinq autres rénovations de cours qui interviendront à l'été 2022. Elle prévoit aussi d'aller plus loin encore dans la co-conception des programmes, avec les enseignants et les enfants. L'ambition est qu'ils s'approprient réellement des espaces pédagogiques ludiques et concrets sur le jardinage, la biodiversité, l'eau ou les saisons. ▮

EN CHIFFRES
Concernées par la première vague de travaux, les écoles maternelles de Bellevue et Pasteur, les écoles élémentaires du Biollay, Chambéry-le-Vieux, Chantemerle et Pré de l'Âne accueillent 664 enfants dans 34 classes. Leur surface végétalisée a été multipliée par 4,9 fois, la surface ombragée par 2,4, et 34 arbres ont été plantés.

LE CYCLE DU VÉGÉTAL

À la rentrée de septembre 2021, les six écoles dont les cours ont été végétalisées commençaient tout juste leur mue. Aucune plantation n'a été réalisée durant l'été afin de respecter le cycle du végétal et d'associer au maximum les enfants, enseignants et personnels. Petit à petit, les cours révéleront leur potentiel mais il faudra bien 5 à 6 ans pour que les arbres atteignent leur maturité. Choisies avec le service des espaces verts, les espèces plantées ont été retenues pour leur caractère rustique, leur faible consommation d'eau, le peu d'entretien qu'elles nécessitent. Les cours d'école constituent la tête de pont de la politique municipale en faveur de la renaturation de la ville. L'idée est de créer les espaces naturels de proximité de plus en plus demandés par les habitants. Elle est aussi de constituer des îlots de fraîcheur dans un contexte de changement climatique se traduisant par une élévation des températures particulièrement sensible en milieu urbain.



© iStockphotos

Alphi LEADER FRANÇAIS
DU COFFRAGE ET DE L'ÉTAIEMENT



SÉCURITÉ | PRODUCTIVITÉ

Service communication Alphi • © Alphi

Alphi
Coffrage et étaiement

Groupe Alphi
Siège social - Méry (Savoie)
Tél. +33 (0)4 79 61 85 90 - **info@alphi.fr**
www.alphi.fr

Nos agences :
Paris, Bordeaux

Nos filiales :
Suisse, Luxembourg, Qatar

Tron
assurances

EXPERT ET CREATEUR DE SOLUTIONS D'ASSURANCES





MULTIRISQUE ENTREPRISE.
RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE.
PARC AUTOMOBILE.
COLLECTIVE SANTE.
PARC IMMOBILIER.
CONSTRUCTION.

THONON-LES-BAINS - Tél. 04 50 26 28 28
17-19 rue de l'Hôtel Dieu
ANNEMASSE - Tél. 04 50 38 76 46
13 avenue Jules Ferry
EVIAN-LES-BAINS - Tél. 04 50 75 00 75
1 avenue Jean Léger

www.assurancestron.fr
web

ORIAS N° 07 006 350

Une peste végétale pour les entreprises du BTP

LA RENOUÉE DU JAPON EST UNE ESPÈCE INVASIVE TRÈS PRÉSENTE DANS LES DEUX SAVOIE. LES ENTREPRISES DE LA CONSTRUCTION SONT PARTICULIÈREMENT IMPACTÉES ET CONCERNÉES PAR SA PROLIFÉRATION.

Par Marie Fert

S'il est un fléau difficile à éradiquer, c'est bien la renouée du Japon. Leurs feuilles ont beau être en forme de cœur, elles sont en définitive des plaies qui envahissent l'espace public comme les propriétés privées. Ces plantes affectionnent particulièrement les friches, les carrières, les rives des lacs et des cours d'eau et leurs tiges peuvent croître de 4 centimètres en une seule journée. Qui plus est, les pousses sont capables de traverser une épaisseur de 5 cm d'asphalte. Dans un m² de sol infecté, il est possible de recueillir plus de 100 m de rhizomes soit environ 25 kg. Directement impacté par la problématique de la renouée du Japon, le secteur du BTP l'est assurément, même si c'est de la responsabilité du maître d'ouvrage de financer le traitement des terres contaminées. Le coût est loin d'être neutre comme le montre l'exemple suivant : selon une étude commandée par la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, pour la première phase de réalisation de la Route Centre Europe Atlantique, soit une 2 fois 2 voies de 35 km, la gestion de cette plaie végétale s'est montée à un million d'euros !

L'IMPORTANCE DES PLANS DE GESTION

« *Le prix du travail d'éradication dépend des volumes à traiter, de la méthode employée, et peut nécessiter un investissement financier important* », confirme Emeline Jourdan, cofondatrice du Ceve, bureau d'étude spécialisé dans le traitement des plantes invasives. Créé en 2015, l'une des premières missions de ce collectif d'écologues s'est déroulée sur le projet ÉcoQuartier de Viry. Des relevés de terrain ont permis de définir la dimension des massifs et les volumes de terres contaminées par les rhizomes. Un plan de gestion adapté à ces constatations a été par la suite proposé au concepteur de l'ÉcoQuartier.

« *C'est un sujet vraiment d'actualité, une réglementation dans ce domaine serait l'idéal* », commente Emeline Jourdan en rappelant que le collectif fait régulièrement des formations auprès d'entreprises du BTP. Formation et information, deux mots importants pour traiter de la question de la renouée. La fédération nationale des travaux publics diffuse une plaquette à ses adhérents expliquant que la mise à nu de surfaces de sol, le transport de fragments de plantes ou de graines par les engins et l'import et l'export de terre sont des sources importantes de contamination.

> **« LES CARRIÈRES ET LES CHANTIERS SONT DES ZONES PARTICULIÈREMENT SENSIBLES.**
>
> Christophe Gilles

En Haute-Savoie, France nature environnement (FNE) avait sollicité en 2015 la fédération départementale du BTP pour organiser une journée d'information pour les entreprises. Cette rencontre avait été un succès puisqu'une trentaine d'entre elles avaient participé. Des contacts sont pris pour renouveler l'opération. « *Les carrières et les chantiers sont des zones particulièrement sensibles et il est très important d'expliquer comment ces plantes invasives se reproduisent* », relève Christophe Gilles. Chargé des questions de biodiversité au sein de FNE 74, il confirme les trois principes de base avant d'engager les tractopelles : repérer, baliser et mettre en place une gestion ciblée des déchets.

REVOIR LA RÉDACTION DES APPELS D'OFFRES

Des entreprises ont très bien intégré cette problématique. « *Nous n'acceptons pas de marchés de terrassement quand la renouée est verte. Nous ne voulons prendre aucun risque* », déclare Céline Mermet. Selon la cheffe de projet aménagements, installations de stockage des déchets inertes et chargée de mission environnement du groupe Famy, cette politique évite la propagation de la plante, notamment sur les différents sites de la société, et l'achat de décrotteurs de roues, environ 50 000 euros pièce. Mais elle peut aussi conduire à perdre des contrats. « *Il faut absolument revoir la rédaction des appels d'offres. Les mesures prises pour le traitement des plantes invasives doivent être bien visibles plutôt que noyées dans le chapitre fourre-tout "installation de chantier"* », continue Céline Mermet.

Des formations, Nicolas Balverde, cogérant du bureau d'études et d'ingénierie Avis Vert Environnement, en anime régulièrement comme en octobre dernier pour la Communauté

PRIMÉE AUX PAYS-BAS

Et dire que ce fléau écologique a eu des admirateurs et a même obtenu un prix ! En 1847, la société d'agriculture et d'horticulture de la ville d'Utrecht a en effet décerné à la renouée du Japon une médaille d'or pour la beauté de son feuillage. Originaire d'Asie orientale (Japon, Corée, Taïwan), elle a été introduite en Europe en 1825 en raison de ses qualités ornementales, fourragères et mellifères. En France, elle fait partie des plantes invasives par l'arrêté du 24 avril 2015.



Rhizomex veut *« faire du bon avec du mauvais »*.



Un engin de chantier peut contaminer d'autres sites.



Les tiges de la renouée du Japon peuvent croître de 4 centimètres en une seule journée.

de communes du Genevois qui avait invité des acteurs du BTP. *« Les communautés de communes sensibilisent de plus en plus les professionnels »*, relève cet ingénieur qui a identifié de nombreux massifs de renouées dans la zone frontalière. Il indique que la réglementation évolue au niveau des transactions de terrains : si une parcelle comprend des espèces invasives, le vendeur doit prévenir l'acheteur et cette indication doit être notifiée chez un notaire. Si ce n'est pas mentionné, en cas de mauvaise surprise, l'acquéreur peut demander des dommages.

Se pose bien entendu la question de l'élimination de ces plantes. En 2017, le Conseil départemental de la Savoie a réalisé une expérimentation à grande échelle sur la plateforme du Grand-Chambéry menée par le bureau d'étude Concept Cours d'EAU. Conclusion : *« Il n'y a aucun risque de retrouver des diaspores vivantes (parties d'une plante se séparant de celle-ci et assurant sa multiplication) dans le produit final lorsque la production a lieu sur huit mois avec deux retournements et des températures élevées. »*

> **« NOUS N'ACCEPTONS PAS DE MARCHÉS DE TERRASSEMENT QUAND LA RENOUÉE EST VERTE.**
>
> Céline Mermet

DES PISTES DE VALORISATION

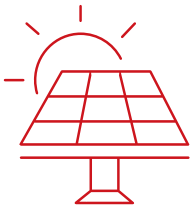
La fédération nationale des travaux publics mentionne trois pistes pour les plantes invasives : le compostage ou la méthanisation, la mise en décharge et la valorisation thermique, bien entendu dans des structures adaptées. A chacun sa méthode. La société Roudil, par exemple, qui gère la carrière de Chavanod, les enterre à dix mètres de profondeur et remblaie par-dessus. De son côté, Christophe Gilles préconise, dans la mesure du possible, d'entreposer les renouées dans une benne de chantier couverte et de les laisser pourrir…

Ceci étant, la renouée du Japon pourrait avoir quelques vertus. L'entreprise Rhizomex, née d'un partenariat avec l'Université Savoie Mont Blanc, a décidé de créer de la valeur à partir de cette invasive. Le slogan de cette start-up est *« Faire du bon avec du mauvais »*. Rhizomex accompagne les maîtres d'ouvrage dans l'éradication de la plante sur leur terrain. Puis, grâce à un procédé issu de la recherche, le resvératrol, un actif naturel très recherché dans le domaine de la cosmétique, est extrait. Un mal pour un bien…

UNE ÉTUDE FRANCO-SUISSE

Les conclusions d'un projet Interreg Franco-Suisse pour développer des solutions innovantes permettant d'éradiquer les plantes invasives devraient être rendues lors d'un colloque au cours de l'année 2022. Pas moins de 3 millions d'euros ont été investis dans cette étude planifiée sur trois ans. La méthode utilisée est basée sur la stérilisation thermique profonde des invasives puis la reconstitution des milieux par l'implantation d'espèces végétales capables de se développer sur ces terrains.

© FNE 74 • © Rhizomex



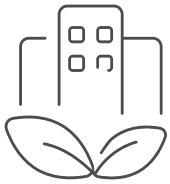
+13,2%

C'est, en volume, l'évolution de l'activité de rénovation énergétique en Auvergne-Rhône-Alpes au 2e trimestre 2021 par rapport au trimestre correspondant de 2020, une hausse supérieure à celle observée au niveau national (+12,9 %).



5165

C'est le nombre de dossiers MaPrimeRénov validés en Savoie Mont Blanc au 31 octobre 2021, dont 2 869 en Savoie et 2 296 en Haute-Savoie pour une enveloppe globale de 117,9 millions d'euros de travaux.



1445

C'est le nombre d'entreprises labellisées RGE (Reconnu Garant de l'Environnement) en Savoie Mont Blanc au 6 décembre 2021. On en recense 685 en Savoie et 760 en Haute-Savoie.



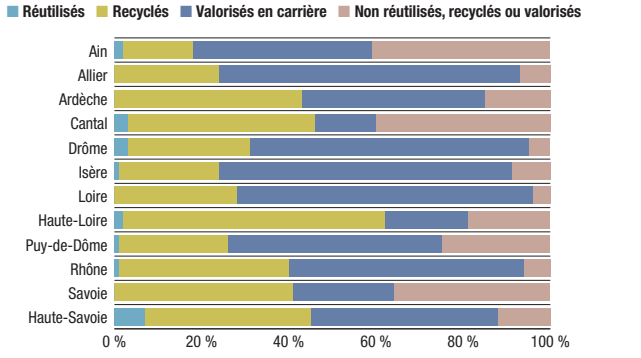
815

C'est le nombre de logements subventionnés dans le cadre de la rénovation énergétique et de la réhabilitation lourde des logements sociaux en Savoie Mont Blanc au 31 octobre 2021 : 278 en Savoie et 537 en Haute-Savoie.

Sources : Ademe, Cerc Auvergne-Rhône-Alpes, France Relance

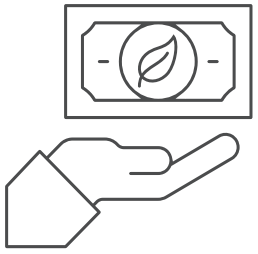
RECYCLAGE DES DÉCHETS ET MATÉRIAUX INERTES DE CHANTIERS

En 2019, en %



Source : Cerc Auvergne-Rhône-Alpes

PERFORMANCE. En 2019, huit départements sur douze ont atteint l'objectif de 80 % de déchets inertes valorisés. La Savoie et le Cantal restent en-dessous de ce niveau, rejoints par l'Ain et le Puy-de-Dôme. En revanche, la Loire, en-deçà de l'objectif en 2018, affiche la meilleure performance avec un taux de valorisation de 96 %.



487

C'est le nombre d'éco-prêts à taux zéro émis entre janvier et septembre 2021 en Savoie Mont Blanc.

Source : SGFGAS

RÉNOVATION. La Savoie en compte 228 pour un montant moyen de 13 691 euros et la Haute-Savoie 259 pour un montant moyen de 14 106 euros. 88,5 % concernent des maisons individuelles et 96,1 % ont été attribués à des propriétaires. Les travaux sur le système de chauffage et d'eau chaude sanitaire représentent 46,6 % des actions menées, devant l'isolation thermique des parois vitrées et des portes (28,1 %) et l'isolation thermique des murs (17,9 %).



3

C'est le nombre d'entreprises lauréates de la première vague de l'appel à projets "Industrialisation de produits et systèmes constructifs bois et autres biosourcés" en Auvergne-Rhône-Alpes dans le cadre du plan France Relance et Investissements d'avenir.

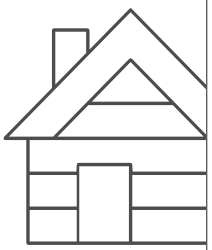
Source : France Relance

LAURÉATS. Deux entreprises sont situées en Haute-Savoie : Lignalpes à Saint-Pierre-en-Faucigny pour son projet d'augmentation des capacités de production et développement de produits de traitement bio-sourcés des bois rabotés (subvention de 1,8 million d'euros) et Technologies & Habitats à Saint-Félix pour son projet d'extension des capacités de production et développement d'un système de constructions modulaires en bois pour les bâtiments résidentiels de moyenne hauteur (900 000 euros). La troisième (Bois et Sciages de Sougy - Monnet Sève) est implantée dans l'Ain.

LA CONSTRUCTION BOIS EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

En 2020

670 M€
de chiffre d'affaires total dont **335 M€** dans la construction bois



355 entreprises
dont **53,2 %** dans les travaux de charpente

4 430 salariés
soit **+5,5 %** par rapport à 2018

4 000 logements construits
soit **8,1 %** de part de marché

158 900 m² de bâtiments agricoles réalisés
soit **26,8 %** de part de marché

102 800 m² de bâtiments tertiaires réalisés
soit **7,4 %** de part de marché

Source : Fibois

MAURO

GÉNIE CIVIL • BÂTIMENT • TRAVAUX PUBLICS











NOS FILIALES

- MAURO MAURIENNE
- MAURO INDUSTRIE
- BAL TP
- SABAUDIA TP
- GEECO GÉNIE ÉCOLOGIQUE
- BÉTON DES FINS LA MOTTE-SERVOLEX - FRANGY

NOS ACTIVITÉS

BÂTIMENT

GÉNIE CIVIL

STATIONS D'ÉPURATION

TRAVAUX PUBLICS

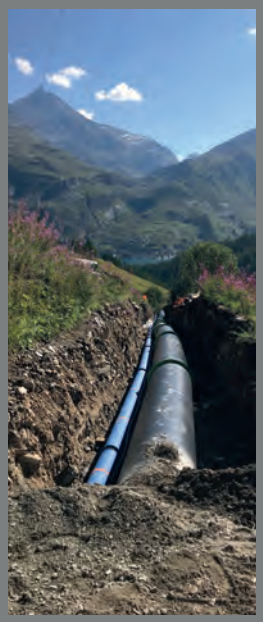
TERRASSEMENT

HYDROÉLECTRICITÉ

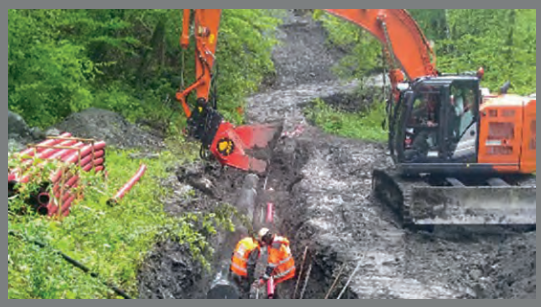
BÉTON PRÊT À L'EMPLOI

GÉNIE ECOLOGIQUE











Du béton aux canalisations, l'Entreprise MAURO s'engage à vos côtés pour un partenariat dans l'acte de construire.

www.mauro-btp.com

MAURO SAS - 125 rue du Père Eugène - CS10005 - 73292 La Motte-Servolex - **04 79 25 10 32** - **info@mauro-btp.com**



Comment rompre avec le déclin des roselières ?

POUR ENRAYER LE RECUL DES ROSELIÈRES DES LACS D'ANNECY ET DU BOURGET, DIFFÉRENTES OPÉRATIONS DE RECONQUÊTE SONT MENÉES.

Par Vincent Charbonnier

C'est un travail de longue haleine. Les roselières du lac d'Annecy font l'objet d'une nouvelle campagne de travaux depuis octobre 2021 en bordure du port de Sevrier. Une partie du parking de la plage sert de base de vie aux entreprises qui interviennent sur ce chantier consacré à la restauration d'un milieu exceptionnel. Les roselières lacustres d'Annecy abritent une faune et une flore remarquables tout en contribuant à la qualité de l'eau du lac. Mais 90% de leur superficie ont été rabotées depuis le milieu du XX^{e} siècle. Elles ne couvrent plus aujourd'hui qu'environ 13 hectares en pourtour du lac.

Un état des lieux lancé en 2007 et des études scientifiques sous l'égide du Syndicat mixte du lac d'Annecy (Sila) ont permis de cartographier ces roselières et les herbiers immergés, de déterminer les causes de cette régression et d'identifier les actions à mettre en œuvre pour tenter d'améliorer la situation.

PROTECTIONS ET PLANTATIONS

En 2011, une première phase de travaux a été conduite avec des plantations et la mise en œuvre de dispositifs de protection. Cette restauration a été prolongée par une expérimentation de marnage du lac sous la maîtrise d'ouvrage du Sila en 2019.

Ces opérations de baisse et de remontée du niveau du lac, entre mars et novembre, visaient à contrer les effets d'une éventuelle sécheresse et à favoriser le développement des roselières, la baisse d'une trentaine de centimètres du niveau de l'eau ayant un impact sur leur essor. Une démarche au long cours qui se révèle déjà bénéfique. Les surfaces colonisées par les roselières ont augmenté de 2 hectares, la diversité des roselières a été renforcée.

Une deuxième phase de travaux est engagée depuis octobre 2021 jusqu'en mars 2022 sur trois zones à Sevrier, au marais de l'Enfer à Saint-Jorioz et dans la réserve naturelle du Bout du Lac à Doussard. Il s'agit de mettre en œuvre des ouvrages de protection en bois en front des roselières et d'effectuer des plantations à partir de la mise en culture de souches locales en partenariat avec l'Institut des sciences de l'environnement et des territoires d'Annecy (Iseta). Ces travaux nécessitent de réserver des emprises significatives pour stocker le matériel et installer la base de vie des entreprises. Un accès direct au lac étant nécessaire pour opérer dans l'eau, le port de Sevrier s'est avéré le plus à même d'accueillir ce chantier.

UN ÉCOSYSTÈME PRÉCIEUX

Les roselières sont des stations d'épuration biologique et des réservoirs d'espèces, de poissons, tortues, oiseaux, insectes… Les rhizomes des roseaux filtrent l'eau et la dépolluent. Mais l'embroussaillement, le réchauffement climatique, les déchets flottants et l'absence de variation du niveau de l'eau ont réduit la superficie de ces milieux.

© Sila



Crédit Mutuel

L'avance sur indemnisation s'effectue sous réserve des dispositions prévues au contrat, voir conditions en Caisse de Crédit Mutuel proposant ce service.

Caisse Fédérale de Crédit Mutuel et Caisses affiliées, société coopérative à forme de société anonyme au capital de 5 458 531 008 euros, 4 rue Frédéric-Guillaume Raiffeisen, 67913 Strasbourg Cedex 9, RCS Strasbourg B 588 505 354 – N° Orias : 07 003 758. Banques régies par les articles L.511-1 et suivants du code monétaire et financier. Pour les opérations effectuées en qualité d'intermédiaires en opérations d'assurances (immatriculations consultables sous www.orias.fr), contrats d'assurance de ACM IARD SA, entreprise régie par le code des assurances.

Au lac du Bourget, on mène un autre combat pour reconquérir les roselières. Contre la renouée du Japon, plante invasive qui colonise certaines rives à vitesse grand V. Leur prolifération a été favorisée par l'embroussaillement et l'absence de baisse du niveau de l'eau. Au domaine du Buttet sur la commune du Bourget-du-Lac, la renouée du japon avait envahi deux hectares. Pour les éliminer, le Conservatoire d'espaces naturels (CEN) de Savoie a conduit un chantier de génie écologique pour neutraliser les rhizomes de cette plante. Ces travaux consistent à les enfouir profondément sous l'eau, à les recouvrir d'une couche de sédiments sains excavés, à précipiter leur décomposition en évitant tout risque de contamination lors d'exfiltration.

Une autre partie des sédiments a été prélevée et transférée en-dehors du site pour faciliter la respiration et le développement des roseaux à certaines périodes de l'année, hors d'eau. Cette technique dite d'étrépage vise à abaisser de 40 cm en moyenne le niveau du sol pour permettre à une autre végétation aquatique de se développer et renforcer ainsi les roselières. Ce chantier a été réalisé par l'entreprise Guintoli sous maîtrise d'ouvrage du CEN de Savoie. Cette opération a été prolongée par la baisse de 70 cm du niveau d'eau du lac entre septembre et novembre 2021. Effectué tous les quatre ans, ce marnage contribue à oxygéner le pied des roseaux, à revitaliser les roselières, qui servent notamment d'abri à des nénuphars et des potamots (herbiers aquatiques) et à une kyrielle d'espèces animales. Sans oublier le rôle d'épuration biologique joué par ces écosystèmes. ▮



› Les travaux engagés en octobre 2021 à Sevrier, Saint-Jorioz et Doussard s'achèveront en mars 2022.

LA NOUVELLE NATURE DU MARAIS DE CHAUTAGNE

LA PLUS VASTE ZONE HUMIDE DE SAVOIE A ÉTÉ RESTAURÉE GRÂCE À UNE OPÉRATION DE GÉNIE ÉCOLOGIQUE.

Il aura fallu plus de quatre ans pour modifier le cours des marais de Chautagne. Sans le lancement de ces travaux de restauration hydraulique et agroenvironnementale, la plus grande zone humide de Savoie aurait continué à s'assécher. Un phénomène continu depuis la fin du 19e siècle, depuis la création de plusieurs centaines de kilomètres de fossés de drainage, digues et d'aménagement du Rhône. Pour inverser ce mouvement, il a été décidé d'intervenir sur une parcelle de 60 hectares à Chindrieux exploitée pour la culture du maïs, particulièrement dégradée du point de vue agricole, hydraulique et environnemental).

Après deux années de concertation et d'études, des premiers travaux préparatoires ont été réalisés, notamment un semis de couverture pour empêcher l'installation d'espèces indésirables. Le chantier de renaturation a ensuite été engagé en 2019 et 2020. Le sol a été décapé jusqu'à une quinzaine de centimètres de profondeur sur une vingtaine d'hectares pour combler les fossés. Au total, 2,5 hectares de milieu aquatique ont été restaurés. Après ces terrassements, la parcelle a été ensemencée afin de reconstituer une prairie humide diversifiée pour être principalement valorisée par le pâturage et le fourrage. Car il ne s'agit pas selon les initiateurs de ce projet de *« mettre sous cloche »* cet espace mais de trouver un équilibre entre les besoins agricoles et la préservation à long terme des milieux naturels.

Inscrits dans une démarche d'écoconception, les travaux ont veillé à ne pas apporter de matériaux de l'extérieur, à ne pas perturber les refuges pour la faune (bosquets, buissons, rivières), à ensemencer des graines sauvages récoltées dans des prairies naturelles à proximité. D'un montant de 1,1 million d'euros, cette opération exemplaire de préservation d'une nappe stratégique d'eau potable conduite par le Conservatoire des espaces naturels de Savoie a été financée par l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, l'Union européenne et le Département de la Savoie. ▮ VC



LE CISALB LÂCHE LA LEYSSE AUX POISSONS

Les truites et les chabots ne devraient plus avoir d'obstacle infranchissable pour remonter le cours de la Leysse en amont de Chambéry, et se reproduire. Le Comité intercommunautaire pour l'assainissement du lac du Bourget (Cisalb) a entrepris cet automne des travaux *(photo)* pour supprimer six verrous, six marches hautes de 1,8 m à plus de 2,5 m. Pour ne pas déstabiliser le lit du cours d'eau, éroder les berges et pieds de digue, il a été décidé d'aménager ces seuils, qui participent aussi à l'alimentation en eau de la nappe de Chambéry, plutôt que de les supprimer totalement ou partiellement. La solution retenue repose sur la création de rampes en rochers, d'une pente de 5 %, afin de résister aux crues. Leur profil est dessiné pour maintenir le plus longtemps possible un niveau d'eau minimal pour la circulation des poissons.

Les six seuils sont traités par groupe de trois. Cet automne, les trois premiers situés le long de la RD 1006 ont été aménagés, la voie verte le long de la Leysse et la passerelle Gilles Boisvert étant fermées. Les trois autres seront repris en 2022. Une pause est observée entre fin novembre 2021 et mai 2022 pour permettre aux poissons de frayer en toute tranquillité.

Les 14 000 m³ de rochers prévus seront ainsi mis en place sur 92 mètres pour la plus longue rampe et 47 mètres pour la plus petite. D'un montant total de 1,1 M€, ces travaux sont principalement pris en charge par l'agence de l'eau (770 000 €) et par le Cisalb (220 000 €). **VC**

© Sila • © Benedetti-Guelpa

ase
alpes solaire énergies





20 ANS D'EXPERIENCE ET LE SAVOIR-FAIRE POUR VOS INSTALLATIONS SOLAIRES, PHOTOVOLTAIQUES OU THERMIQUES PRÈS DE CHEZ VOUS

ZA Les Glaises - Villy-le-Pelloux – 74350 ALLONZIER LA CAILLE – Tél +33 (0)4 50 24 21 54

www.alpes-solaire-energies.fr

PACHE sarl ADLER

Solutions en protection et ennoblissement du bois





Un chalet, ÇA S'ENTRETIENT !

Contactez-nous pour traiter et rénover vos façades bois





64 route de Gravin - MAGLAND - 04 50 89 57 17 - pache.sarl@wanadoo.fr

www.pache-adler.fr

LES RETENUES D'ALTITUDE ENTRE DEUX EAUX

LA CRÉATION DE RETENUES D'ALTITUDE SUSCITE DE PLUS EN PLUS D'OPPOSITION. COUP DE PROJECTEUR À LA FÉCLAZ ET LA CLUSAZ.

Par Vincent Charbonnier



La saison d'hiver s'annonce moins incertaine à La Féclaz. Outre les conditions météo favorables, la station savoyarde a sanctuarisé son approvisionnement en neige de culture. Une nouvelle retenue collinaire a été mise en eau cet automne. Ce projet porté par le Syndicat mixte des stations des Bauges (SMSB) a consisté à creuser un bassin de rétention de 25 000 m³, relié à un réseau de 35 enneigeurs. L'objectif est de garantir l'exploitation du premier domaine nordique de France. Le SMSB qui a reçu une subvention de 900 000 euros de la Région a investi 3,8 millions d'euros (M€) dans cette opération. Pour les élus de la commune des Déserts, dont dépend la station, ce projet est vital pour maintenir les 70 emplois directs et 250 indirects générés par l'activité ski. Les défenseurs du projet mettent en avant le fait que l'eau provient d'une source située sous la retenue et qu'elle sera pompée « *au bon moment* » sans qu'il y ait d'impact en aval. Des arguments réfutés par les associations environnementales qui pourfendent « *le ski à tout prix* » et s'alarment des impacts dévastateurs sur la biodiversité.

À La Clusaz, le projet de retenue collinaire a été lancé après plusieurs épisodes de sécheresse dont celui de 2018. Il consiste en une retenue de 148 000 m³ située dans le bois de la Colombière au-dessus du village. Un tiers servira pour l'alimentation en eau potable, deux tiers pour l'enneigement artificiel de 33 hectares de pistes de ski. Cette réserve permettra de couvrir 45 % du domaine skiable (contre 27 % aujourd'hui). Chiffré à 10 M€, ce projet porterait à cinq le nombre de retenues de la station. Dans son rapport rendu le 20 octobre, la commission d'enquête publique note que la nouvelle retenue « *apparait être la solution la plus robuste pour répondre aux différents enjeux socio-économiques du territoire* ». Mais avec un rendement énergétique « *discutable* » et un « *impact négatif sur la biodiversité* » surtout en phase de travaux qui entraîneront « *la destruction d'habitats et de spécimens d'espèces protégées* ». Les commissaires enquêteurs reprennent certains des arguments des associations environnementales et du collectif La Nouvelle Montagne dont la pétition a réuni plus de 50 000 signatures en ligne.

LES OPPOSANTS SONT BIEN DÉCIDÉS À EMPÊCHER COÛTE QUE COÛTE LA CONSTRUCTION DE LA RETENUE DE LA CLUSAZ

Ce projet « *est d'intérêt public pour la population de la vallée des Aravis qui vit du tourisme sous la forme actuelle* », considèrent toutefois les commissaires enquêteurs (avis favorable avec réserve et recommandations) pour qui cette nouvelle retenue doit permettre à la station de renforcer son activité hivernale « *sans accroissement de la surface skiable en l'attente de la mise en œuvre d'un tourisme 4 saisons* ». ▮

DES RETENUES MOINS GOURMANDES QUE LES PISCINES

Savoie et Haute-Savoie concentrent 105 des 150 retenues d'altitude françaises situées entre 1 200 et 1 700 mètres. Elles représentent une capacité globale de 9 millions de mètres cubes d'eau, dont la moitié peut être mise à disposition de la collectivité en cas de sécheresse notamment. La création de ces retenues est sujette, comme tout ce qui relève de la gestion de l'eau, à l'approbation des collectivités et des services de l'État.

L'eau utilisée pour la production de neige provient à 65 % des retenues d'altitude. 25 millions de mètres cubes sont nécessaires pour produire la neige des domaines skiables français. Soit « *moins de la moitié du volume nécessaire au remplissage des piscines privées en France* », souligne-t-on chez Domaines skiables de France (DSF). Les stations mettent aussi en avant l'enjeu que représentent les retenues d'altitude pour l'agriculture de montagne et la lutte contre les incendies. **VC**



© ABEST • © les Saisies



Abonnez-vous !

9,90 € /mois

- → Accès à l'intégralité de nos publications papier
- → Accès illimité à toutes nos publications numériques
- → Accès à notre flux quotidien d'informations numériques



50 N° D'ECO SAVOIE MONT BLANC + SAVOIE MONT BLANC EN CHIFFRES + FRONTIÈRE EN CHIFFRES + HORS SÉRIE DES DOMAINES SKIABLES + ECOMECA + TOP 500 DES ENTREPRISES + HORS SÉRIE DE L'IMMOBILIER + HORS SÉRIE DU BTP + L'EXTENSION + 6 NUMÉROS ACTIVMAG

*Offre valable jusqu'au 31 décembre 2022

Je choisis le prélèvement mensuel, **par carte bancaire, 9,90 € TTC/mois(1)** sur groupe-ecomedia.com/abonnement
Je choisis le paiement annuel avec ce coupon, **par chèque ou virement soit 119 € TTC** ou sur groupe-ecomedia.com/abonnement

☐ Chèque bancaire à l'ordre de Sopreda 2 ☐ Virement à l'ordre de Sopreda 2 IBAN : FR76 1810 6000 1996 7672 4136 113 CODE BIC : AGRIFRPP881 ☐ Je souhaite recevoir une facture acquittée

Nom et Prénom _____ Société _____

Adresse _____

CP + Ville _____ Téléphone _____

Courriel (2) _____

COUPON À RETOURNER À SOPREDA 2 – SERVICE ABONNEMENTS - CS 62019 - 74010 ANNECY CEDEX

(1) L'abonnement est résiliable sans frais à tout moment
(2) Pour vous faire parvenir votre code d'accès numérique

groupe-ecomedia.com/abonnement



Des quartiers repensés par et pour les habitants

LES CHANTIERS DE RÉNOVATION URBAINE RÉPONDENT AUX ENJEUX ÉCOLOGIQUES ET AUX BESOINS DES HABITANTS, PLACÉS AU CŒUR DE CES PROGRAMMES.

Par Marie-France Sarrazin

La transformation urbaine d'un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) vise à retrouver une attractivité par la mixité sociale, la requalification des espaces, la dédensification et parfois l'introduction de commerces et services. C'est l'occasion de tout remettre à plat, en impliquant les premiers concernés : les habitants.
En 2019, Cristal Habitat a signé une convention d'aménagement avec la Ville de Chambéry pour transformer en profondeur un quartier des Hauts de Chambéry. *« C'est sur l'écoquartier du nord des Combes que se concentre l'essentiel de nos efforts, même si nous allons rénover 1000 logements dans le quartier, en consacrant en moyenne 50 000€ par appartement »*, indique Nicolas Gigot, directeur général de Cristal Habitat. En chiffres, ce programme représente 96 logements démolis, 380 logements en passe d'être réhabilités, 80 nouveaux logements en accession sociale à la propriété et 10 millions d'euros (M€) d'aménagement d'espace public.
Cette opération permet au bailleur de diversifier son offre, qui n'est plus adaptée à la demande actuelle. Les Hauts de Chambéry comptent 45 % de T4 et plus. En 50 ans, la sociologie a changé : 60 % des personnes qui veulent rentrer dans le parc HLM ont besoin de petits logements ; 50 % des ménages ne sont composés que d'une personne. Ces réhabilitations sont l'occasion pour Cristal Habitat de réduire la taille des logements, d'ajouter des ascenseurs car près de 30 % des ménages ont plus de 65 ans, des locaux pour vélos et d'agrandir les balcons. Sans occulter l'un des principaux objectifs : la baisse des consommations de chauffage, *« même si nos immeubles sont performants, reliés au chauffage urbain. Nous tâchons de diviser par deux le nombre de kWh au m² : de 140 kWh par m², on passe à 70. On en profite pour compléter la couverture photovoltaïque »*, indique Nicolas Gigot.

MAÎTRISE DES ÉNERGIES
En matière de réduction énergétique, Cristal Habitat affiche des objectifs chiffrés sur l'ensemble de son patrimoine : baisser la consommation de 12,5 Gwh, soit -15 % en 10 ans, et porter l'énergie solaire à 4,5 % de sa consommation totale pour couvrir 30 % des besoins en électricité de ses immeubles. Pour affiner sa politique de maîtrise des énergies, le bailleur calcule de manière précise la consommation des ménages et des immeubles. Il peut ainsi mesurer l'efficacité des réhabilitations et adapter son programme de travaux.

DES TINY HOUSES POUR SE REPOSER

Haute-Savoie Habitat mène de front trois gros chantiers de rénovation : 200 logements à Faverges (10 M€), 214 à Publier (10 à 12 M€) et 720 à Annemasse, sur le quartier Livron-Perrier (30 M€), son plus gros programme. Rénover 720 logements en présence des locataires induit forcément une organisation au cordeau : *« Nous démarrons 10 logements par jour et consacrons 15 jours de travaux par logement, pas forcément d'affilée »*, indique Sandrine Mouge, directrice du patrimoine chez Haute-Savoie Habitat. Informés et concertés, les locataires auront eu la possibilité, au préalable, de

visiter un appartement témoin ou de bénéficier d'une visite virtuelle.
« *Quand on fait des travaux, on rentre dans l'intimité de la famille et au début, ce n'est pas forcément bien vécu. On adapte donc notre mode opératoire. Un cabinet de Lyon, Trajectoires-reflex, travaille sur le lien avec les locataires pour déminer les situations tendues, débarrasser les pièces* », continue Sandrine Mouge. Le bailleur a prévu jusqu'à la mise en place de tiny houses pour que les occupants viennent se reposer s'ils sont incommodés par le bruit.
À terme, ils profiteront d'un logement dont l'étiquette énergétique glissera de D ou E à B ou C et d'une consommation thermique divisée par deux. « *Attention, ce n'est pas la facture qui baisse de 50 % car il y a une part d'abonnement fixe et la hausse du prix des énergies* », prévient Sandrine Mouge.

INSERTION

Ces chantiers financés avec le soutien de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru) peuvent constituer une opportunité pour les habitants éloignés de l'emploi : au moins 5 % des heures travaillées doivent faire l'objet de clauses d'insertion sociale. Pour Haute-Savoie Habitat, l'objectif, sur Annemasse, est d'atteindre 17 363 heures travaillées dans ce cadre. Mais ce n'est pas toujours simple. « *Les clauses sont restrictives et nous obligent à trouver des personnes du quartier. Nous avons demandé une dérogation à l'Anru pour élargir le secteur. Des structures nous aident à trouver des personnes en insertion, que ce soit par l'intérim ou l'alternance* », confie la directrice du patrimoine. ▮



Les efforts de Cristal Habitat se concentrent essentiellement sur l'ÉcoQuartier du nord des Combes, à Chambéry.

Haute-Savoie Habitat rénove 720 logements à Annemasse.



UNE SITUATION DÉROGATOIRE À AIX

Un chantier de renouvellement urbain est engagé depuis 2019 dans le quartier de Marlioz, à Aix-les-Bains (50 M€). En jeu, la réhabilitation de 130 logements sociaux de l'Opac, la déconstruction des 144 logements sociaux de la barre de la cité (photo), la création de 190 logements en locatif et accession à la propriété, la requalification de la voirie, l'aménagement d'espaces publics, la création de services et de commerces. La particularité de ce quartier tient à l'attachement fort de ses habitants. « *En les interrogeant lors des études préalables, plus de 90 % ont déclaré souhaiter rester vivre à Marlioz* », indique Thibaut Guigue, vice-président de Grand Lac, porteur du projet.
Ce qui a conduit à l'obtention d'une dérogation pour maintenir 40 à 45 logements sociaux parmi les 190 recréés.
La commune a mis en place une cellule dédiée au relogement des locataires de la barre de la cité. « *Environ 10 % d'entre eux voulaient rester ; les situations ont fini par être débloquées* », poursuit Thibaut Guigue. Les habitants participent activement à la mise en place du nouveau projet qui « *emporte un taux d'adhésion de 8,3 sur 10* ». Ils sont consultés chaque mois afin de cibler les points d'amélioration, arrêter des éléments de finalisation, recueillir leurs attentes en matière d'espaces verts et lieux de détente. Des événements culturels liés à l'aspect patrimonial seront organisés pendant les travaux et un élément issu de la barre devrait figurer sur une place du futur aménagement. **MFS**

LA SECONDE VIE DES MATÉRIAUX EN BON ÉTAT

À AIX ET CHAMBÉRY, KAYAK ARCHITECTURE RECENSE CE QUI PEUT ÊTRE RÉUTILISÉ.

À Aix-les-Bains, des éléments de la barre de la cité de Marlioz, en bon état, vont connaître une seconde vie. Xavier Patriarche, co-fondateur de Kayak Architecture, accompagne l'Opac de la Savoie et Grand Lac dans cette démarche. « *J'ai visité 59 appartements vacants et dressé un inventaire de tout ce qui pourrait être réutilisé* », raconte-t-il. L'architecte a répertorié une quinzaine de matériaux. « *Sur les 500 radiateurs en fonte, nous allons en démonter une centaine qui va être reconditionnée par une entreprise de Montpellier. Nous avons aussi quelques ballons d'eau chaude qui ont à peine un an, des lavabos au look sympa, 500 m² de dalles mouchetées, appelées Terrazzo.* » Les pierres de parement en façade devraient être réintégrées par Epode, le maître d'œuvre chargé des aménagements paysagers, pour fabriquer les soubassements en gabion.
Ces matériaux devraient être vendus à travers la mise en place d'une matériauthèque éphémère dans le quartier, au sein de garages. Une opération au double avantage, évitant à la fois de transporter la matière et montrant aux habitants « *qu'on ne fait pas table rase du passé* ». D'autres éléments seront transférés à la plateforme de réemploi de matériaux de Chambéry Enfin ! Réemploi, créée par un collectif de cinq acteurs, dont Kayak Architecture.
Xavier Patriarche intervient également à l'école Vert Bois, dans le cadre du renouvellement urbain des Hauts de Chambéry. Une mission qui lui tient d'autant plus à cœur que son père a dessiné cet établissement. Là aussi, il a répertorié les matériaux que les services techniques de la Ville vont réemployer dans d'autres écoles de Chambéry. Et qui seront, pour le reste, récupérés par la matériauthèque. « *Des radiateurs électriques vont être utilisés d'abord en phase intermédiaire de chantier. Figurent aussi de petits sanitaires en très bon état, des auges longues pour se laver les mains, des portes-savons, faux-plafonds, poignées en inox, portes, ventilo-convecteurs ; à l'extérieur, des jeux, barrières, galets de béton, grilles d'arbres…* » ▮ **MFS**

© M-F.S. • © Haute-Savoie Habitat

LA RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DANS L'ADN D'HALPADES

AU-DELÀ DE SES QUATRE PROJETS DE RENOUVELLEMENT URBAIN, LE BAILLEUR SOCIAL HAUT-SAVOYARD MONTE DES PROGRAMMES VISANT LE DÉVELOPPEMENT DURABLE, L'INCLUSION ET LE LIEN SOCIAL.

Par Marie-France Sarrazin



Halpades est le bailleur social haut-savoyard le plus impacté par la rénovation urbaine et investit environ 100 millions d'euros (M€) par an. Il est engagé dans quatre gros projets de rénovation urbaine : au Crozet à Scionzier (12,7 M€), sur les quartiers Livron, Perrier et Châteaurouge à Annemasse (15,2 M€), aux Ewües à Cluses (36,3 M€), et aux Iles à Bonneville (51 M€). Ces quatre programmes, à des stades plus ou moins avancés, représentent 424 logements en démolition, 551 en reconstruction, 1 170 en réhabilitation et 323 en résidentialisation.

Le relogement des familles est donc une activité très forte pour la SA d'HLM qui veille à la fois à maintenir le reste à charge pour une même surface et à catégorie équivalente ; et à proposer un logement neuf ou de moins de cinq ans répondant aux besoins du foyer et en concordance avec ses souhaits.

À travers ses opérations de réhabilitation et de construction, elle vise dans le premier cas à *« une baisse très forte de la consommation énergétique de manière à maîtriser le reste à charge »*, indique Alain Benoiston, directeur général, et, dans le second cas, à produire des immeubles peu consommateurs d'énergie avec l'application systématique des normes RT 2020.

Le quartier des Toriolets à Meythet veut favoriser les liens entre générations.

DES ENTREPRISES LOCALES

Pour améliorer son bilan carbone, le bailleur fait travailler quasi exclusivement des entreprises locales ou régionales, avec des corps d'état séparés, pour limiter les déplacements. Lors des démolitions, le tri est effectué sur site et les matériaux réemployés, à travers le concassage des bétons.

Le volet insertion est parfois *« difficile à mettre en place sur certains corps d'état : c'est plus simple sur le gros œuvre que sur les corps secondaires »*, avoue Alain Benoiston. Sur ces quatre opérations, 38 personnes en insertion ont été embauchées : 74 % sont issus des quartiers prioritaires, 45 % ont moins de 26 ans et 89 % ont un niveau inférieur au bac. En tout, cela représente 49 contrats (un salarié pouvant avoir plusieurs contrats), dont six CDI. L'emploi pérenne à l'issue de ces contrats demeure donc limité.

CRÉER UNE VIE DE VILLAGE

Au-delà de ces quatre opérations d'envergure, Halpades a lancé cette année le projet "Ascension 2025" pour recréer une vie de village dans les quartiers. Comment ? En travaillant sur le tri sélectif pour avoir un rythme de collecte plus approprié, par l'introduction des énergies vertes et renouvelables lors des réhabilitations thermiques. Le maintien de la biodiversité est au cœur de l'opération Etoile Gare à Annemasse tandis que l'agriculture urbaine s'installe au pied des résidences Perrier à Annemasse, Bois Jolivet à Bonneville *(photo)*. Ambilly signe l'engagement du bailleur à développer des projets d'habitat inclusif pour les personnes en situation de handicap et plusieurs programmes visent à favoriser le lien intergénérationnel. *« Aux Toriolets à Meythet, nous allons créer une conciergerie avec salles de convivialité, des lieux de détente comme le boulodrome. À Annecy, dans la résidence Unisson, nous avons souhaité mélanger de jeunes couples avec des personnes âgées pour développer l'entraide, la garde d'enfants, le bricolage… »*, cite Alain Benoiston, son directeur général.



© Halpades

Disponible !

PANORAMA ÉCONOMIQUE
HORS-SÉRIE IMMOBILIER
ÉDITION 2021-2022



RETROUVEZ NOTRE HORS-SÉRIE
ET L'INTÉGRALITÉ DE NOS PUBLICATIONS SUR
groupe-ecomedia.com/kiosque



GROUPE ECOmedia



Que faut-il penser des écolabels ?

LE TRAVAIL DE LABELLISATION PEUT RENDRE UN PROJET EXEMPLAIRE. MAIS ATTENTION À NE PAS OUBLIER CE QU'EN FERONT SES USAGERS.

Par Jean-Christophe Sarrazin

ÉcoQuartier, Biodivercity, HQE, E+C-, Effinergie, Breeam… Comme dans les rayons de supermarché, les écolabels fleurissent sur les chantiers. Il s'agit de certifier que l'on s'inscrit dans une démarche vertueuse, en allant au-delà des normes thermiques par exemple, et même de tendre vers l'exemplarité et la réduction de l'empreinte carbone d'un bâtiment ou d'un quartier.

Dans l'agglomération d'Annemasse, le futur ÉcoQuartier de l'Etoile en est un exemple. A cheval sur trois communes, ce projet se déploie sur 19 hectares autour de la nouvelle gare d'Annemasse, desservie par le Léman Express. UrbanEra, la direction des grands projets urbains de Bouygues Immobilier, en a obtenu en 2016 la concession d'aménagement sur 15 ans. L'objectif est de réaliser un quartier à énergie zéro, qui produit autant d'énergie qu'il en consomme, avec *« un énorme enjeu de mobilité, du fait qu'il est organisé autour de la nouvelle gare et qu'il privilégie les déplacements à pied ou à vélo »*, explique Bastien Chambéry, directeur de l'aménagement et du montage à UrbanEra.

Le projet est labellisé ÉcoQuartier étape 2 (chantier engagé) et vise également la labellisation "BiodiverCity Ready", pour laquelle il est site pilote. Qui plus est, *« la totalité des logements (environ 1500 prévus) devra être HQE (haute qualité environnementale). C'est une obligation que nous donnons aux opérateurs »*, précise Bastien Chambéry. Précisément, cette course aux labels n'est-elle pas trop contraignante ? *« Nous ne les voyons pas comme des contraintes »*, assure le responsable d'UrbanEra. *« D'ailleurs, on ne les subit pas puisque nous les proposons. Nous fixons nous-mêmes des ambitions fortes. »* Agnès Roux, directrice des projets d'aménagement d'UrbanEra, reconnaît que *« ce sont des démarches assez lourdes, notamment au niveau administratif. Mais ce sont des procédures suivies par des experts, et ce travail avec eux nous tire vers le haut. Nous profitons aussi des expérimentations qui peuvent être menées ailleurs en France. Avec ces labels, nous nous confrontons à des critères objectifs et nous pouvons progresser sur certains points. C'est aussi une reconnaissance de notre savoir-faire et c'est une reconnaissance pour les collectivités qui initient les projets. »*

Florence Fombonne-Rouvier, directrice du CAUE (Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement) de la Savoie, est plus mesurée sur l'intérêt des labels. Elle-même membre du jury ÉcoQuartier, elle constate qu'il peut s'agirs davantage de "green washing" :

LABELS

- ÉcoQuartier : label délivré par l'État basé sur 20 engagements intégrant toutes les dimensions d'un aménagement durable.
- BiodiverCity : label international pour la prise en compte de la biodiversité et de la haute qualité écologique dans les projets immobiliers.
- E+C- : label Bâtiment à énergie positive et réduction carbone.
- Effinergie : certifie l'étanchéité à l'air, l'amélioration des systèmes de ventilation, les économies d'énergie et la consommation d'énergies renouvelables.

« Parfois, on cherche à raccrocher le label en fin de parcours pour faciliter sa commercialisation. À l'inverse, certaines démarches s'engagent sans labellisation, alors qu'il y a un réel engagement de la collectivité sur la durée ».
Parmi les exemples réussis d'ÉcoQuartier en Savoie, Florence Fombonne-Rouvier cite notamment la ZAC Valmar à La Ravoire, *« où il y a un vrai travail sur la gestion et les déplacements »*, et la ZAC du Coteau (Villeneuve) à Cognin, où les dernières constructions sont en cours.

« LA DIFFICULTÉ, C'EST L'ENGAGEMENT DANS LA DURÉE »

Pour la directrice du CAUE 73, *« l'objectif est de voir la fonctionnalité véritable. Souvent, la difficulté dans de tels projets réside dans l'engagement dans la durée. Quand on réalise des toitures et des façades végétalisées, il faut arriver à une mise en perspective. Qu'est-ce que ça donne dans la durée et comment les entretient-on ? »* À ses yeux, *« il ne s'agit pas de s'extasier devant l'environnement, mais de comprendre les enjeux sur le long terme. La démarche doit être transversale pour mettre systématiquement l'usager et les usages au cœur de la réflexion. »*
Faut-il pour autant jeter les labels avec l'eau du bain ? *« Pour moi, il n'y a pas de réponse toute faite »*, nuance Florence Fombonne-Rouvier. *« Cela dépend s'il y a une volonté, une ambition, une démarche profonde de la collectivité. Nous sommes à un tournant en tout cas. Au-delà des labels, il y a un engagement réel. Progressivement, nous allons vers des changements de paradigme. »* ▮



< Le quartier de l'Etoile, qui va être créé autour de la nouvelle gare d'Annemasse, est labellisé ÉcoQuartier étape 2 et vise également la labellisation « BiodiverCity Ready ».

^ L'ÉcoQuartier du Coteau (Villeneuve), à Cognin, où les dernières constructions sont en cours, est considéré comme exemplaire par la directrice du CAUE de la Savoie.



HQE : L'HÔPITAL DE CHAMBÉRY « EXEMPLAIRE »

La construction du nouvel hôpital de Chambéry, de 2011 à 2015, s'est inscrite dans une démarche environnementale certifiée, sur la base du référentiel NF HQE (Haute qualité environnementale) Bâtiments tertiaires. L'objectif était de réduire l'impact environnemental du chantier et de l'exploitation en maîtrisant les coûts de fonctionnement.
Les 14 cibles fixées par le maître d'ouvrage étaient liées à la gestion de l'énergie, la maintenance et la pérennité des performances environnementales, à la qualité de l'air et de l'eau ou au bruit intérieur.
« C'est un bâtiment très bien isolé et insonorisé », relève Bruno Drevon-Gaud, ingénieur à la direction des services techniques du entre hospitalier Métropole Savoie. Les gains de consommation sont très significatifs, notamment pour l'eau et le chauffage (réduction de 35 % par rapport à l'ancien bâtiment).
« La démarche HQE n'a pas entraîné de contraintes fortes au niveau de l'exploitation. En revanche, la certification en fin de chantier a été assez lourde pour le bureau d'études », poursuit le responsable.
La démolition/réhabilitation de l'ancien hôpital, qui a repris cet automne pour un montant de 24 millions d'euros (M€), ne s'inscrit pas dans une démarche HQE.
« Cela présentait moins d'intérêt pour 8000 m², sachant que cela nécessiterait un bureau d'études spécialisé », note Bruno Drevon-Gaud.
« Le chantier s'inscrit dans le cadre de la RT 2012, qui est déjà exigeante. Nous sommes allés encore au-delà en fixant des points d'amélioration . »
JCS.

BAS CARBONE : UNE OPÉRATION PILOTE À SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS

LA VILLE VEUT CRÉER LE PREMIER QUARTIER À FAIBLE ÉMISSION DE GAZ À EFFET DE SERRE DU DÉPARTEMENT.

Le quartier de la Gare, à Saint-Julien-en-Genevois, va connaître un bouleversement avec l'arrivée, fin 2023, du tramway de Genève. Autour du futur pôle d'échanges multimodal, la Ville et l'Agglomération vont aménager 6,5 hectares de friches, ce qui sera aussi le cas du parking de Perly, à la frontière. UrbanEra (Bouygues Immobilier) a été désigné fin 2019 pour concevoir ce projet d'envergure sur 12 ans. 700 logements sont prévus, ainsi qu'un hôtel, des commerces de proximité, des établissements publics et un parking-relais de 536 places.
L'un des enjeux majeurs est de diminuer le poids de la voiture, sachant que les flux à la frontière, déjà très importants à Saint-Julien-en-Genevois, devraient encore augmenter de près de 45 % à l'horizon 2030. D'où la volonté d'en faire le premier quartier bas carbone de Haute-Savoie. *« Notre objectif est de réduire l'empreinte carbone des habitants du quartier de 40 % par rapport à un scénario de référence »*, explique Bastien Chambéry, directeur de l'aménagement et du montage à UrbanEra. *« Nous sommes l'un des huit sites pilotes en France de la démarche Quartier Energie Carbone (QEC). »* Pilotée par un consortium et financée par l'Ademe, la méthode QEC élargit la réflexion du bâtiment à énergie positive et réduction carbone à l'échelle du quartier.
En effet, 50 % de l'empreinte carbone sont directement liés aux choix d'aménagement du quartier à travers la mobilité, les bâtiments, les espaces publics ou la gestion des déchets et de l'assainissement. Un outil, UrbanPrint, a été créé pour tester et modéliser plusieurs variantes afin d'identifier les différents leviers d'action et connaître leur impact.
À Saint-Julien-en-Genevois, la mobilité est le principal levier, autour du terminus du tramway et des mobilités douces. Il est également prévu de créer des chaufferies biomasse pour des logements économes. Le recours à des matériaux tels que le bois sera aussi favorisé, et, plus globalement, une attention particulière sera portée sur les approvisionnements locaux. JCS ▮

© Gautier et Conquet • © JCS

Prospective

Construire mieux, plus vite et moins cher

Dans les années à venir, l'architecture s'attachera plutôt à rénover et transformer le patrimoine existant qu'à construire de nouveaux bâtiments et grignoter ainsi le foncier encore disponible. La maquette numérique, l'intelligence artificielle, la robotisation, le Lean constituent des leviers pour améliorer la productivité et réduire les aléas. L'enjeu est de construire mieux, plus vite et moins cher.





© Nestor Costa - Adobe Stock

« Nous ne sommes pas des bétonneurs compulsifs »

LE HAUT-SAVOYARD GRÉGORY MONOD PRÉSIDE DEPUIS 2019 LE PÔLE HABITAT DE LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DU BÂTIMENT (FFB). IL PLAIDE, ENTRE AUTRES, POUR UNE DENSIFICATION DES CONSTRUCTIONS ET UNE APPROCHE MOINS SPÉCULATIVE DU FONCIER.

Propos recueillis par Sophie Boutrelle

Que représente le pôle habitat de la Fédération nationale du bâtiment (FNB) dont vous êtes le président ?
Il rassemble 1 100 adhérents représentant 1 500 entités différentes réparties sur l'ensemble des territoires. Nous avons ajouté statutairement la rénovation globale à nos trois secteurs historiques (la construction de maisons individuelles, la promotion immobilière et l'aménagement foncier). Ce secteur de la rénovation globale qui concerne 13 % de nos adhérents est appelé à se développer et n'était jusqu'à maintenant représenté par aucun organisme.

Quelles évolutions toucheront la construction demain ?
L'urgence climatique va indéniablement guider les évolutions à venir. Elle est déjà à l'œuvre dans la règlementation environnementale (RE2020) appliquée depuis le 1er janvier 2022 pour les permis de construire déposés. Nous travaillons depuis plusieurs années avec le gouvernement, au travers du Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique (CSCEE), sur cette réglementation destinée à lutter contre le changement climatique en réduisant l'impact des bâtiments. Nos adhérents sont prêts à faire face à l'évolution des modes constructifs mais s'inquiètent des surcoûts générés. Une partie de nos clients aura encore plus de difficultés à accéder au logement neuf.

Quelle est la conjoncture ?
L'activité est très bonne pour la maison individuelle. En 2021, les ventes au niveau national ont dépassé les 140 000 quand la moyenne long terme s'établit à 124 000. Elles tirent la construction et continueront de le faire en 2022. En revanche, pour le logement collectif, les stocks restent très bas avec peu de produits proposés à la vente, surtout dans les métropoles, agglomérations, bourgs centres. Cette situation qui impacte principalement les zones urbaines et périurbaines est liée aux difficultés à obtenir des permis de construire. Les élus, toutes couleurs politiques confondues, écoutent la « vox populi », quitte à oublier l'intérêt général qui impose de construire pour répondre aux besoins en logements des gens.

> **« DENSIFIER NE VEUT PAS DIRE BÉTONNER : NOUS SAVONS AMENER DE LA TRANSPARENCE, DE LA VERDURE. »**

Quelle est la solution ?
C'est vrai que les attaques d'habitants qui ont eu, eux, la possibilité de s'installer peuvent être violentes. Et qu'elles sont largement amplifiées par les réseaux sociaux. Il faut faire passer le message, expliquer et avoir le courage d'aller au bout des projets. L'enjeu est de réconcilier les citoyens avec l'acceptabilité des opérations consistant, en particulier, à construire la ville sur la ville. Il ne faut pas oublier que 50 % du logement social est produit par des promoteurs privés puis vendus à des bailleurs sociaux par le biais des ventes en état futur d'achèvement. C'est donc toute la chaîne qui est concernée. Densifier ne veut pas dire bétonner : nous savons amener de la transparence, de la verdure. Nous ne sommes pas des bétonneurs compulsifs.

Ces réticences des riverains ne s'expliquent-elles pas par les nuisances générées par les chantiers ?
Nous étions autrefois peut-être un peu moins vigilants mais depuis dix ans nous avons des systèmes très performants pour maîtriser au maximum les émissions de bruits, poussières, la boue… Le zéro nuisance n'existe pas mais la gêne occasionnée par les travaux est réduite au maximum.

Quelles sont vos préoccupations ?
La hausse des prix liée à la RE2020 (entre 7 et 10 %) est accentuée par la flambée des coûts des matériaux (5 à 7 %). Chacun doit faire un effort pour absorber ces surcoûts : nous, les maîtres d'ouvrage, les fabricants de matériaux, les entreprises et le client final, dans la mesure de ce qu'il peut supporter. Paupériser davantage l'outil de production serait dangereux pour nos activités. Nous devons accompagner les entreprises du BTP qui ne peuvent assumer seules cette charge. Nous avons signé avec la FFB et l'EGF, le syndicat national des entreprises générales françaises de bâtiment, une charte commune prévoyant que les entreprises bénéficient aussi des révisions de prix que nous pouvons inclure dans des contrats de construction de maison. Des maîtres d'ouvrage privés et l'État au travers de certains marchés publics se sont engagés à compenser la hausse des matériaux. En revanche, je ne vois pas bien comment des banques pourraient financer une révision de prix dès lors qu'un prêt bancaire est accordé sur un montant déterminé.

REPÈRES

- **1993 :** BTS Bâtiment et technologie de construction (lycée Lachenal, Argonay)
- **1999 :** Intègre l'entreprise familiale Sogimm en tant que responsable de programmes.
- **2005 :** Directeur général de Sogimm
- **2008 :** Président de Sogimm
- **2009 :** Président de la chambre Fnaim des Savoie
- **2010 :** Membre du bureau UCI-FFB (Union des constructeurs immobiliers, Fédération française du bâtiment)
- **2015 :** Vice-président Fnaim Rhône-Alpes
- **2019 :** Président du pôle habitat de la FFB



Qu'en est-il des approvisionnements ?
Pour les menuiseries, les délais de livraison sont passés, par exemple, de 7 semaines à plus de 20 semaines et encore les entreprises du BTP ne sont pas certaines d'être livrées. On se retrouve ainsi avec des reports en cascade et sans possibilité de remplacer les matériaux prévus par d'autres. Nos adhérents passent beaucoup d'énergie pour expliquer la situation à leurs clients. C'est un sujet à discussion, voire à discorde. Sur les programmes collectifs, les retards peuvent être prévus contractuellement contrairement à la maison individuelle pour laquelle c'est la loi de 1990 qui s'applique.

Quels sont les secteurs dans lesquels la filière doit progresser ?
Nous avons déjà beaucoup appris et progressé au travers de l'évolution des réglementations thermiques et environnementales qui nous ont amenés à être inventifs, à revoir et adapter nos modes constructifs. Il faut qu'on puisse aller plus loin grâce à la numérisation et, pour une partie de nos ouvrages, à la préfabrication et l'industrialisation. Mais attention, cette préfabrication doit rester locale, sans standardisation de l'architecture et de l'urbanisme. L'intégration des matériaux biosourcés constitue une avancée à condition de ne pas faire oublier les matériaux existants. Il faut que la montée en compétences soit progressive et générale pour les entreprises et la maîtrise d'ouvrage.

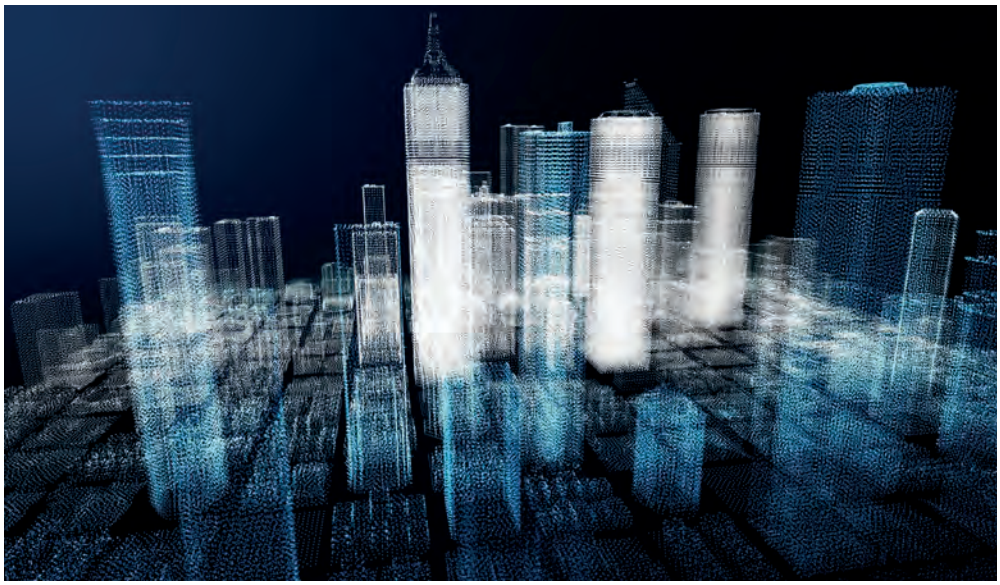
Si vous en aviez le pouvoir que changeriez-vous ?
Les injonctions et réglementations qui peuvent être contradictoires. Un permis de construire déclaratif dont la conformité serait appréciée a posteriori simplifierait le montage des opérations et nous permettrait de gagner entre six et douze mois. D'autant que dans 90 % des procédures, la justice nous donne raison. Il faudrait aussi que le foncier soit reconsidéré comme un bien d'intérêt général et non comme un bien marchand donnant lieu à de fortes spéculations. Et que les zonages soient abandonnés car les besoins de logement existent sur l'ensemble du pays. De plus en plus de territoires connaissent des situations aussi tendues que la Haute-Savoie. ▮

© Pole-Habitat

ENTRE LEAN, BIM ET ROBOTISATION

DEMAIN LES ENTREPRISES DE LA CONSTRUCTION SERONT CERTAINEMENT PLUS ÉCONOMES DANS LEUR ORGANISATION ET SUR LEURS CHANTIERS MAIS AUSSI PLUS ROBOTISÉE ET PLUS NUMÉRISÉE.

Par Sophie Boutrelle



Le bâtiment n'échappe pas aux bouleversements générés par l'essor des outils numériques. A commencer par la maquette numérique et le BIM (Building Information Modeling) c'est-à-dire le partage d'informations tout au long du cycle de vie d'une construction. Le Code des marchés publics de 2016 retranscrit, sous forme incitative, une directive européenne votée en 2014 recommandant l'utilisation d'outils électroniques pour les appels d'offres et marchés de travaux publics. La mutation a été soutenue par le plan transition numérique dans le bâtiment (PTNB) puis par le plan BIM 2022, doté d'une enveloppe de 10 millions d'euros. Les enjeux ? Construire mieux, plus vite et moins cher, mieux exploiter et maintenir les bâtiments, maîtriser davantage les risques. Cette généralisation du BIM auprès de tous les acteurs de la construction – des artisans aux majors en passant par les TPE et PME – implique de fiabiliser les pratiques et sécuriser la commande. Elle suppose aussi une montée en compétence des professionnels via le déploiement, sur les territoires, d'un écosystème innovant d'outils accessibles. « *Quand les entreprises sont formées et motivées, on se rend compte que le BIM est très efficace pour défricher, très en amont, les problématiques de chantier. Mais certaines entreprises et certains métiers peinent encore à travailler dans ce format* », observe Olivier Aubert, le président de la Fédération française du bâtiment (FFB) 74 et président de la commission innovation à la FFB Auvergne Rhône Alpes.

La commission innovation de la FFB Aura explore d'autres voies de progression comme le Lean. Issue de l'industrie automobile japonaise, cette méthode d'amélioration continue permet une organisation efficiente de l'entreprise et de ses chantiers. Une opération phare est conduite au niveau régional avec la reconstruction de la maison du BTP de la Loire à Saint-Etienne. Les entreprises qui interviennent sur la rénovation complète des 3 700 m² de bâtiment ont été formées au préalable au Lean et utilisent les outils BIM. « *Le Lean c'est beaucoup de bon sens, d'esprit pratique, mis en exergue à tous les échelons de l'entreprise. Mais l'idéal est tout de même de se faire accompagner par des spécialistes car des méthodes de travail spécifiques sont à mettre en œuvre* », poursuit Olivier Aubert. Les retours d'expérience des entreprises déjà engagées dans ce type de démarche sont mis en avant pour faire passer le message auprès des professionnels.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE
Les possibles applications de l'intelligence artificielle sur les chantiers et durant la vie du bâtiment sont nombreuses. Elles portent par exemple sur l'anticipation des risques, l'aide à la décision, la proposition d'interventions sur la base d'autodiagnostic.

VERS UNE INDUSTRIALISATION DE LA CONSTRUCTION

Les programmes en bois ou béton préfabriqués en atelier avant d'être montés sur place commencent à fleurir, en particulier dans les zones de montagne où les périodes d'intempérie sont longues. La construction 4.0 repose sur d'autres outils comme l'impression 3D ou la robotisation. Développé par la société australienne FBR, le robot maçon Hadrian X est capable de poser 1000 briques par jour contre 400 pour un compagnon tout en respectant les normes de construction.
Exosquelettes d'assistance à l'effort, brouettes électriques intelligentes, robot de démolition, de percement, de peinture, etc. La liste des tâches répétitives et/ou pénibles qui pourrait être confiée à des machines est de plus en plus longue. Même si elle se heurte encore à des problèmes de coût, cette robotisation aurait le mérite de réduire les accidents du travail et de palier les manques chroniques de main d'œuvre qualifiée dans le bâtiment.



© Diglife - stock.adobe.com • © sompong_tom - stock.adobe.com

Disponible !

LE TOP 500 DES ENTREPRISES
EN SAVOIE MONT BLANC
Édition 2021



RETROUVEZ NOTRE HORS-SÉRIE
ET L'INTÉGRALITÉ DE NOS PUBLICATIONS SUR
groupe-ecomedia.com/kiosque



GROUPE ECOmedia

Les CAUE, des ovnis au service du cadre de vie

CONVAINCU DE LA NÉCESSITÉ DE CONCILIER DÉFENSE DU PATRIMOINE ET ARCHITECTURE CONTEMPORAINE, JOËL BAUD-GRASSET PRÉSIDE LE CAUE 74 ET LA FÉDÉRATION NATIONALE DES CAUE AVEC PASSION. PAS QUESTION POUR LUI DE BRADER LE TERRITOIRE.

Propos recueillis par Sophie Boutrelle

Quel parcours vous a conduit à la présidence du CAUE 74 ?
Je suis agriculteur et j'ai été syndicaliste agricole avant d'être élu départemental. En 1999, alors que j'étais vice-président des jeunes agriculteurs, j'ai rédigé un rapport d'orientation sur la problématique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisation galopante. Quand je suis devenu conseiller général en 2001, j'ai demandé à être désigné comme représentant du département au CAUE et j'ai fait partie des six élus désignés. L'aménagement de l'espace était important pour moi mais j'avais une approche paysanne. Je me suis formé à l'architecture et à l'urbanisme au point de tomber dedans.

> **« NOTRE OBJECTIF EST D'ÊTRE UN ACTIVATEUR DE LA QUALITÉ DU CADRE DE VIE.**
>
> Joël Baud-Grasset

Dans quelles circonstances avez-vous été élu à la tête de la fédération nationale des CAUE ?
J'étais à Paris avec Arnaud Dutheil, le directeur du CAUE74, pour l'assemblée générale de la fédération où j'ai été frappé par le discours extrêmement creux d'une représentante de la direction du patrimoine du ministère de la Culture. Le patrimoine et l'architecture dépendent de ce ministère de la Culture mais sont traités avec peu d'intérêt. Il fallait un montagnard déterminé pour "secouer" un peu ce petit monde très parisien.

Quels sont le rôle et l'intérêt d'une structure comme le CAUE ?
L'intérêt c'est la combinaison de l'architecture, l'urbanisme, l'environnement. Chargé d'une mission de conseil, de sensibilisation, de formation en direction des particuliers, collectivités, scolaires, le CAUE est un ovni, associatif mais financé par une taxe d'aménagement, présidé par un conseiller départemental mais pas sous la gouvernance du Département. Doté d'une certaine liberté, il rassemble tous les acteurs du cadre de vie (représentants de l'État, des associations environnementales, architectes, géomètres, Capeb, Fédération du BTP…). Un conseil d'administration bien animé permet de sonder de manière extraordinaire tous ces acteurs du cadre de vie.

Quels points faudrait-il améliorer dans le système existant ?
Les CAUE ce sont 1 200 collaborateurs dont 1 000 qui arpentent tous les territoires pour faire du conseil en patrimoine, paysage, urbanisme. Ils constituent un maillon important de la chaîne de décision mais comme nous intervenons très en amont et que nous ne donnons pas de subvention, notre travail n'est pas assez mis en lumière. Quand on conseille d'isoler les combles d'une maison forte plutôt que de changer les fenêtres, les travaux sont au final moins chers et plus pertinents mais un tel conseil n'est jamais retranscrit. Parfois nous servons de médiateur entre un maire qui veut, par exemple, démolir une vieille ferme et des habitants s'opposant à cette démolition. L'objectif est d'essayer de préserver au maximum le patrimoine, en ligne avec la RE2020 qui nous incite à travailler davantage sur les circuits courts des matériaux, à éviter de gaspiller en démolissant des murs pour en reconstruire d'autres. Notre objectif est d'être un activateur de la qualité du cadre de vie.

Quels sont les sujets de prédilection des CAUE auxquels vous êtes le plus sensible ?
Les voyages d'études organisés chaque année par le CAUE dans un pays voisin ont été un élément déclencheur pour moi, notamment en Autriche. J'habite dans une ancienne ferme de 1875 mais j'ai remplacé le tavaillon de la façade par du vitrage afin de bénéficier d'une vue grandiose sur la vallée. Construire actuellement des chalets inspirés par les fermes construites par les anciens n'a pas de sens car nous ne vivons plus de la même manière. J'aime une architecture contemporaine, répondant aux besoins actuels. Bien sûr que la nouveauté surprend. Sans la tour Eiffel, que certains considéraient lors de sa construction comme un amas d'acier, Paris n'aurait pas cette attractivité. Je pense aussi qu'il faut bien réfléchir avant de démolir un bâtiment, surtout s'il s'agit de le remplacer par une construction banale.

Pourquoi ?
Les vieilles pierres ont pour moi beaucoup d'importance car elles racontent l'histoire d'un village. La démolition revient à tirer un trait sur le récit. Le Pritzker 2021 qui représente la plus haute distinction mondiale de l'architecture a été décerné à Anne Lacaton et Jean-Philippe Vassal que nous avions reçus en 2018 pour une conférence sur le *« faire avec l'existant, la nature, le climat, avec économie et intelligence »*.

REPÈRES

- **1971 :** Naissance à Saint-Jeoire-en-Faucigny.
- **1996 :** Intègre le conseil d'administration national des jeunes agriculteurs.
- **1998 :** Reprise de la ferme familiale. À l'origine orientée vers les vaches laitières, l'exploitation concerne maintenant une trentaine de génisses.
- **2001 :** Est élu à la chambre d'agriculture Savoie Mont Blanc et au Conseil départemental de Haute-Savoie. Entre au conseil d'administration du CAUE de Haute-Savoie.
- **2014 :** Président du CAUE de Haute-Savoie.
- **2015 :** Président du CAUE de Rhône-Alpes, puis président de la fédération nationale des CAUE.

Cette conférence qui a eu un grand retentissement défend l'idée de faire mieux et plus avec moins, en valorisant ce qu'on a déjà. Raser et reconstruire est une aberration dans l'urgence climatique qui s'impose à nous.

L'observatoire de la qualité architecturale met en évidence les opérations les plus réussies. Lesquelles vous semblent les plus intéressantes ?

En 2019, deux opérations haut-savoyardes ont été primées lors du palmarès régional de l'architecture et de l'aménagement organisé par l'Union régionale des CAUE Aura. Il s'agit de l'école de Reignier-Esery et de logements sociaux réalisés dans les dents creuses d'habitat social datant des années 1960, à Viuz-en-Sallaz où la commande était de s'inscrire dans la trame du bâti existant. En Haute-Savoie, nous avons construit beaucoup d'écoles et pouvons être fiers du niveau de qualité de ces équipements comme à Alex, Pringy, Reignier…

A contrario quelles sont les pistes de progrès ?

Nous aimerions aller plus loin sur la construction bois. À la différence de nos voisins allemands et autrichiens qui sont passés en mode industriel, la filière bois française est en panne. La déstructuration des villages et la laideur des centres commerciaux périphériques me font mal à cœur. Ce mitage des terrains est dramatique et explique que l'on en arrive à la loi Zéro artificialisation nette ou la RE2020. Je citerais encore la volonté politique de massifier l'isolation qui pourrait aboutir à des situations tragiques pour les bâtiments. La dimension culturelle est indissociable de l'art de bâtir et de vivre dans un territoire. Elle doit entrer dans la réflexion au même titre que l'écologie ou la performance thermique.



© CAUE74 Françoise Cavazzana

Le regard de la jeune génération

NICOLAS BRENDLÉ, MARTIN GRENOT ET MARIE PETEY SONT TOUS TROIS ARCHITECTES. ENTRE ÉCOLOGIE, HÉRITAGE DU PASSÉ, BON SENS ET SAVOIR-FAIRE, ILS ÉVOQUENT LEUR VISION DE LA CONSTRUCTION DE DEMAIN.

Par Alexia Bastide

« *Depuis le 1er janvier 2022, la RE 2020 (réglementation environnementale 2020) s'applique. Elle va beaucoup plus loin que la réglementation thermique actuelle car elle traite de multiples sujets (bilan carbone de la construction, isolants biosourcés…). C'est une nouvelle remise en question qui touche l'ensemble de la vie du bâtiment et tous les métiers de la construction (architectes, fabricants de matériaux, artisans…). Petit à petit, on chemine vers des bâtiments performants et vertueux* ».

Pour Martin Grenot, architecte DPLG installé à Annecy, le cadre de la construction de demain est donc déjà posé. Ce sur quoi ses confrères sont d'accord. « *Aujourd'hui on n'a plus d'autre choix que d'être dans une démarche vertueuse, mais on n'a pas attendu la RE 2020 pour s'y mettre* », confirme Marie Petey, architecte à Sciez. « *Dans les décennies à venir, nous devons aller vers une construction la plus durable possible,* prévient aussi Nicolas Brendlé, fondateur de l'atelier ALM à Aix-les-Bains. *On ne pourra plus se permettre de gaspiller. On aura peut-être des architectures moins prétentieuses, plus efficaces* ».

> **IL NE FAUT PAS QUE LA PERFORMANCE SOIT UNE EXCUSE À TOUT. CELA MÈNE À DES ESPACES SANS VIE, SANS ÂME, SANS CONFORT.**
>
> Martin Grenot

PRAGMATISME ET BON SENS

La construction de demain sera plus durable. Selon ces professionnels, cela passe notamment par l'emploi de matériaux non issus de la pétrochimie (paille, fibre de bois, coton, lin…). Bénéfice induit : leur utilisation est un levier pour l'économie du pays. « *Le chanvre a été complétement abandonné,* explique Nicolas Brendlé. *Il pourrait être à nouveau cultivé et exploité en France, et d'autres filières peuvent se structurer* ». Plus immédiat, utiliser la ressource disponible à proximité. « *Je travaille actuellement sur le projet de rénovation du centre de vacances des Puisots à Annecy,* raconte Martin Grenot. *Début 2020, à la suite des sondages que nous avions faits, nous nous sommes rendu compte qu'il y avait des faiblesses dans les bâtiments. La reconstruction s'imposait. Le centre étant au milieu de la forêt du Semnoz, l'idée de construire les bâtiments dans l'esprit d'une cabane, avec le bois qui a poussé juste à côté, s'est imposée à moi* ».

Plus largement, c'est un retour au pragmatisme et au bon sens que prône cette jeune génération. Et notamment la prise en compte de l'environnement immédiat de chaque projet. Un des points fondamentaux de l'architecture de demain selon Marie Petey. « *J'observe les formes bâties environnantes, leur orientation, leur toiture, les matériaux utilisés… Souvent, c'est une leçon de bon sens. Pour l'extension d'un chalet construit à la place d'une grange à la Chapelle d'Abondance, j'ai essayé d'en retrouver le volume de revenir à une certaine simplicité. Avec les codes de l'architecture agricole, je pense que j'ai réussi à créer quelque chose de contemporain et qui s'inscrit dans son environnement* ».

SE RÉAPPROPRIER L'EXISTANT

Préférer la rénovation/réhabilitation à la construction neuve, est un autre enjeu fort pour demain selon Marie Petey. « *Comment travailler cet existant pour offrir du confort ? Comment le transformer pour le faire évoluer en même temps que notre société ?* ». Autant de préoccupations pour celle qui est aussi architecte du patrimoine. « *Aujourd'hui, on se retrouve avec un patrimoine bâti énorme,* constate Nicolas Brendlé. *C'est beaucoup plus sensé à l'heure actuelle de réhabiliter un bâtiment ancien que de construire une maison neuve, même passive. Ne pas imperméabiliser une surface libre et réutiliser une construction existante, c'est déjà un geste écologique fort* ». « *Parfois c'est complexe,* analyse Martin Grenot. *Ces bâtiments ne sont pas adaptés à la réglementation actuelle. Mais c'est ce qui fait l'intérêt du travail de rénovation* ».

« *En Haute-Savoie, on sait qu'on va devoir densifier les villes, en comblant les dents creuses, en diminuant les distances entre chaque bâtiment, en surélevant les constructions… se réapproprier l'existant c'est très important,* approfondit Marie Petey. *On peut avoir du mal avec certaines architectures des années passées, mais il faut être curieux. Chaque projet est une opportunité. Il faut avoir cette envie positive de trouver des solutions. Pour moi, si on arrive à*

LA MAISON CONNECTÉE, FAUSSE BONNE SOLUTION ?

« *Je ne crois pas à la maison connectée. Ce n'est pas en développant des maisons ultra sophistiquées qu'on arrivera à diminuer nos consommations, au contraire. C'est un peu le serpent qui se mord la queue. Je ne dis pas qu'il faut revenir au Moyen Âge, mais dès qu'il y a de l'électronique, il y a de la consommation d'énergie. Ces actions qu'on automatise sont réalisables de manière naturelle. Pour moi, ce sont des coûts cachés* », Nicolas Brendlé.









DR • © Laurent COUSIN/HAYTHAM • © Gilles Piel Photographe • DR © CAUE74 © Tout Le Monde Aime Les Pingouins

respecter à la fois l'environnement, le site et les besoins des clients, l'architecture est réussie.»

RENDRE LEUR PLACE AUX ARCHITECTES

Enjeu lié à la réutilisation du bâti : la rénovation énergétique et la flopée de passoires thermiques sur laquelle il va falloir opérer. «*La consommation d'énergie est pour moi un sujet très important et sur lequel il y a de plus en plus d'innovations. Les bâtiments autonomes sont l'avenir, mais on travaille dessus dès maintenant*», commente Martin Grenot. Là encore, la contrainte peut être source de créativité. «*L'isolation par l'extérieur change considérablement l'allure des bâtiments,* rappelle Marie Petey. *Il est possible de jouer avec cette nouvelle peau sans pour autant tomber dans des effets de mode ou purement plastiques. On peut créer des espaces extérieurs (galeries…) ou des nouveaux usages autour, par exemple, des coursives.*»

> **SAVOIR TRAVAILLER AVEC L'EXISTANT EST L'UN DES ENJEUX FORTS DE LA CONSTRUCTION DE DEMAIN.**
>
> Marie Petey

Laisser la créativité s'exprimer, d'accord, mais tout en préservant le bon sens. «*Je crois qu'il faut privilégier une conception sur mesure. Aider les clients à cibler ce qui est important pour eux et mettre les moyens là où il faut. En quelque sorte : requestionner nos usages et notre manière d'habiter,* explique Nicolas Brendlé. *Cela passe par moins de surface, moins de volume, des petites opérations d'habitat groupé voire participatif. On manque de terrains, beaucoup de gens ont du mal à accéder à la propriété… on ne peut plus continuer à entretenir le rêve de "chacun sa petite maison". Sans compter que tout cela va dépendre de l'évolution de la ville : est-ce qu'elle deviendra plus attractive ? Est-ce que ce sera plus difficile de s'y déplacer ? Est-ce qu'on travaillera plus chez soi ?*»

Et si, comme l'espère Marie Petey, la construction de demain redonnait leur place aux architectes ? «*En ce qui concerne la construction neuve, et notamment l'habitat domestique, en Haute-Savoie on a aujourd'hui un copier-coller de maisons de constructeurs. Pas parce qu'il y a de mauvais architectes mais parce qu'il n'y en a plus (en-dessous de 150 m², on n'est pas obligé de passer par un architecte et pour des questions de coûts, on voit directement avec les constructeurs). Pour moi, cela crée une pauvreté architecturale. Il faut que les architectes arrivent à se remettre au cœur des sujets, même ordinaires*».

1 Nicolas Brendlé considère le Haut-Bois (Grenoble **4**) d'Antoine Pagnoux et Jacques Felix-Faure comme un bâtiment «*très novateur*» du fait de sa hauteur conjuguée à sa structure bois.

5 Alliant esthétique et performance énergétique, l'école Vallin-Fier de Catherine Boidevaix est selon Martin Grenot **2**, un ouvrage «*qui a posé des bases pour les bâtiments scolaires à venir*»

6 La grange au lac de Patrick Bouchain est, pour Marie Petey **3**, un bâtiment «*exemplaire*» qui reprend tous ses principes.

UNE STRATÉGIE POUR TERRASSER LE CARBONE

ALIGNÉS SUR LES OBJECTIFS NATIONAUX DE DÉCARBONATION, LES TRAVAUX PUBLICS S'ENGAGENT DANS UNE TRAJECTOIRE QUI DEVRAIT CONDUIRE À UNE BAISSE DE 40 % DES ÉMISSIONS D'ICI 2030.

Par Sophie Boutrelle



La Fédération nationale des travaux publics (FNTP) compte bien prendre sa part dans la stratégie nationale bas carbone (SNBC) avec un objectif de diminution de 40% de ses émissions d'ici 2030. Inédite à l'échelle d'un secteur d'activité en France, la démarche repose sur la réalisation d'un diagnostic confié à deux cabinets d'expertise environnementale, Carbone 4 et Utopies. Celui-ci montre qu'en 2018, les émissions de gaz à effet de serre (GES) liées à l'acte de construire et d'aménager des infrastructures s'élevaient à 22,9 Mt CO_2e (millions de tonnes équivalents CO_2), soit 3,5% de l'empreinte carbone globale de la France. Le premier poste d'émission (54%) est l'achat des matières premières et des produits utilisés sur les chantiers, en particulier l'acier neuf et le béton conventionnel qui génèrent à eux seuls 53% de ces émissions "matériaux". L'énergie utilisée par les véhicules et engins de chantier, essentiellement le gazole et gazole non routier, représente le deuxième poste de cette empreinte carbone (20% du total des émissions de GES liées à l'acte de construire). Viennent ensuite l'artificialisation des sols (8%) et l'immobilisation de véhicules (7%).

UN RÉFÉRENTIEL POUR LES ENTREPRISES

Cet état des lieux a débouché sur la définition d'une trajectoire de décarbonation pilotée par un comité indépendant. Sept leviers d'actions ont également été déterminés dans les domaines des matériaux, de l'énergie, de la maintenance, de l'innovation, du BIM *(NDLR : Building Information management ou modélisation des informations du bâtiment)* et du numérique.

RECONNAISSANCE
Pour accélérer son plan de décarbonation, les travaux publics invitent les acheteurs publics à s'engager à leurs côtés. Ils préconisent par exemple un système d'identification professionnelle qui faciliterait le recours aux techniques vertueuses dans les marchés de travaux.

Et pour que les 8000 entreprises du secteur puissent s'engager dans la trajectoire, un référentiel accessible en ligne détaille un socle de solutions concrètes, structurées. L'objectif est que chacune puisse élaborer son propre plan et en évaluer les impacts. *« Nous en sommes aux prémices, des sujets restent à trancher. Par exemple, vaut-il mieux une route dont la construction est bas carbone mais dont l'entretien sera peut-être plus compliqué et générant des frottements ou une route très carbonée mais beaucoup plus résistante ? »*, observe Franck Gautheron, le directeur du cluster Indura, expert dans les innovations dédiées aux infrastructures et au génie civil.

VERS UNE DIFFUSION MASSIVE DU BIM

Pour la Fédération nationale des travaux publics, la diffusion massive du BIM (Building Information management) contribuera à la révolution climatique et écologique du secteur. En optimisant la conception, la réalisation et la maintenance des infrastructures, l'outil numérique génère des économies de ressources et de temps. *« Cela fait très longtemps qu'en génie civil on fait de la modélisation de conception. Le jumeau numérique permet de comprendre le comportement d'un ouvrage selon les sollicitations qu'il pourrait connaître, anticiper le vieillissement, la dégradation en fonction du climat »*, souligne Franck Gautheron, le directeur d'Indura. L'amélioration continue des performances des ordinateurs et des calculateurs rend les outils de plus en plus accessibles, performants et partageables. *« Nous sommes dans une période où le numérique se cherche encore,* observe Franck Gautheron. *Je crois que la valeur est finalement moins dans le volume d'informations que dans la capacité à partager et valoriser des données de qualité autour de service ».*



© Adobe Stock



96%
de nos sociétaires sont **satisfaits**

Enquête OpinionWay - Novembre 2021

L'ASSUREUR DES PROFESSIONNELS DU BTP À ANNECY À CHAMBÉRY

Retrouvez-nous sur
www.auxiliaire.fr

Des biens assurés

- Tous Risques Chantier
- Dommages-Ouvrage
- Constructeurs non réalisateurs
- Automobile et assistance
- Multirisques locaux
- Pertes d'exploitation
- Bris de machines, bris de matériels et informatique

Des responsabilités anticipées

- Responsabilité civile des maîtres d'ouvrage et/ou promoteurs
- Responsabilité civile décennale
- Responsabilité civile travaux
- Responsabilité civile professionnelle
- Responsabilité civile dirigeants
- Protection juridique
- Responsabilité civile exploitation

73/ SAVOIE
Karine Girard et son équipe vous accueillent dans notre **bureau de Chambéry** :
ZA de Bissy, 68 impasse Louis Berthollet,
par téléphone au **04 79 85 40 03**
ou par mail : **chambery@auxiliaire.fr**

74/ HAUTE-SAVOIE
Grégory Lassia et son équipe vous accueillent dans notre **bureau d'Annecy** :
Parc Altaïs, 15 rue Andromède
par téléphone au **04 50 45 42 58**
ou par mail : **annecy@auxiliaire.fr**

Siret 77564905600014 - Code APE 6512 Z - Entreprise régie par le code des assurances
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables
Société d'assurance exonérée de plein droit de la TVA (article 261 C. 2° Du C.G.I.).

L'Auxiliaire BTP
Entreprendre avec assurance

trucks solutions
ALBERTVILLE

ALPENA
GROUPE

trucks solutions
CHAMBÉRY

ALPENA
GROUPE






DES PROFESSIONNELS AUX SERVICES DES PROFESSIONNELS

ALBERTVILLE
ZAC du Chateau Les Vernays - 73540 La Bathie
04 79 32 47 17

CHAMBÉRY
ZA de la Praire - 73420 Voglans
04 79 52 09 10

RENAULT TRUCKS

ALPENA
GROUPE